

Rapport pour le Conseil Français de l'Energie

**Les nouveaux enjeux géopolitiques et économiques de la
coopération énergétique entre l'Union Européenne et la Russie**

CGEMP-Paris Dauphine

Novembre 2007

Résumé de l'étude

Cette étude analyse la problématique des relations entre l'UE et la Russie dans le domaine énergétique. Elle s'intéresse en particulier à la nouvelle stratégie énergétique russe et son impact sur la relation d'interdépendance UE/Russie. Les principaux facteurs économiques et politiques qui influencent l'approche russe en matière énergétique sont identifiés et analysés. L'objectif de ce travail est de mettre à jour les opportunités et les limitations d'une alliance énergétique de long terme entre l'UE et la Russie. La compréhension des véritables enjeux énergétiques auxquels est confrontée la Russie contemporaine doit notamment permettre de redéfinir les termes l'interdépendance UE/Russie, afin d'en faire un élément de coopération durable, indispensable pour la sécurité énergétique en Europe.

Le présent rapport s'appuie sur les concepts et théories développées dans plusieurs disciplines académiques, en particulier l'économie politique et les relations internationales. Le recours à la méthode géopolitique permet d'intégrer dans l'analyse les influences multiples qui orientent le comportement d'un Etat –la Russie– sur une question donnée –le commerce énergétique et la coopération avec l'UE dans ce secteur. Ce rapport participe ainsi à la définition d'une méthodologie qui permette de traiter dans une perspective inter-disciplinaire les paramètres empiriques analysés dans ce type de recherche. Dans cet esprit, les dimensions économiques, institutionnelles et politiques nécessaires pour la compréhension des relations entre les différents acteurs publics et privés impliqués dans le commerce énergétique sont prises en compte. L'analyse géopolitique contribue non seulement à déchiffrer et expliquer les mutations politico-économiques qui caractérisent la Russie contemporaine, mais également à mieux appréhender leurs implications stratégiques pour l'Union européenne. Cette étude permet ainsi de développer les prémices théoriques et méthodologiques sur lesquels l'analyse géopolitique s'appuie et tente de s'imposer comme une discipline à part entière.

Grâce à cette grille de lecture, la Russie n'apparaît plus seulement comme un pays producteur et exportateur. Ce rapport montre en effet que la Russie contemporaine se définit comme étant un pays à la fois producteur, consommateur et un pays de transit clé. Jusqu'à présent, la plupart des travaux théoriques ont mis l'accent sur la Russie en tant que pays producteur et exportateur, négligeant ainsi les autres dimensions. Pourtant, ces trois dimensions déterminent la stratégie énergétique russe actuelle et la capacité de ce pays à rester un partenaire énergétique de long terme pour l'UE.

Dans un premier chapitre, la Russie est appréhendée du point de vue du pays producteur. Ce chapitre met évidence le rôle clé des hydrocarbures (pétrole et gaz) dans l'économie russe et montre que le gouvernement est déterminé à contrôler et réguler l'accès à ces ressources stratégiques du pays. Le renforcement du contrôle l'Etat se manifeste tout le long de la filière pétro-gazière : conditions d'accès aux ressources, consolidation des entreprises sous contrôle de l'Etat, accès au réseau d'infrastructures, et conditions d'investissements. Globalement, la nouvelle stratégie russe se caractérise par un accès limité et contrôlé à ses ressources et qui pourrait se résumer par une « participation contrôlée des investissements étrangers ». Ces développements remettent en cause l'approche prônée jusqu'à présent par la Commission européenne et qui consistait à promouvoir une convergence normative et idéologique vers le système européen et préconisait l'ouverture du marché russe et le libre accès aux ressources et au système de transport. Par conséquent, la réflexion sur la relation d'interdépendance entre l'UE et la Russie doit être repensée en prenant en compte le nouveau contexte politico-économique russe.

Dans le second chapitre, la Russie est présentée comme un grand pays consommateur. Cette caractéristique, longtemps négligée, a pourtant des implications importantes sur le

développement d'une coopération de long terme entre l'UE et la Russie. L'analyse montre que l'un des principaux défis de la Russie actuelle est de trouver un équilibre entre la consommation interne et les exportations. Il est à noter que la tension entre l'accroissement et la demande interne et l'accroissement des exportations pourrait devenir un élément déstabilisateur à moyen terme. En terme de coopération avec l'UE, ce chapitre met en évidence l'importance d'une coopération technologique dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique de la Russie et la réduction des gaspillages.

Le troisième chapitre aborde les enjeux du transit des hydrocarbures, du point de vue de la Russie, pays exportateur et pays de transit. L'accès aux ressources gazières de l'Asie centrale est devenu une priorité stratégique pour le gouvernement russe et pour Gazprom: en effet, ces réserves devront permettre de satisfaire la consommation domestique en pleine croissance et honorer ses contrats d'exportation vers l'Europe¹. Ce chapitre montre également que le contrôle des infrastructures de transports est un élément clé de la stratégie du gouvernement russe, dont l'objectif est de diversifier les routes de transport et d'éviter au maximum le passage par des pays tiers². La Russie s'est ainsi lancée dans le développement de quatre principaux « axes » sur quatre façades maritimes : mer Baltique, Océan Pacifique, mer Noire et mer des Barents. La Russie mise ainsi une grande partie de son développement économique et de son influence internationale sur l'exploitation et le transport des hydrocarbures à partir de son territoire et celui des pays riverains de la mer Caspienne et en Asie centrale. Dans une publication annexe à ce rapport, les répercussions géopolitiques des projets de diversification des exportations russes, notamment vers l'Asie pacifique, sont également analysées³.

Cette étude montre ainsi que la relation stable et de long terme sur laquelle le commerce des hydrocarbures, notamment gazier, s'était développé au cours des trois dernières décennies connaît plusieurs transformations de fond dont les dimensions sont complexes. La présente étude met en évidence les évolutions fondamentales en Russie. Un second volet proposera d'analyser les changements fondamentaux au sein de l'UE. A ce stade, plusieurs recommandations sont proposées. Il s'agit principalement de:

1. Redéfinir les termes de l'interdépendance UE/Russie, afin de prendre en compte les nouveaux facteurs qui influencent les stratégies énergétiques respectives
2. Favoriser les initiatives visant à maîtriser la consommation et les économies d'énergie en Russie
3. Préciser les conditions d'investissements en Russie
4. Aborder la question du transit avec la participation de l'ensemble des parties concernées (Russie, pays de transit et pays importateurs de l'UE)

S'appuyant sur des entretiens avec des experts russes et européens ainsi que des documents émanant des agences gouvernementales et des compagnies énergétiques russes, ce rapport montre que l'UE et la Russie devront parvenir à dialoguer en prenant en compte les spécificités de chacun. Dans une perspective de long terme, ce rapport contribue à une meilleure compréhension des grands défis énergétiques de la Russie et de l'UE afin de permettre d'intensifier la coopération et les projets communs dans le domaine énergétique.

¹ Nadia Campaner, «Gazprom en Asie Centrale, l'œil de Moscou », *Alternatives Internationales*, N°36, septembre 2007, pp. 34-36.

² Nadia Campaner, « Le gaz en Russie » (entretien), *Pétrole et gaz informations*, N°1790, Septembre-octobre 2007, Association des Techniciens et professionnels du pétrole, pp. 52-53.

³ Nadia Campaner, «The Eastern Vector of Russian oil and gas exports », *Geopolitical Affairs*, Editions Valentine Mitchell (en cours de).

Sommaire

Introduction	5
Principaux enjeux	9
Cadre théorique et méthodologie d'analyse.....	11
Plan d'étude et sources.....	18
I. LA RUSSIE, PAYS PRODUCTEUR	20
A. DEPRESSION ET CROISSANCE : RETOUR VERS UN COURS INTERVENTIONNISTE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE.....	22
1. Impératif de croissance et renforcement des institutions	22
2. Croissance économique et hydrocarbures	24
3. La stratégie énergétique russe : pour une ingérence résolue de l'Etat	27
B. GEOLOGIE ET GEOPOLITIQUE : LES NOUVEAUX FACTEURS.....	29
1. L'accès aux ressources : facteurs géologiques et impératifs stratégiques.....	30
2. Le renforcement des compagnies contrôlées par l'Etat	36
3. L'accès au réseau d'infrastructures	43
4. Les conditions d'investissement.....	44
C. LES ALLIANCES AVEC LES AUTRES PAYS PRODUCTEURS	51
II. LA RUSSIE, PAYS CONSOMMATEUR	55
A. L'EVOLUTION DE LA DEMANDE	55
1. Demande énergétique et croissance économique.....	55
2. Secteur pétrolier	58
3. Secteur gazier	59
B. CONSOMMATION DOMESTIQUE ET EXPORTATIONS	60
1. Vers une réduction des exportations de pétrole	60
2. Marché domestique du gaz versus exportations.....	61
C. LES PERSPECTIVES DANS LE SECTEUR GAZIER.....	63
1. Le marché domestique du gaz : principales caractéristiques	63
2. Le prix domestique du gaz	64
3. Les incertitudes sur l'élasticité prix	67
4. Le potentiel des économies d'énergie	68
III. LES ENJEUX DU TRANSIT DES HYDROCARBURES	70
A. DIVERSIFICATION DES VOIES DE TRANSPORT : UNE PRIORITE STRATEGIQUE..	71
1. L'importance stratégique des Etats de transit	71
2. Les projets de diversification	72
B. LA RUSSIE : PAYS DE TRANSIT.....	78
1. Le Caucase : conflits du Nord Caucase et nouveaux pipelines de Transcaucasie	78
2. L'Asie centrale : regain de l'influence russe.....	80
IV. LA COOPERATION UE/RUSSIE : PISTES POUR L'AVENIR	88
A. LES FACTEURS DE REFROIDISSEMENT	88
1. Les évolutions au sein de l'Union européenne.....	88
2. Un contexte nouveau en Russie	88
3. Le contexte énergétique international : nouveaux acteurs, nouvelles rivalités ?	90
B. ENJEUX ET RECOMMANDATIONS	91
1. Redéfinir les termes de l'interdépendance UE/Russie	91
2. Maîtriser la consommation et miser sur les économies d'énergie en Russie	93
3. Clarifier les conditions d'investissement	94
4. Régler la problématique du transit	94
Bibliographie	96
Table des figures et tableaux	105

Introduction

Cette étude part du constat suivant : l'Union Européenne et la Russie peinent à établir une alliance énergétique stratégique, en dépit des complémentarités énergétiques entre les deux régions. La coopération au niveau de l'UE⁴ reste fragile, fortement critiquée pour ses faiblesses face aux nouveaux défis de l'approvisionnement énergétique. Le « dialogue énergétique UE/Russie » lancé en 2000, qui a suscité beaucoup d'attention, semble être au point mort. La ratification de la Charte de l'énergie par la Russie reste bloquée. La relation UE/Russie a également connu de nombreux points d'achoppement depuis 2003, dont plusieurs dans le secteur énergétique. Dans un contexte de détérioration du climat politique entre l'UE et la Russie, la dispute russo-ukrainienne de janvier 2006 a catalysé les inquiétudes à l'égard de la dépendance gazière vis-à-vis de la Russie. Les grands médias et les milieux politiques de l'UE ont exprimé leur crainte de voir la Russie, devenue plus forte grâce aux revenus des exportations depuis 2000, imposer ses conditions et tirer des avantages politiques de ses ventes d'hydrocarbures.

La coopération énergétique au niveau de l'UE n'a donc pas répondu jusqu'à présent aux attentes tant du côté russe que de l'Union. Les espoirs de créer une véritable « communauté pan-européenne de l'énergie » se sont vus au fil des ans dépassés par le constat de réalités politiques différentes et le sentiment d'une incompréhension mutuelle.

En même temps, le refroidissement des relations observé entre les institutions européennes et la Russie contraste nettement avec le dynamisme des coopérations bilatérales des pays fondateurs tels que l'Allemagne et l'Italie. Ces derniers se distinguent par l'importance de leurs échanges commerciaux et une diplomatie active en vue de renforcer leur coopération énergétique avec ce fournisseur clé. Fin 2006, les principaux contrats de long terme entre la compagnie Gazprom et ses clients allemands et italiens, mais aussi français et autrichiens, ont été prolongés pour 15 à 25 années supplémentaires. Le mode de coopération bilatéral traditionnel reste par ailleurs préféré par la Russie, qui continue de percevoir l'UE comme une organisation bureaucratique disparate et souvent défavorable à ses intérêts. Il est donc important de différencier l'état de la coopération entre certains gouvernements des pays membres d'une part, et l'Union européenne de l'autre.

A cet égard, il est noté que seuls les liens privilégiés entre certains dirigeants européens et le président russe ont une influence significative sur ces relations. En 2002, un ambassadeur européen faisait la remarque suivante: « *l'Europe n'a pas de relations avec Poutine. Ce sont les liens personnels, bilatéraux, en particulier avec Schröder et Blair qui comptent parce que nous n'avons pas de politique étrangère, et encore moins de politique vis-à-vis de la Russie* »⁵. L'UE souffre également de l'absence d'une vision et d'une stratégie globale sur le rôle de la Russie sur le continent européen.

Ces premières observations mettent en évidence les difficultés de l'Union européenne à parler d'une seule voix en raison de la persistance de certaines spécificités et de priorités nationales distinctes. L'importance stratégique du secteur énergétique -la maîtrise des ressources et des approvisionnements est un enjeu de souveraineté traditionnellement important- fait que les Etats membres ont voulu protéger leurs prérogatives dans ce secteur. La grande diversité énergétique des Etats membres rend ainsi difficile la mise en place d'une politique commune. La politique extérieure énergétique reste globalement de type consultatif et le principe de subsidiarité prédomine.

⁴ Dans ce rapport, l'Union européenne (UE) est employé au sens juridique du terme, c'est-à-dire en tant qu'union intergouvernementale et supranationale dotée de cinq institutions : la Commission européenne, le Conseil européen, le Parlement européen, la Cour de Justice et la Cour de comptes.

⁵ *Financial Times*, 22.05.2002.

De plus, l'élargissement à vingt-sept de l'UE complique davantage la faculté de trouver un compromis. Premièrement, les nouveaux pays membres ont des situations économiques très contrastées par rapport aux Etats de l'UE-15. Ensuite, les relations politiques entre les nouveaux arrivants, notamment la Pologne, l'Estonie, la Lettonie et la Russie sont empreintes d'une animosité manifeste. Ces éléments sont à l'origine de nombreux blocages, même s'il existe par ailleurs une volonté réelle de la part de certains Etats pour concrétiser un partenariat stratégique avec la Russie.

Il convient de souligner ainsi la nature fondamentalement différente des deux acteurs en présence, avec d'un côté l'Union européenne, organisation supranationale unique, et la Russie de l'autre, Etat souverain. Cette distinction est en partie à l'origine des préoccupations sensiblement différentes entre les deux acteurs : la Russie, affaiblie depuis la dissolution de l'URSS, est en quête de restauration de sa puissance sur la scène internationale. L'énergie joue un rôle essentiel, puisqu'elle constitue un « *avantage naturel* » du pays, dont les réserves gazières et pétrolières sont estimées à près de 48 trillions de m³ et 10 milliards de tonnes respectivement⁶. Vladimir Poutine, qui a soutenu une thèse sur les matières premières minérales dans la stratégie de développement de l'économie russe, place l'énergie au cœur de la nouvelle diplomatie russe. Dans ses déclarations, le président russe estime que la Russie peut et doit jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale, notamment grâce à son patrimoine énergétique. La Russie a adopté en 2003 une stratégie énergétique, un document à valeur légale. Selon la Stratégie, l'Etat doit jouer un rôle central dans l'achèvement des objectifs énergétiques. Le document met également en évidence le rôle stratégique de l'énergie pour la défense des intérêts de la Russie sur la scène économique et diplomatique internationale.

Face à elle, l'Union européenne pauvre en réserves d'hydrocarbures, s'efforce de surmonter sa diversité et ses handicaps politiques et institutionnels. L'approche développée par la Commission européenne est essentiellement basée sur la mise en place du marché intérieur régulé de l'énergie. Son principal objectif est d'accroître la concurrence et l'efficacité. Ces réformes restent vivement débattues au sein même de l'Union et leur l'impact ne peut être pleinement apprécié. Cependant, l'UE juge ce modèle exportable, notamment en Russie, et elle tente également de promouvoir un espace réglementaire commun qui s'étendrait à ses voisins et partenaires.

Pour l'UE, l'un des principaux défis est d'établir un cadre institutionnel capable d'assurer la sécurité énergétique dans un contexte économiquement fiable et écologiquement acceptable. Toutefois, la sécurité énergétique reste un domaine réservé et sensible : les Etats se sont opposés jusqu'à présent aux tentatives de la Commission européenne pour accroître ses pouvoirs dans la gestion de crise. Ces résistances confirment la prééminence du principe de compétence nationale, notamment pour la sécurité des approvisionnements⁷. Les *Livre Vert* de 2000 et de 2006 ont certes stimulé la réflexion sur la politique énergétique européenne future, mais ils ne comportent pas de contrainte juridique.

De fait, les deux partenaires ont une approche et une interprétation sensiblement différente de leur partenariat. La Russie veut moderniser son secteur énergétique tout en renforçant le contrôle de l'Etat sur un secteur stratégique pour le pays et son économie. Un de ses objectifs est transformer l'économie basée sur l'exportation de matières premières vers une économie produisant et exportant des biens de haute technologie et de qualité. Une autre priorité de la

⁶ BP Statistical Review 2006.

⁷ On notera ici les tensions de plus en plus fréquentes entre les objectifs de la politique énergétique européenne, symbolisé par les trois « piliers » suivants : sécurité des approvisionnements, marché intérieur et protection de l'environnement.

Russie est de sécuriser ses possibilités d'exportation afin de maintenir sa position et de préserver les bénéfices qu'elle retire de ses ventes d'hydrocarbures. De son côté, l'UE attend de la Russie des réformes et une « *normalisation* » ou du moins, une convergence vers les règles de son marché intérieur. En raison de sa nature intégrationniste, l'approche de l'UE se caractérise par des efforts pour amener la Russie au plus proche de sa législation et de ses standards.

La perspective d'une alliance énergétique UE/Russie est également fortement influencée par le contexte énergétique international. En effet, la nouvelle scène énergétique mondiale se caractérise par une concurrence accrue pour l'accès aux ressources pétrolières et gazières. Les tensions au Moyen Orient et l'accélération de l'accroissement de la demande chinoise conduisent à compter désormais avec un marché des matières premières tendu et des prix durablement élevés. Le déclin de la production et l'augmentation de la demande au sein de l'UE accroît le recours aux importations et donc la dépendance extérieure, celle-ci étant généralement associée avec une insécurité croissante⁸. Dans ce contexte, l'UE a pris conscience de sa vulnérabilité sur le plan énergétique et des risques qui pèsent sur la sécurité de ses approvisionnements. Le *Livre Vert* de 2000 reconnaît que l'UE ne dispose pas « *d'instruments lui permettant de réduire la pression exercée par le marché international* »⁹.

La mondialisation des échanges selon le paradigme libéral promu par les grandes nations industrialisées et certaines organisations internationales depuis la fin de la guerre froide, et qui présupposait un accès facilité aux ressources énergétiques, est également remise en cause par de nombreux pays, parmi lesquels plusieurs pays producteurs. Ces derniers sont déterminés à défendre leurs intérêts en restreignant l'accès à leurs ressources naturelles et en définissant leurs propres règles. Ceux-ci sont désormais secondés par de puissantes compagnies d'Etat, baptisée par le *Financial Times* les « *nouvelles sept sœurs* »¹⁰. Ces dernières contrôlent plus du tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole et de gaz, tandis que les « *anciennes sept sœurs* » n'en contrôlent plus que 3% et peinent à obtenir de nouveaux droits de production¹¹. Ces nouveaux acteurs de la scène énergétique internationale sont chargés d'œuvrer au service des intérêts de l'Etat qui en détiennent le contrôle. Les pays occidentaux doivent ainsi désormais compter avec une autre approche des relations internationales et de la sécurité énergétique :

*« The perspective of free access to oil and gas resources and the role of Western energy companies and banks in accessing these resources, which is the basis of the American and European energy policies, will change drastically if the oil-and-gas producing countries in particular would embrace weak globalisation and adopt China's, India's and Russia's attitude to international relations. Weak globalisation makes national interests the yardstick of international conduct, instead of a hegemon's interests »*¹²

Renforcée par ses revenus pétroliers, la Russie est en position de force pour définir de nouvelles relations avec ses pays partenaires et consommateurs. Depuis 2000, l'accroissement de sa production et de ses exportations lui permettent de prétendre à jouer un rôle clé dans la sécurité énergétique internationale. Cette évolution s'accompagne d'une ingérence résolue de l'Etat dans

⁸ Comme le remarque Jonathan Stern, les débats sur la sécurité gazière de l'UE se sont essentiellement focalisés sur la dépendance croissante vis-à-vis de pays-tiers, notamment la Russie. Voir J. Stern, « The new security environment for European gas: worsening geopolitics and increasing global competition for LNG », Oxford Institute for Energy Studies, NG 15, octobre 2006.

⁹ COM (2000) 769 final, « Vers une stratégie européenne de sécurité et d'approvisionnement énergétique », p. 30.

¹⁰ Il s'agit de Gazprom, Saudi Aramco, CNPC, NIOC, PDVSA, Petrobras et Petronas. *Financial Times*, 12.03.2007, « The new Seven Sisters : oil and gas giants dwarf western rivals ».

¹¹ *Financial Times*, *ibid*. Les « anciennes sept sœurs » se sont réduites à quatre : ExxonMobil, Chevron, BP et Royal Dutch Shell.

¹² Leçon inaugurale du professeur Coby Van der Linde, « Geopolitical and Energy management : Energy in a changing world », publié dans *CIEP* N°11, 03/2005, p.13-14.

le secteur énergétique et contraste avec l'affaiblissement des institutions qu'avait connu le pays au cours de la dépression économique des années 1990. Cette « *montée* » de la Russie doit en effet se penser en opposition avec la décennie 1990, qui reste dans la mémoire collective russe associée à une période d'humiliation nationale. Elle explique en partie aujourd'hui la volonté de « *revanche nationale* » ou la montée de ce que l'on nomme en Occident le « *nationalisme économique* ». Selon cette approche, à laquelle adhèrent les principaux responsables politiques russes, la Russie doit participer à l'économie internationale tout en veillant à ce que ses intérêts économiques soient respectés.

On notera que les dirigeants russes critiquent désormais ouvertement l'UE de ne pas réellement prendre en compte ses propres intérêts nationaux. L'UE est accusée de privilégier une approche favorable aux seuls pays consommateurs et de vouloir faire de la Russie « l'appendice énergétique » de l'Europe. Certaines exigences de la Commission européenne à l'égard de la Russie ont été perçues comme une incompréhension des réalités socio-économiques de ce pays et parfois interprétées comme une volonté d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Les exigences de l'UE les plus fortement critiquées en Russie ont été notamment:

- L'exigence de la parité des prix du gaz
- La suppression des contrats de long terme (abandonné par la Commission européenne) et les clauses de destination
- L'adoption du protocole de transit de la Charte de l'énergie et la ratification de la Charte
- Le démantèlement de Gazprom

Certaines analyses suggèrent également que la libéralisation des marchés du gaz en Europe, pour laquelle la Russie reproche à l'UE de ne pas avoir effectué de consultation préalable, a conduit la Russie à se tourner vers l'Asie¹³. La stratégie énergétique projète en effet une diversification des exportations pétrolières et gazières au profit des pays de l'Asie-Pacifique, où le potentiel de croissance est considérable. On note ainsi un activisme de la diplomatie russe dans cette direction, avec l'établissement de relations stratégiques avec plusieurs pays de la région, notamment la Chine et l'Inde.

Côté européen, la stratégie russe est l'objet de nombreux débats contradictoires. Les discussions sur la crainte d'une utilisation de l'énergie à des fins politiques par la Russie et la politisation à outrance des actions du gouvernement russe dans ce domaine en témoignent. La stratégie de Gazprom d'achats d'actifs sur le marché gazier européen fait l'objet de fortes réticences. L'éventualité de l'achat de Centrica par Gazprom s'est par exemple heurtée à l'opposition farouche des parlementaires britanniques, qui ont fait échouer ce projet par des moyens législatifs.

Les compagnies russes se sont également lancées dans une stratégie d'achats d'actifs en aval de la chaîne gazière (transport et distribution) et pétrolière (raffineries), dans les pays nouvellement membres de l'UE et dans les pays transit. Notons que la situation dans les Etats de transit est une source de friction importante. La présence d'une « zone de voisinage commun » entre l'UE élargie et la Russie sera t-elle l'occasion d'une coopération renouvelée? Certaines Etats de transit comme l'Ukraine ou la Biélorussie sont en effet devenus les nouveaux voisins de l'UE tout en faisant également partie de « l'étranger proche » de la Russie, en raison de leurs liens historiques et économiques importants. Enfin, les Européens se sont récemment inquiétés de la création d'un « *cartel du gaz* » mené par la Russie et ses nouveaux partenaires producteurs (Algérie, Qatar, Iran).

¹³ Voir par exemple les analyses d'Igor Tomberg, Dimitriev, Ivanov et Trenin dans la bibliographie.

Il ressort de ces premières observations que l'état des relations actuelles, où la Russie et l'UE ont manifestement opté pour une négociation conflictuelle, n'est pas favorable à la mise en place d'une alliance énergétique.

Dès lors, comment sortir de cette défiance mutuelle, au demeurant néfaste pour la coopération énergétique ? Comment passer de la méfiance réciproque à un partenariat de long terme ? Ce rapport va tenter d'apporter des éléments de réponse.

Principaux enjeux

Ce rapport met l'accent sur deux idées-clés :

En premier lieu, il montre que l'interventionnisme de l'Etat dans le secteur énergétique en Russie n'est pas incompatible avec le développement d'une coopération avec l'UE et les pays membres. L'implication de l'Etat russe dans le secteur pétro-gazier s'inscrit dans une stratégie de long terme, dont les objectifs ont été définis dans la « *Stratégie énergétique jusqu'en 2020* », adoptée en 2003. Celle-ci met en évidence l'imbrication des enjeux politico-économiques, y compris sociaux, tant sur le plan interne que sur le plan externe de ce secteur. Par conséquent, l'Etat entend garder le contrôle de ce secteur stratégique pour le pays. Les monopoles naturels de Gazprom et Transneft ne sont pas prêts d'être démantelés et les Européens auront toujours à faire avec l'Etat russe dans ce secteur. Pour autant, il reste de la marge de manœuvre pour les investissements étrangers et la coopération avec l'UE¹⁴. La coopération technologique est un domaine particulièrement prometteur. Elle se décline sous plusieurs formes:

1. Production d'énergie :

Le développement de nouveaux gisements éloignés et en *offshore* demandent une alliance de capitaux et de technologies. Comme le souligne l'économiste russe Viktor Ivanter, la Russie est aujourd'hui en mesure d'acheter les technologies, mais l'expérience de leur utilisation ne va pas de soi.

Un des objectifs majeurs de la stratégie russe est d'accroître la production de charbon et de développer la branche nucléaire afin de rééquilibrer sa balance énergétique, jugée trop dépendante vis-à-vis du gaz. La Russie vient de lancer un programme nucléaire civil ambitieux : selon le directeur de l'Agence fédérale russe de l'Energie nucléaire (Rosatom), Sergueï Kirienko, l'Etat projète de construire 40 réacteurs nucléaires au cours des 25 prochaines années, ce qui pourrait porter la part du nucléaire dans la balance énergétique russe à 25 % (contre 16 % en 2006). Le 27 avril 2007, Vladimir Poutine a signé un Décret qui prévoit de mettre en place une structure verticale intégrée baptisée *Atomenergoprom*. Ce Décret place le secteur civil du complexe nucléaire sous le contrôle et la gestion de l'Etat. Ce programme offre de nouvelles perspectives de coopération avec l'UE, notamment avec la promotion des normes de sûreté européenne et la coopération technologique.

La Russie envisage également la construction de nouvelles stations thermiques alimentées au charbon. Le développement des technologies du « charbon propre » est un autre champ de coopération dont le potentiel est important.

2. Efficacité énergétique :

l'utilisation de technologies dépassées et d'infrastructures en mauvais état induit d'énormes pertes d'énergie. Selon les statistiques officielles, le gaz torché (*gas flaring*) s'élèverait en Russie à plus 15 milliards de mètre cube.

De plus, la Russie reste le troisième consommateur mondial d'énergie, ce qui, en dépit des conditions climatiques sévères, révèle une efficacité énergétique très faible. La croissance

¹⁴ C'est également une des idées-clés du rapport secret de Total et de l'Institut de prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie (RAN) présenté par Menno Grouvel et Viktor Ivanter. Voir *Ria Novosti*, 01.07.2006.

économique russe depuis 1999 devrait entraîner une ré-augmentation de la demande énergétique domestique, ce qui limite à l'avenir les possibilités d'exportation du pays. La Russie pourrait s'inspirer du modèle européen en terme d'économies d'énergie, un domaine dans lequel l'UE a une expérience à offrir. Ce type de coopération se révèle d'autant plus stratégique que l'industrie russe pourrait, nous l'évoquerons dans ce rapport, se heurter à une pénurie de ressources naturelles.

Le développement de ce type de coopération permettra de libérer des ressources pétro-gazières et assurer ainsi la sécurité des approvisionnements en Europe à long terme. Par conséquent, l'UE doit opter pour une politique volontariste d'harmonisation des normes technologiques, un domaine dont le potentiel de coopération est considérable. Ce type de coopération, contrairement aux tentatives d'harmonisation des normes politiques et légales, semble relativement bien accepté par les Russes. Elle devrait permettre de renforcer ainsi les liens politiques et favoriser à terme la réalisation d'une véritable alliance énergétique.

Ensuite, la Russie retire des sommes considérables provenant de ses ventes d'hydrocarbures, notamment pétrolières. Toutefois, en dépit des réserves financières accumulées, la dynamique des investissements figure parmi les problèmes préoccupants de l'avenir énergétique de la Russie et de l'UE. En effet, si la Russie possède aujourd'hui des moyens financiers, le développement du secteur requiert un programme d'investissement judicieux, qui puisse répondre aux besoins de la filière pétro-gazière. Le potentiel russe est en effet fortement contraint par les besoins colossaux en investissements dans la production et les infrastructures de transport. En dépit d'une nette amélioration par rapport aux années 1990, les investissements actuels semblent insuffisants pour maintenir et développer la production. L'épuisement des gisements bon marché et l'éloignement des nouveaux gisements alourdissent également la facture.

L'attitude des Russes à l'égard de la participation des compagnies étrangères et leur accès au secteur des hydrocarbures est déterminante pour le type d'alliance énergétique entre l'UE et la Russie. Il est vrai que l'attitude du gouvernement russe vis-à-vis des investissements étrangers est longtemps restée ambivalente, comme en témoigne la faiblesse des investissements étrangers directs jusqu'à présent. Plusieurs acteurs et observateurs se sont plaint également des signaux confus et contradictoires émis par les autorités russes à l'égard de la participation des compagnies étrangères dans les différents projets de développement énergétique¹⁵. Toutefois, les derniers développements juridiques laissent entrevoir une situation nouvelle: les autorités russes laisseront les Européens (et les autres investisseurs potentiels) investir dans l'extraction des ressources énergétiques sous certaines conditions.

Sur ce point, la Russie et l'UE doivent reconnaître leur protectionnisme énergétique respectif. La Commission européenne accuse la Russie de protectionnisme énergétique, voire de « *nationalisme énergétique* ». Parallèlement, les dirigeants russes reprochent à l'UE de vouloir garantir un accès à ses ressources sans contrepartie en aval. En d'autres termes, la notion de « *réciprocité* » demande une clarification des deux côtés. Le fait que la Russie et l'UE se considèrent mutuellement comme une menace constitue un obstacle majeur à la réalisation d'une alliance énergétique stratégique.

De ce point de vue, l'UE doit renouveler sa stratégie vis-à-vis de la Russie. Bien que la situation en Russie ait considérablement changé au cours de ces dix dernières années, l'UE continue cependant d'appréhender ses relations sur la base de l'Acte de Partenariat et de Coopération (APC) signé en 1994, dont le renouvellement est actuellement en discussion. L'UE doit reconnaître les nouvelles réalités politiques et économiques en Russie afin de se donner les

¹⁵ Plusieurs entretiens à Moscou, septembre-octobre 2004.

moyens de coopérer efficacement avec ce fournisseur incontournable. Comme le souligne l'ancien Premier Ministre russe et professeur d'Economie, Evgeny Primakov, la Russie est entrée en 2006 dans une seconde phase de son redressement : l'Etat s'ingère à nouveau dans l'économie pour organiser le développement économique et restaurer la puissance militaire du pays¹⁶. Un des principaux défis de la Russie est de parvenir à trouver un équilibre entre croissance économique et puissance politique sur la scène internationale.

Cadre théorique et méthodologie d'analyse

Sur le plan théorique, les relations internationales se sont traditionnellement penchées sur les rapports de pouvoir entre les Etats. Selon les théories développées au sein de cette discipline, l'accès aux ressources naturelles peut être une source de rivalités et de conflits entre les Etats. Les hydrocarbures sont dès lors définis comme étant des matières premières *stratégiques*. Les études économiques privilégient en revanche les interactions entre les agents économiques, et les hydrocarbures sont analysés comme étant des *commodités*.

L'analyse du commerce énergétique entre les Etats requiert pourtant l'intégration des approches en terme d'économie et de relations internationales. On notera que les différentes approches sont plus complémentaires que rivales, bien que l'interdisciplinarité comporte des risques épistémologiques et méthodologiques¹⁷. Ces difficultés ont été soulignées par Robert Gilpin, l'un des théoriciens de l'économie politique internationale, à propos du commerce international et des thématiques qui lui sont associées :

*« Trop souvent les problèmes politiques sont analysés comme si le monde de l'économie et du politique pouvaient être isolés l'un de l'autre. Les événements de la fin du vingtième siècle contraignent les étudiants en relations internationales à concentrer leur attention sur les tensions inévitables et les interactions continues entre l'économie et le politique »*¹⁸

Dans ce rapport, l'analyse géopolitique fournit un moyen de dépasser ce clivage en intégrant les rapports de puissance et les forces du marché dans les relations internationales. Il conviendra donc de préciser ce que recouvre le terme et quels sont ses principaux enjeux méthodologiques.

L'apport des courants théoriques classiques

La réflexion sur l'énergie comme instrument de pression politique ou comme facteur de coopération et de paix nous renvoie à l'opposition historique entre les analyses mercantilistes et classiques. Pour les premières, l'économie est un instrument de puissance aux mains des politiques. Ce courant met l'accent sur la nature conflictuelle des relations économiques internationales : l'interdépendance est source de vulnérabilité car elle peut-être utilisée par les Etats les uns contres les autres. Le développement du marché international est notamment néfaste pour l'économie et l'état social d'un pays et justifie des mesures protectionnistes. Selon cette approche par exemple, la dépendance énergétique extérieure doit être considérée comme une source de vulnérabilité.

¹⁶ Evgueni Primakov, « La Russie rompt avec l'ultra-libéralisme », disponible en français sur : www.voltaire.org/article145230.html (consulté le 02.02.2007).

¹⁷ Comme le note Robert Gilpin : « *l'éclectisme n'est peut-être pas la meilleure voie pour atteindre la précision théorique, mais c'est parfois la seule voie possible* », cité par Emmanuelle Mühlhöver, *L'environnement en politique étrangère : raisons et illusions*, Paris : L'Harmattan, 2002, p.32.

¹⁸ Robert Gilpin, *The Political Economy of International Relations*, New Jersey: Princeton University Press, 1987, p.3. Traduit par nous : « *Too often policy issues are analysed as if the realms of economics and politics can be isolated from one another. Events in the final years of the twentieth century are forcing students of international relations to focus their attention on the inevitable tensions and continuing interactions between economics and politics* ».

Dans les analyses classiques, l'interdépendance économique mène au contraire inéluctablement à la paix et à la coopération entre les Etats. En effet, l'harmonie entre les Etats est fondée sur la division internationale du travail et doit être favorisée par des politiques de libre-échange. Rappelons également que le courant marxiste met l'accent sur les inégalités sociales, source de conflits interclasses. Les marxistes analysent les relations internationales comme le prolongement de cette lutte de classes en insistant sur le caractère fondamentalement conflictuel de l'impérialisme capitaliste. Ce débat est aujourd'hui réactualisé avec l'affrontement entre les tenants de la mondialisation, selon lesquels le développement des échanges internationaux favorise la paix et le progrès, et ceux qui, notamment au sein des courants dits « altermondialistes », dénoncent les inégalités potentiellement croissantes entre les pays.

Cette première division schématique trouve son équivalent dans les relations internationales avec les notions de conflit et coopération : elle oppose les écoles réalistes et idéalistes¹⁹. La première met l'accent sur la primauté des Etats dans le système des relations internationales. La poursuite de leurs intérêts constitue le moteur des relations internationales, où les conflits sont une constante. Ce courant reste pessimiste sur la capacité des relations internationales à changer ces données de base, où la notion de pouvoir politique reste prédominante. L'école idéaliste est en revanche plus optimiste sur l'achèvement d'une coopération internationale avec l'aide des organisations internationales et le respect de certains principes et règles communes. Le développement des échanges commerciaux est notamment considéré comme étant favorable à la réalisation d'un ordre international pacifique²⁰.

On retrouve cette opposition théorique dans l'approche russe et communautaire des relations énergétiques. En effet, l'UE se rapproche de la vision idéaliste des relations internationales, notamment avec la réalisation du marché commun à la base de la construction européenne. Rappelons que l'intégration de deux secteurs économiques clés, le charbon et l'acier, à l'origine du premier traité CECA, est envisagée comme un instrument de paix entre la France et l'Allemagne au lendemain de la seconde guerre mondiale. La Russie contemporaine tend vers le courant réaliste : le secteur énergétique doit permettre le développement économique de la Russie et servir les intérêts du pays. Grâce à son patrimoine énergétique, la Russie doit être en mesure de restaurer son statut de puissance sur la scène politique internationale. Selon Michael Emerson, ancien représentant de l'UE à Moscou, ces deux paradigmes se succèdent au cours des années récentes en Russie : l'idée de Mikhaïl Gorbatchev de « maison commune européenne » (dominante à la fin des années 1980) a laissé place à une « Europe des deux empires »²¹.

L'analyse des relations énergétiques entre les Etats et des grandes tendances énergétiques reflète très souvent cette opposition. S'appuyant sur les travaux l'AIE, Shell, l'ONU et l'IPCC, Coby van der Linde et l'Institut néerlandais Clingendael (la Hague) ont développé une approche basée sur deux types de scénarios ou matrices : le scénario « marchés et institutions » et le scénario « régions et empires »²². Ces deux scénarios formalisent les deux tendances qui coexistent sur la scène énergétique internationale actuelle: Le premier envisage la poursuite de l'internationalisation des marchés ou de la « globalisation » dans un système de coopération

¹⁹ Voir B. Buzan et R. Little, *International Systems and World History. Remaking the Study of International Relations*, Oxford: Oxford University Press, 2002.

²⁰ Voir à ce sujet les conceptions idéalistes qui suggèrent que le développement de liens commerciaux rapproche les peuples et que le libre échange est facteur de paix. Voir par exemple l'analyse de Richard Cobden (1804-1865), selon lequel la création d'une interdépendance va permettre de favoriser les contacts politiques et la résolution des conflits.

²¹ M. Emerson (Dir.), *The Elephant and the Bear. The European Union and Their Near Abroad*, Center for European Policy Studies, Bruxelles, 2001, pp.14-15.

²² *Study on energy supply security and geopolitics*, 01.2004, rapport réalisé pour la DG TREN par The Clingendael International Energy Programme (CIEP), La Hague, Pays-Bas.

multilatérale (OMC, ONU, OCDE, etc.). Dans le second scénario en revanche, le monde est divisé en blocs régionaux plus ou moins intégrés et plus ou moins conflictuels et rivaux pour l'accès aux ressources énergétiques. Une des conclusions importantes du rapport Clingendael pour la Commission européenne est que, depuis le 11 septembre 2001, le scénario « *régions et empires* » est jugé le plus probable.

Sur le plan théorique, l'approche développée par Coby van der Linde et Aad Correlje²³ apporte une grille de lecture tout à fait pertinente pour l'analyse des relations entre l'UE et la Russie. En effet, le projet européen s'accommode aisément avec le scénario « marchés et institutions », selon lequel la libéralisation des marchés est facilitée par les grandes institutions économiques du type de l'UE. Le second scénario « régions et empires » pourrait en revanche s'accorder avec la résurgence économique et le renforcement politique de la Russie.

Définition de la méthode géopolitique

De par son étymologie, la géopolitique porte sur les rapports entre l'espace et la politique. Le géographe Yves Lacoste, qui a contribué au renouveau de la discipline en France au cours des années 1980, la définit comme l'étude des interactions entre le politique et le territoire, les rivalités ou les tensions qui trouvent leur origine ou leur développement sur le territoire. La géopolitique, après avoir été bannie comme savoir scientifique au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, retrouve depuis quelques années une nouvelle légitimité d'approche. Toutefois la définition a beaucoup varié depuis son apparition à la fin du 19^{ème} siècle, et aujourd'hui encore, il n'existe pas de définition consensuelle unique.

La géopolitique n'est pas une science, en ce sens qu'elle n'obéit pas à des lois générales et qu'on ne peut théoriser cette discipline. La géopolitique est essentiellement une **méthode d'analyse pluridisciplinaire**, c'est-à-dire qu'elle intègre plusieurs facteurs (économique, politique, historique, géographique). Elle s'oppose ainsi aux analyses mono-causales (par exemple, les intérêts russes en Asie centrale ne sont pas seulement influencés par des intérêts pétro-gaziers) et considère qu'un évènement ou un processus est le résultat de facteurs complexes et non d'une causalité unique. C'est une discipline qui étudie donc les influences multiples qui orientent le comportement d'un Etat. L'objectif est de comprendre une situation politique et ses évolutions possibles.

L'approche géopolitique **comporte trois principaux enjeux méthodologiques**, présents tout au long de cette étude²⁴ :

1. La prise en compte de la multiplicité des facteurs explicatifs
2. La recherche des continuités et des facteurs de changement
3. La prise en compte de l'Etat comme référentiel d'étude, mais pas uniquement

1. La prise en compte de la multiplicité des facteurs explicatifs :

En premier lieu, la démarche géopolitique, telle que développée par Yves Lacoste, part du constat que la compréhension du monde ne peut être réduite à l'analyse des facteurs économiques: « *longtemps en effet, on a pensé que des causes très générales -enjeux économiques, relations de production et d'échanges entre les hommes- conditionnaient les*

²³ Aad Correlje, Coby van der Linde, « Energy supply security and geopolitics : a European perspective », *Energy Policy*, 34, 2006, pp.532-543.

²⁴ Voir l'ouvrage d'Aymeric Chauprade, *Géopolitique. Constances et changements dans l'histoire*, Paris : ellipses, 2003. Aymeric Chauprade enseigne la géopolitique à l'Université Paris-I Sorbonne et est directeur des études au Collège Interarmées de la Défense.

comportements politiques, la volonté de puissance des dirigeants et même, indirectement le patriotisme des citoyens ». (Dictionnaire de géopolitique).

La méthode géopolitique propose donc de prendre en considération l'ensemble des facteurs pertinents et de les ordonner en fonction de leur influence : « *Pour chaque situation étudiée, il convient non seulement de mettre en avant les facteurs déterminants, mais aussi de les agencer entre eux, d'étudier leurs interactions, de les ordonner en importance –leur force déterminante n'est pas nécessairement d'intensité égale- et enfin de proposer, à l'intérieur du système étudié, un système des forces intérieures et extérieures agissantes* »²⁵.

L'énergie est précisément un thème transversal qui ne saurait se satisfaire d'une seule approche. Si les notions économiques sont en effet incontournables, d'autres éléments jouent également un rôle primordial. Par exemple, les technologies disponibles sont déterminantes pour le développement, l'exploitation et l'utilisation d'une source d'énergie. Les coûts de production et de transport influencent également les choix énergétiques au niveau macro-économique. Ces choix répondent néanmoins aussi à des raisons politiques. En effet, si les notions économiques sont incontournables dans l'analyse du secteur énergétique, ce sont les aspects politiques qui peuvent jouer un rôle décisif dans les décisions prises en la matière. Nous verrons ainsi comment le secteur pétro-gazier et le pouvoir politique en Russie sont inextricablement imbriqués. Le facteur humain introduit également une dimension irrationnelle dans les choix énergétiques.

On notera qu'une des difficultés inhérentes à ce travail est d'intégrer l'ensemble des niveaux d'analyses pour parvenir à une présentation cohérente du sujet :

- Les influences internes (besoins énergétiques, agendas et stratégies énergétiques)
- Les actions d'un politique (*leadership*) ou d'un groupe
- Les éléments systémiques (interactions entre l'UE et la Russie)
- Les influences globales (offre et demande énergétique mondiale).

Une approche exclusive se révèle donc insuffisante pour analyser la stratégie énergétique russe et les enjeux d'une alliance énergétique UE/Russie: dans une approche purement économique, on ne peut par exemple expliquer la décision de construire le gazoduc *Nord Stream* sous la mer baltique. L'approche exclusivement politique (*a fortiori* idéologique) échoue également à justifier la cessation des livraisons de gaz russe à l'Ukraine en janvier 2006. Notons également que toute modélisation implique nécessairement une simplification par rapport à la réalité concrète. Pour ce qui est de la Russie par exemple, Jacques Sapir rappelle à juste titre que « *l'enchevêtrement des facteurs économiques et politiques défie les approches simplistes* »²⁶. Nous verrons ainsi comment le secteur pétro-gazier et le pouvoir politique en Russie sont inextricablement imbriqués. Le facteur humain introduit également une dimension irrationnelle dans les choix énergétiques. Ajoutons enfin que les théories sont parfois utilisées ou adaptées afin de justifier des actes politiques²⁷.

La méthode géopolitique propose ainsi d'utiliser l'ensemble des connaissances liées à la géographie (géographie physique, mais aussi la géographie humaine dans toutes ses composantes (sociales, économiques, culturelles), les matières premières et les flux de ressources, mais aussi utiliser l'histoire, la science politique, etc. Elle se présente donc comme un effort de jeter un pont entre les disciplines et ainsi « *tenter une nouvelle fois, l'expérience toujours inachevée du dialogue entre les sciences humaines* »²⁸.

²⁵ A. Chauprade, *op. cit.*, p.842.

²⁶ Jacques Sapir, *Le chaos russe*, Paris : La découverte, 1996. p.189.

²⁷ Jean-Louis Martres, « De la nécessité d'une théorie des relations internationales », *Annuaire français de Relations Internationales*, N°4, 2003, pp.19-41.

²⁸ A. Chauprade, *op. cit.*, p.843.

2. La recherche des continuités et des facteurs de changement :

Parmi les données permanentes, on retrouve généralement les données géographiques. Le Tsar Nicolas Ier note au début du dix-neuvième siècle: « *les distances, voilà le fléau de la Russie* ». Cet aspect reste d'actualité comme nous le verrons, avec l'éloignement des gisements pétro-gaziers des principaux centres de consommation ou bien les difficultés soulevées par le développement de la Sibérie orientale et de l'Extrême Orient.

L'analyse la stratégie énergétique russe actuelle ne signifie pas que l'on se limite aux événements récents, mais que des allers-retours permanents sur l'échelle du temps sont nécessaires. Par exemple, la stratégie d'intégration verticale actuelle de Gazprom s'explique en partie en raison de l'histoire de cette société : en effet, Gazprom est l'héritière de l'ancien ministère soviétique du gaz, qui était une entité économique fortement intégrée. Soulignons également que les systèmes d'approvisionnement sont marqués par des cycles de grande amplitude et se caractérisent par une grande inertie²⁹. Les décisions dans ce secteur engagent un pays sur plusieurs dizaines d'années. En effet, les équipements gaziers doivent être, par exemple, amortis sur plusieurs décennies, ce qui explique que la durée des contrats est généralement longue (de 15 à 20 ans), sans compter le délai de réalisation des investissements³⁰.

Ainsi, les bilans énergétiques des pays européens en l'an 2000 sont en partie le fruit de choix énergétiques passés, notamment ceux réalisés au cours des années 1970-1980. A cet égard, le début du XXIème siècle est une période charnière car l'UE et la Russie sont face à de nouveaux choix qui vont engager l'avenir énergétique européen des prochaines décennies.

Le débat sur le choix des énergies est particulièrement important : la décision de développer le nucléaire en France au cours des années 1970 fait qu'actuellement, plus de 70 % de l'électricité du pays est d'origine nucléaire. Ces choix nationaux induisent des différences substantielles entre les pays : l'Italie ou l'Allemagne sont par exemple beaucoup plus dépendantes vis-à-vis des importations de gaz russe.

En Russie, la production pétrolière et gazière repose en majeure partie sur les développements réalisés pendant la période soviétique, notamment au cours des années 1960-80. Certains *pipelines* trans-européens ont également été construits à cette époque: les problèmes soulevés par le transit ne peuvent être aujourd'hui véritablement analysés que grâce à un retour sur les décisions du passé. On se souvient par exemple que le tracé du gazoduc eurosibérien de 1981 devait initialement traverser l'Allemagne de l'Est (RDA) et la Pologne. Mais face aux grèves et aux mouvements sociaux en Pologne de décembre 1981, ainsi que l'opposition des Allemands de l'Ouest, craignant que la RDA ne puisse interrompre les approvisionnements dans l'éventualité d'une crise politique, l'Ukraine soviétique est alors choisie comme voie de transit plus fiable.

Autre exemple, les projets d'exportation d'hydrocarbures vers la Chine remontent à la période soviétique. Les difficultés politiques entre l'URSS et la Chine ont cependant fait obstacle à la concrétisation de ces projets. On notera que depuis 2004, les relations politiques entre la Chine et la Russie n'ont jamais été aussi bonnes, et que de nouveaux projets pétro-gaziers communs sont en discussion.

Par ailleurs, l'accès aux hydrocarbures est depuis un siècle source de rivalités et de conflits. Le pétrole est devenu au cours du vingtième siècle indispensable en temps de guerre avec la

²⁹ Jean-Marie Martin, *Economie et politique de l'énergie*, Paris: Armand Colin, 1992, p.6.

³⁰ Jean-Marie Martin, *op. cit.*, p.87.

motorisation des troupes militaires³¹. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, les armées nazies entreprennent en 1942 l'offensive vers le Sud de l'URSS pour prendre contrôle des champs pétroliers de Maïkop, Groznyï et Bakou. Elles sont arrêtés à Stalingrad, au terme d'une bataille déterminante pour cette guerre.

L'utilisation du pétrole prend son essor durant la période des « trente glorieuses » dans les économies industrialisées où il remplace progressivement le charbon. Entre 1948 et 1972, la consommation mondiale de pétrole quintuple et conduit très rapidement les principaux pays consommateurs (Etats-Unis et pays d'Europe) à recourir aux importations³². Les échanges énergétiques internationaux s'intensifient. Le Moyen Orient, avec ses réserves abondantes et ses coûts de production les plus bas au monde, approvisionne les économies occidentales avec un pétrole bon marché, et contribue ainsi au développement économique des « trente glorieuses ». Seules l'expropriation de la production iranienne contrôlée par les Britanniques en 1951-1953 et la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez par l'Egypte en 1956 causent de brèves interruptions. La fermeture du canal de Suez en 1956 provoque l'intervention militaire des Anglais et des Français. Plus récemment, l'invasion du Koweït par l'Irak en 1991-92 a donné lieu à la première guerre du Golfe, à l'issue de laquelle se met en place le programme « pétrole contre nourriture »³³. Près d'un demi-siècle après Stalingrad, la région Caspienne est à nouveau au centre de l'attention et en particulier des intérêts pétroliers anglo-américains. La première guerre en Tchétchénie, dont la capitale est Groznyï ; le soutien des Etats-Unis au Régime sécessionniste d'Azerbaïdjan, dont la capitale est Bakou ; les guerres dans les Balkans, comportent un enjeu pétrolier non négligeable.

Ces éléments historiques nous rappellent que l'énergie est un secteur stratégique, tant pour les pays producteurs que pour les pays consommateurs. L'importance des investissements ainsi que les retombées économiques en font un secteur où l'Etat a généralement joué un rôle prédominant.

3. L'Etat comme référentiel d'étude, mais pas seulement :

Il existe à cela trois raisons³⁴ :

- *Les raisons techniques et juridiques* : l'Etat est traditionnellement propriétaire du sous-sol. Il fixe ainsi les conditions d'exploitation des ressources présentes sur le territoire national et la mise en place des réseaux de distribution. Pour des raisons d'efficacité, leur exploitation entraîne généralement l'émergence de « monopoles naturels », caractéristiques des industries en réseaux qui nécessitent des investissements lourds. C'est également un domaine qui nécessite le recours aux hautes technologies.
- *Les raisons économiques* : le poids du secteur dans l'économie est significatif en terme d'investissements et dans la balance commerciale d'un pays. En Russie, il occupe une place prédominante dans le budget de l'Etat en raison des recettes fiscales qu'il lui rapporte.
- *Les raisons politiques* : les gouvernements des pays industrialisés n'ont jamais adopté de laisser faire total dans le secteur de l'énergie non seulement en raison de leur dépendance

³¹ Lord Curzon, président de l'Inter-Allied Petroleum Conference, souligne l'importance du pétrole pour la victoire des alliés pendant la première guerre mondiale: « *La cause alliée a flotté jusqu'à la victoire sur une vague de pétrole* ». Jean-Pierre Favennec (coordinateur), *Recherche et production du pétrole et du gaz*, Paris : Technip, 2002, p.14.

³² Leonardo Maugeri, « Not in the Name of Oil », *Foreign Affairs*, Vol.82, N°4, juillet 2003.

³³ Peu après la guerre du Golfe, en août 1991, le Conseil de sécurité de l'ONU propose à l'Irak de vendre du pétrole contre des vivres tant que le régime de sanctions imposé en août 1990 resterait en place.

³⁴ Jean-Pierre Angelier, « Politique et détermination des prix de l'énergie : principes de tarification et fiscalité », Session de Formation en Economie et Politique de l'Energie, IEPE-ENERDATA s.a., Grenoble, 2003.

vis-à-vis des autres gouvernements pour l'approvisionnement, mais également par crainte des conséquences sociales et économiques d'une éventuelle pénurie.

L'énergie est indispensable au fonctionnement de l'économie, ce qui permet d'expliquer que les Etats aient été amenés à intervenir par la législation et la réglementation, ainsi que par le biais de politiques fiscales et la constitution de secteurs publics (ou de monopoles sous contrôle public de fait). Les orientations énergétiques nationales sont en partie le fruit d'une intervention de chaque Etat. Le processus de libéralisation des marchés de l'énergie auquel on assiste depuis plusieurs années ne doit pas masquer le fait que, en cas de crise menaçant l'approvisionnement énergétique, le rôle traditionnel de l'Etat dans ce secteur puisse être ré-activé.

En même temps, l'internationalisation des marchés énergétiques s'accompagne d'une forte évolution des acteurs et de leur rôle : les compagnies qui opèrent dans ces secteurs ont généralement une dimension transnationale, de part le champ géographique de leurs activités et des projets d'investissements auxquels elles participent. Cette dimension est renforcée par la vague des fusions et acquisitions stimulées par les directives européennes. Même les compagnies nationales dépassent aujourd'hui largement le cadre national dans lequel elles avaient l'habitude d'opérer : les champions nationaux tels que EDF, E.ON et RWE se sont désormais implantés dans plusieurs pays, notamment en Europe de l'Est. Nous verrons que la compagnie russe Gazprom a également considérablement multiplié sa présence sur le marché européen du gaz et projette de devenir un géant énergétique.

Par conséquent, même si l'Etat reste au cœur de l'analyse, d'autres acteurs non étatiques sont intégrés, en l'occurrence ici, les compagnies énergétiques privées ou à dominante étatique. L'analyse géopolitique ne se limite donc pas à l'étude des rapports de puissance entre les Etats, mais s'efforce de prendre en compte la diversité des acteurs³⁵.

Sur ce dernier point, l'UE est un acteur politique international unique, soumis à plusieurs instances de décisions, dont le fonctionnement est complexe. L'UE ne dispose pas de la pleine personnalité juridique d'un Etat en droit international : chaque Etat, acteur reconnu *de jure* des relations internationales, est clairement délimité en terme de souveraineté, citoyenneté et délimitations territoriales. L'existence de l'Union européenne –entre une organisation régionale et une entité unique reconnue en tant que telle dans les relations internationales- remet ainsi en cause le modèle de l'Etat moderne, avec une superposition hiérarchique des pouvoirs entre plusieurs niveaux : local, régional, national/fédéral, supranational, international. La diplomatie de l'UE est limitée par une armée embryonnaire et sa politique étrangère liée à des accords intergouvernementaux³⁶. Le problème de l'unité européenne reste par ailleurs constant dans les relations avec la Russie. Un ministre russe tient en 1974 les propos suivants : « *Quand je travaille avec les entreprises européennes j'ai cinq migraines, avec les Américains je n'en ai qu'une seule* »³⁷, un type de regret que l'on retrouve par exemple en 2004 dans les propos de Vladimir Poutine au sujet de l'UE : « *il est difficile de travailler avec l'UE puisque tous les six mois le président et les priorités sont changés* »³⁸.

§

³⁵ Dans son ouvrage « Méthodes de la géopolitique » (Ellipses 1996), François Thual précise : « *il faut identifier les acteurs, analyser leur motivation, décrire leurs intentions, repérer les alliances en gestation, ou au contraire, les alliances en voie de destruction, que ce soit au niveau local, régional, continental ou international* ».

³⁶ *Intergouvernementalisme* s'oppose à *communautarisation*, cette dernière correspond au transfert d'un domaine relevant, dans le cadre institutionnel de l'Union, de la méthode intergouvernementale (deuxième et troisième piliers) à la méthode communautaire (premier pilier).

³⁷ *Europa*, N°11, 01.10.1974.

³⁸ Vladimir Poutine cité par *Nezavisima Gazeta*, 30.03.2004.

La nouveauté de cette étude est d'utiliser la méthode interdisciplinaire développée par la géopolitique pour aborder un sujet qui se caractérise par l'étroite imbrication des logiques de puissance et de marché. L'objectif est d'identifier les permanences et les facteurs de changements qui déterminent la nouvelle stratégie pétrolière et gazière russe, afin d'analyser leurs implications pour la sécurité énergétique européenne et les projets d'alliance énergétique avec l'UE.

L'avantage de ce type d'approche est de permettre d'une part de déceler certains des facteurs déterminants de la politique énergétique d'un pays, en l'occurrence ici la Russie, mais également de les replacer dans le cadre plus général de la sécurité énergétique et du contexte énergétique international. Grâce à ce type d'analyse, il sera également possible de dégager les conséquences stratégiques pour l'UE et de formuler des recommandations.

Plan d'étude et sources

Les divergences entre l'UE et la Russie sont généralement analysées en terme d'opposition entre pays producteur-exportateur et consommateur importateur. Cette opposition semble à bien des égards en passe de se renforcer en raison du nouveau contexte énergétique international.

Si cette analyse a le mérite de justifier certaines difficultés de la coopération UE/Russie, elle ne permet pas en revanche de les surmonter. Elle éclipse les autres enjeux cruciaux soulevés par la mise en place d'une alliance énergétique UE/Russie. Ici, l'analyse géopolitique permet d'identifier les autres dimensions qui orientent la politique énergétique russe contemporaine.

En effet, la Russie contemporaine se définit comme étant un pays à la fois producteur, consommateur et pays de transit clé. Ces trois dimensions déterminent sa politique d'exportation des hydrocarbures, notamment vers l'Union Européenne. Jusqu'à présent, l'UE a essentiellement appréhendé la Russie comme un pays producteur, négligeant les deux autres dimensions. Or, l'un des principaux défis de la Russie actuelle est de trouver un équilibre entre la consommation interne et les exportations.

Le rapport se concentre essentiellement sur l'analyse de la situation en Russie, afin de déterminer les axes de coopération que l'UE doit s'attacher à développer. Dans cette optique, il est indispensable de comprendre les spécificités de ce pays, afin d'appréhender les principaux déterminants de sa stratégie énergétique actuelle. L'analyse de la stratégie russe actuelle permettra d'élaborer des scénarios sur les développements possibles d'une alliance énergétique UE/Russie et de formuler des recommandations pour l'UE. Ajoutons enfin que la sécurité énergétique est de plus en plus appréhendée comme une problématique commune entre les producteurs et les consommateurs, pour des raisons économiques et environnementales.

Les principales problématiques suivantes seront également analysées :

1. La Russie produit-elle suffisamment de pétrole et de gaz pour approvisionner son économie et accroître le niveau des exportations ? Quelles sont les perspectives pour les producteurs de gaz indépendants et les importations d'Asie centrale ? Quelles solutions pour le gaz torché ?
2. Dans quelle mesure la Russie a-t-elle besoins de capitaux et de la technologie étrangère ?
3. Le marché russe va-il concurrencer le marché des exportations ? Quel est l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur le marché russe ?
4. Jusqu'à quel point la Russie peut-elle diversifier ses exportations ? Quelles seraient les conséquences pour la sécurité énergétique européenne ?
5. Quelle importance doit-on accorder aux projets de coopération entre la Russie et les autres pays producteurs de gaz ?

6. Quelle est la stratégie russe sur le marché européen ?

Enfin, on s'interrogera sur la compatibilité de la stratégie énergétique actuelle de la Russie avec les objectifs européens.

Pour parvenir à ces objectifs, plusieurs types de sources sont utilisés. Ce que nous appelons les « sources primaires écrites » rassemblent les publications, les discours et les documents de travail émanant des institutions russes ainsi que des organismes publics ou privés (compagnies énergétiques notamment). Elles comprennent également les données sur l'énergie diffusées par des organisations spécialisées (AIE, Banque mondiale, Banques d'investissement). Notons que les informations de ces différents organismes se révèlent parfois difficiles à traiter, en raison de l'utilisation de différents indicateurs de référence, et parfois en raison de leur caractère sensible (certaines données sont classées secret d'Etat en Russie).

La seconde catégorie de sources exploitées est celle des entretiens menés auprès des acteurs impliqués dans le secteur de l'énergie. Pour analyser la situation en Russie, nous avons mis l'accent sur le rôle des personnalités : cet aspect est indispensable pour comprendre l'évolution dans le secteur énergétique et plus généralement l'évolution politico-économique du pays. La bibliographie incluse des textes et déclarations de plusieurs personnalités russes (politiciens, experts, géologues, pétroliers, chercheurs universitaires, etc.).

Enfin, le troisième type de source est constitué de la littérature secondaire produite par les experts et les instituts de recherche. On distingue trois grands groupes : politique, journalistique et scientifique.

Le plan adopté se divise en quatre parties : dans les trois premières parties, nous identifions les facteurs de permanence et de changement de la stratégie russe et nous nous attachons à évaluer leur impact en terme de coopération avec l'UE. A la lumière de ces trois parties, la quatrième partie définit les secteurs de coopération prometteurs et formule des recommandations pour l'UE.

I. LA RUSSIE, PAYS PRODUCTEUR

La Russie a traversé au cours des années 1990 une phase de dépression dont les effets ont été dramatiques pour la société et l'économie. Cette crise a également des implications importantes sur la définition du rôle de l'Etat dans l'économie. Le retour à un cours interventionniste de la politique économique en ce début du XXIème siècle met un terme aux réformes libérales des années 1990. La volonté de restaurer la puissance publique, suite à une décennie marquée par l'affaiblissement des institutions et l'instabilité politique et économique, ne remet pas en cause les privatisations passées, mais rétablit un contrôle étroit de l'Etat sur les secteurs stratégiques. Le renforcement du pouvoir central s'accompagne d'un mouvement de re-concentration des activités économiques, avec la constitution de grandes entreprises publiques ou semi-publiques dans plusieurs branches de l'industrie. Il se manifeste également à travers la montée d'une forme de « patriotisme économique ».

Le secteur énergétique, où l'industrie pétrolière et gazière jouent un rôle clé dans l'économie, est au cœur de ce processus. La stratégie énergétique adoptée en 2003 a défini les grandes lignes du développement du secteur et de son organisation : l'Etat doit occuper une place centrale dans l'achèvement des objectifs énergétiques et l'industrie des hydrocarbures doit œuvrer au service des intérêts de l'Etat, tant sur le plan interne que sur la scène internationale. Deux compagnies à dominante étatique prédominent actuellement sur la scène pétro-gazière russe : Gazprom pour le gaz et dans une moindre mesure, Rosneft pour le pétrole. Avec leur appui, la Russie ambitionne de devenir une « super puissance énergétique ».

Le durcissement de la Russie se manifeste aussi bien sur le plan interne que sur le plan international. Grâce à l'amélioration de la situation financière du pays (paiement de la dette, fond de stabilisation) et la consolidation du pouvoir entre les mains de l'élite politique, un regain de confiance traverse le pays. Renforcée par ses revenus pétroliers, la Russie est en mesure de redéfinir ses relations avec les pays consommateurs importateurs et de défendre son propre cours de développement. Ainsi, certaines demandes de la Commission européenne sont-elles perçues comme des tentatives d'ingérence dans les affaires internes.

Pourtant, même si le pays est doté de réserves énergétiques considérables, il reste beaucoup à faire pour garantir le développement de ces richesses non renouvelables sur le long terme. La persistance des faiblesses structurelles pèse lourdement sur ces objectifs : les infrastructures vieillissantes et les technologies dépassées requièrent des investissements colossaux. L'héritage soviétique arrive à son terme et de nouveaux gisements doivent être développés dans des régions toujours plus éloignées et plus difficiles d'accès. A cet égard, la Russie révèle être un producteur fragile, notamment en raison des nombreuses incertitudes qui pèsent sur les investissements nécessaires au maintien de la production et à l'évolution du prix du pétrole. Même si la situation s'est nettement améliorée au cours de ces deux dernières années en termes d'investissements, l'explosion des coûts de production et de transport requiert une mobilisation des capitaux privés et publics.

La nouvelle réalité économique et politique en Russie a des implications importantes pour les relations avec l'Union européenne. Elle met en échec l'approche prônée jusqu'à présent par la Commission européenne qui consistait à promouvoir une convergence normative et idéologique vers le système européen et notamment le marché européen de l'énergie. Ce chapitre montre que la Russie suit une approche politique en matière énergétique distincte de celle promue par la Commission européenne. L'approche européenne, accusée de répondre essentiellement aux intérêts des pays consommateurs, est fortement critiquée en Russie, pays producteur. On est donc en présence d'une importante contradiction avec d'une part, la volonté d'harmonisation

sur les normes européennes et d'autre part, la volonté de défendre un modèle de développement spécifique. Il en résulte des divergences fondamentales que l'UE doit nécessairement prendre en compte dans la perspective d'une alliance énergétique avec la Russie.

A. DEPRESSION ET CROISSANCE : RETOUR VERS UN COURS INTERVENTIONNISTE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

1. Impératif de croissance et renforcement des institutions

La dépression économique qu'a connu la Russie entre 1990 et 1998 a eu des conséquences économiques et politiques profondes. Sur le plan économique, la Russie a vu son PIB chuter de près de 40% et la consommation d'énergie a reculé de plus de 34%. Au cours de cette période, on a observé l'effondrement de l'investissement, lié d'une part à la contraction brutale de l'activité économique et d'autre part à la baisse des investissements publics. Même si les investissements sont repartis à la hausse à partir de 1999, ceux-ci demeurent insuffisants pour compenser le manque d'investissements antérieur. Le rythme de croissance soutenu depuis 1999 a tout juste permis au pays de retrouver son niveau de PIB de 1990 au premier semestre 2007.

Le « coût de la transition »³⁹ constitue un facteur explicatif essentiel de la politique économique russe actuelle : on comprend mieux ainsi pourquoi l'objectif de forte croissance est devenu une priorité pour les dirigeants russes. Lors de son élection en mars 2000, Vladimir Poutine avait annoncé le doublement du PIB entre 2000 et 2010. L'impératif de croissance est très largement dicté par le désir de rattraper les autres pays industrialisés et de combler le retard accumulé au cours de la période de dépression. Cet objectif, devenu priorité nationale, a quelque peu conduit à reléguer au second plan le débat politique sur le rôle du marché et de l'Etat. Il justifie en effet aux yeux des dirigeants russes une reprise en main par l'Etat des secteurs clés de l'économie, en rupture avec la décennie précédente⁴⁰.

Selon cette approche, l'Etat doit être le coordinateur de nouvelles réformes économiques et sociales et définir de nouvelles priorités. Ses principaux instruments sont tarifaires, fiscaux, douaniers et réglementaires. L'intervention publique dans les affaires économiques doit ainsi répondre à deux impératifs : accélérer la croissance économique et améliorer la compétitivité globale du pays. Cela se traduit par un rôle plus direct et plus actif dans plusieurs secteurs (investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation), voire une ingérence directe de l'Etat central dans certains secteurs-clés de l'économie.

La nouvelle stratégie comporte ainsi deux principaux volets : il s'agit en premier lieu de renforcer le contrôle de l'Etat sur les secteurs-clés, par exemple avec la prise de contrôle des entreprises stratégiques et avec la consolidation d'actifs publics dans les grandes sociétés. Depuis le début du second mandat de Vladimir Poutine, l'Etat a ainsi accru sa présence dans plusieurs sociétés industrielles et financières. Il intervient soit directement, soit en tant qu'actionnaire dans plusieurs entreprises stratégiques. C'est notamment le cas dans le secteur gazier avec, depuis 2005, un accroissement des parts de l'Etat dans Gazprom (de 38% à 50% +1 action), et ce peu avant l'ouverture de 49% de son capital en décembre 2005.

³⁹ Voir à ce sujet l'étude de Jacques Sapir, « Quel bilan économique pour les années Poutine en Russie ? », CEMI-EHESS, mars 2007.

⁴⁰ Les années 1990 ont été marquées par l'affaiblissement des institutions et le retrait de l'Etat de l'activité économique. Selon les réformateurs d'inspiration libérale d'alors, l'entreprise d'Etat est forcément inefficace ; la propriété privée et les forces du marché doivent permettre d'accroître l'efficacité de la gestion et donc de l'économie du pays. Le secteur pétrolier russe subit ainsi une restructuration radicale au cours des années 1990. On distingue deux étapes : la première a lieu en 1992-1993, avec la formation de compagnies pétrolières verticalement intégrées sous contrôle de l'Etat et leur privatisation. La seconde a lieu entre 1995-1998, avec la prise de contrôle de plusieurs compagnies d'Etat par des groupes financiers à travers le programme « prêt contre actions ». Celle-ci marque la naissance d'un système oligarchique dans lequel les affaires et la politique sont étroitement imbriquées. Voir Nadia Campaner, « Les fondements de l'interdépendance énergétique entre l'UE et la Fédération de Russie », thèse en science politique sous la direction d'Elisabeth du Réau, Université de Paris III, octobre 2006.

Le second volet comprend l'accès et la consolidation des entreprises d'Etat russes sur les marchés mondiaux. Selon la nouvelle approche du gouvernement, la percée d'une entreprise nationale sur les marchés internationaux ne peut être réalisée qu'avec une entreprise de la taille d'une multinationale qui doit, soit être gérée par l'Etat, soit fonctionner selon des règles respectant ses intérêts. La réunion annuelle de Gazprom de juin 2006 avalise cette idée : « *les compagnies contrôlées et soutenues par l'Etat sont favorisées pour parvenir à une position dominante sur les marchés internationaux* ». L'Etat doit donc encourager et favoriser l'accès des compagnies russes sur les marchés étrangers, en particulier, encourager la participation des compagnies russes aux grands projets d'infrastructures frontalières et de transport des hydrocarbures. Pour certaines infrastructures stratégiques (gazoducs et oléoducs voués à l'exportation), le gouvernement a choisi de maintenir et renforcer les monopoles de Gazexport (rebaptisé Gazprom Export depuis 2006) et Transneft, deux compagnies d'Etat.

L'appauvrissement et la montée des inégalités permettent également d'appréhender l'ampleur des frustrations et par là, la poussée d'une forme de « nationalisme économique » censé défendre les intérêts du pays sur la scène internationale. Souvent ressenti comme une ingérence, le soutien des politiques néo-libérales par les gouvernements et les institutions occidentales au cours des années Elstine a contribué à déprécier les valeurs promues par ces derniers. L'échec des réformes et l'appauvrissement de la population ont nourri les mécontentements et favorisé les courants dits « nationalistes », favorables à un mode de développement selon une « voie russe » distincte de celle des pays occidentaux.

La politique volontariste affichée par Vladimir Poutine en matière de croissance répond ainsi à une véritable attente des Russes, dont le niveau de vie avait largement reculé au cours des années de dépression. Il est donc important de souligner que la nouvelle politique économique en faveur d'un engagement actif de l'Etat est soutenue par une majorité de la population. Vladimir Poutine bénéficie d'une cote de popularité très élevée : il est en effet perçu comme un défenseur des intérêts nationaux de la Russie, en réaction à la décennie précédente. Les « interventionnistes » ont ainsi progressivement remplacé les « libéraux » aux postes clés de gouvernement, créant de fait un nouvel équilibre politique. La nomination de Sergueï Ivanov au poste de premier Vice-premier ministre en février 2007, puis le départ du gouvernement de German Gref à l'automne 2007 symbolisent ce passage à politique résolument interventionniste.

Cette nouvelle orientation économique s'accompagne également d'une modification profonde en terme de politique étrangère : il ne s'agit plus pour les dirigeants russes de faire partie de l'Occident, mais à créer son propre système de relations internationales dont le centre se trouve à Moscou. Pour la première fois depuis la dissolution de l'Union soviétique, la Russie considère ses relations avec les autres Républiques de la CEI comme une priorité⁴¹. Les Républiques voisines sont notamment classées au premier rang des préoccupations extérieures de la stratégie énergétique de la Russie, ainsi que parmi les priorités stratégiques de Gazprom.

Le regain de confiance du pays en sa propre voie de développement provient en partie de l'amélioration de la situation financière (paiement de la dette, fond de stabilisation, excédent budgétaire) et de la consolidation du pouvoir. La hausse des prix du pétrole a permis au pays d'accumuler un important surplus financier : le Kremlin dispose des troisièmes réserves de change mondiales. La période de transition, qui avait été ressentie comme une véritable humiliation nationale, semble donc être close : les Russes font désormais savoir que la Russie est une « démocratie souveraine » -pour reprendre les termes de Vladislav Sourkov, l'idéologue du Kremlin- et que les puissances étrangères ne doivent pas interférer dans les affaires internes. Cette nouvelle vision de politique étrangère part de l'idée que la Russie est une puissance qui n'a

⁴¹ Voir le message de Vladimir Poutine à l'Assemblée Fédérale en 2006. Voir également l'entretien de German Gref paru dans *External economic relations*, 6 (26), Moscou, 2006 (en russe).

pas de véritable pays ami : les autres puissances préféreraient une Russie faible et manipulable⁴². Il en résulte que les dirigeants russes semblent ne pas se soucier de l'acceptation de la Russie par l'Occident. Pour le Ministre des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov (2004-présent), l'indépendance de la politique étrangère constitue « *un impératif absolu* »:

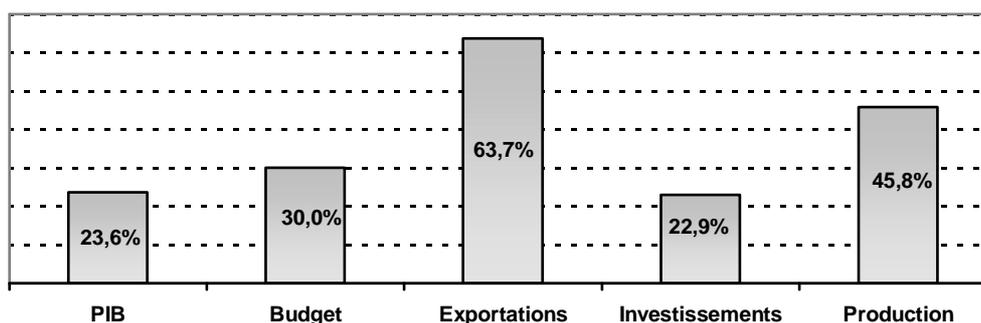
« Pour nous, cette question est essentielle, car il s'agit de notre souveraineté. La Russie n'est pas un pays dont la politique, y compris étrangère, puisse être administrée de l'extérieur. Notre objectif n'est pas de "plaire" à tout le monde: tout simplement, nous partons de nos intérêts clairs et pragmatiques. (...) Nous n'avons aucune raison de cacher nos dissensions avec nos partenaires, ni de les dramatiser. Nous avons devant nous un énorme travail conjoint à accomplir. Il s'agit de promouvoir la coopération dans le cadre de l'ONU et du G8, le partenariat Russie-UE et le dialogue au sein du Conseil Russie-OTAN, le règlement des crises et les agendas bilatéraux »⁴³

Les tensions diplomatiques observées en 2007 avec les Etats-Unis (question du bouclier antimissile) ou avec la Grande Bretagne (affaire Litvinenko), illustrent bien le raffermissement de la politique étrangère russe.

2. Croissance économique et hydrocarbures

Le pétrole et le gaz naturel ont joué un rôle remarquable dans l'expansion de la Russie au début des années 2000. Les ventes d'hydrocarbures assuraient en 2005 près du tiers du budget fédéral et plus de 20% du PIB. En 2004, le pétrole à lui seul représentait environ 16% du PIB, plus de 26% de ses recettes budgétaires, près de 30% de sa production industrielle et enfin 40% des revenus des exportations totales⁴⁴. Entre 2001 et 2004, 70 % de la croissance de la production industrielle provient également du secteur des ressources naturelles, le secteur pétrolier représentant à lui seul un peu moins de 45 %⁴⁵. Il est aussi à souligner que la part des hydrocarbures dans le commerce extérieur est passée de 30% à l'époque soviétique à plus de 55% depuis le début des années 2000.

1.1. PART DU SECTEUR DES COMBUSTIBLES ET DE L'ENERGIE (TEK) ET PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DE LA RUSSIE (2005)



Données : Institut de l'Énergie RAN de Moscou (2006)

⁴² Voir Dmitri Trenin, « Russia leaves the West », *Foreign Affairs*, juillet-août 2006, Vol. 85, Issue 4.

⁴³ Sergeï Lavrov, « L'indépendance de la politique étrangère russe: un impératif absolu », *Moskovskii Novosti*, N°1, 2007 (traduction française par Ria Novosti).

⁴⁴ Youri Roubinski, directeur du Centre d'Études française de l'Institut d'Europe de Moscou, intervention lors du colloque du 14.12.2004 « Approvisionnement énergétique de l'Europe et politique de grand voisinage », disponible sur le site : www.fondation-res-publica.org (consulté le 11.10.2007).

⁴⁵ *L'Observateur de l'OCDE*, N°249, mai 2005.

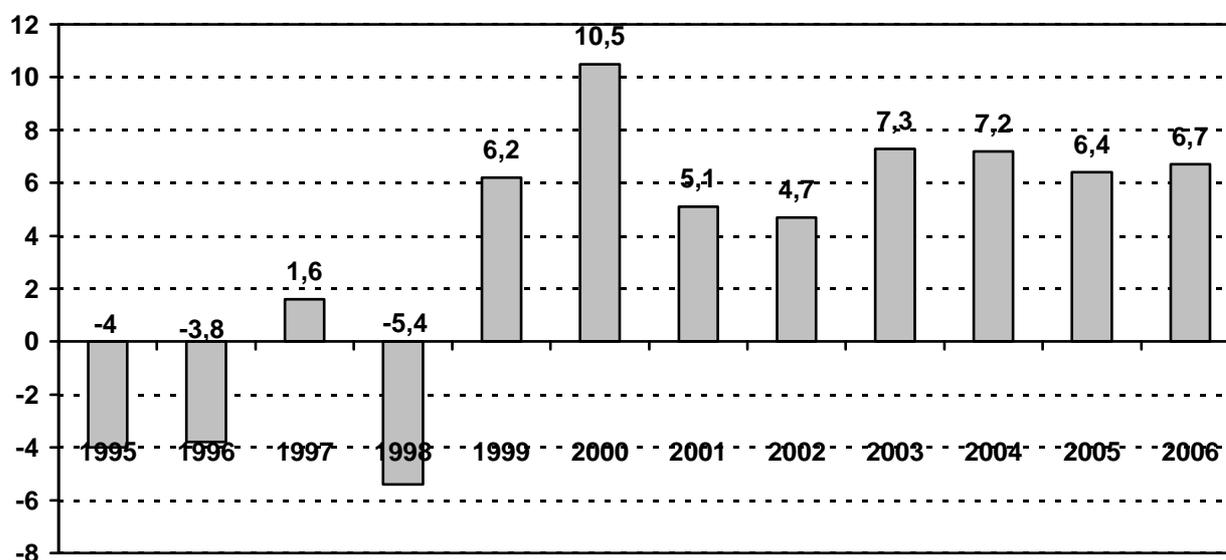
L'économie russe bénéficie donc depuis 1999 d'une croissance soutenue, tirée par les gains considérables des termes de l'échange. Le développement économique russe s'est réalisé sous l'effet de la situation sur les marchés internationaux des hydrocarbures. Avec la hausse des prix du pétrole (voir tableau), la Russie est passée d'un pays débiteur à un pays créateur et a accumulé des réserves monétaires parmi les plus élevées au monde. En d'autres termes, la croissance du PIB russe repose en partie sur les ressources naturelles, notamment les exportations de pétrole.

1.2. PRIX DU PETROLE PAR MARQUE SUR LE MARCHE MONDIAL 1997-2004 (EN DOLLARS/BARIL)

Marque	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Brent, Grande-Bretagne	19,12	12,72	17,97	28,50	24,44	25,02	28,83	38,21
Urals, Russie	18,33	11,83	17,30	26,63	22,97	23,73	27,04	34,45
« Panier pétrolier », OPEP	18,68	12,28	17,47	27,60	23,12	24,34	28,13	36,05

Sources : Agence internationale de l'énergie et OPEP

1.3. CROISSANCE DU PIB RUSSE DEPUIS 1995 (EN POURCENTAGE)



Source : Mission Economique (Ambassade de France en Russie), FMI

Même si l'on admet que la dépendance de la croissance économique actuelle à l'égard des prix pétroliers s'est nettement atténuée⁴⁶, la Russie, qui exporte environ les $\frac{3}{4}$ de sa production de pétrole, reste sensible aux fluctuations des prix.

La hausse du prix du pétrole et l'afflux des dollars entretiennent un taux d'inflation élevé. La maîtrise de l'inflation constitue un enjeu de politique macroéconomique majeur pour la Russie moderne. L'affectation à donner aux recettes revêt également une importance fondamentale, comme par exemple l'utilisation du Fond de stabilisation (voir ci-après).

Une autre conséquence du dynamisme des exportations russes d'hydrocarbures est l'appréciation rapide du rouble, que la banque centrale russe tente de limiter par ses interventions afin de ne pas pénaliser davantage la compétitivité des entreprises russes. En effet, la hausse du rouble diminue la compétitivité des produits des autres branches face à leurs concurrents étrangers tant sur le

⁴⁶ C'est notamment l'opinion du Ministre russe des Finances, Alexeï Koudrine, selon lequel en 2000 une augmentation d'un dollar du prix du baril se traduisait par un accroissement de 0,2% du PIB contre 0,06% en 2005.

marché interne que sur le marché international. La désindustrialisation progressive qui en découle menace l'emploi et le développement sur le long terme. Ces faiblesses ont été analysées par bon nombre d'économistes russes, pour lesquels le pays pourrait se voir progressivement réduit au rôle de fournisseur de matières premières, à l'instar des pays en voie de développement, et devenir ainsi « *l'appendice énergétique de l'Europe* »⁴⁷. La dépendance du pays vis-à-vis de ses exportations d'hydrocarbures est ainsi dénoncée comme un piège économique. Ces inquiétudes sont justifiées lorsqu'on constate que la part des machines, équipements ou des produits à forte valeur ajoutée ont reculé dans le commerce extérieur russe, alors que leur contribution est en augmentation pour les principaux pays développés.

La pérennité de la croissance actuelle le long terme se pose également. Selon l'étude de l'OCDE, les principaux facteurs de croissance présentent un caractère temporaire : l'augmentation de la production de pétrole, principal moteur de la croissance en 2000-2003, s'est ralentie. L'utilisation de la rente pétrolière et gazière est d'autant ambiguë que celle-ci n'est pas infinie. Les réserves pétrolières de la Russie sont limitées et la consommation interne en pleine croissance absorbe près d'un tiers de la production (près des 3/4 pour le gaz). A titre de comparaison, les réserves pétrolières sont trois fois moins importantes que celles de l'Arabie Saoudite (10 000 Mt contre 36000 Mt⁴⁸), tandis que les besoins internes sont considérablement plus élevés.

Tout l'enjeu est donc de parvenir à une gestion efficace et prudente des recettes générées par la vente de matières premières, notamment grâce à une politique budgétaire prudente⁴⁹. Un pays dépendant des exportations de pétrole ou de ressources naturelles non renouvelables est en effet confronté à deux types de problèmes⁵⁰ : d'une part la volatilité qui caractérise les revenus issus des exportations d'hydrocarbures provoque des variations dans les revenus pouvant avoir un impact sur les finances de l'Etat. D'autre part, l'épuisement de ces ressources non-renouvelables soulève la question de la préservation de ces richesses pour les générations futures. Pour faire face à ce type de difficultés, plusieurs pays producteurs ont créé un fond de stabilisation devant permettre d'accumuler des revenus afin d'atténuer les variations sur le budget.

En Russie, un fond de stabilisation a été créé en 2004, à l'exemple de la Norvège, alimenté par le surplus des revenus du pétrole⁵¹. A l'origine, l'objectif du Fond est de préserver le budget fédéral des variations de recettes entraînées par une baisse temporaire des cours mondiaux. Au cours du second mandat de Vladimir Poutine, le débat s'est focalisé sur l'utilisation du fond de stabilisation, opposant les courants « libéraux » aux « interventionnistes ». Celui-ci est devenu un enjeu économique majeur du pays, alors que le Fond connaît une augmentation sensible en raison de la croissance des revenus budgétaires provenant des exportations (voir figure ci-après). En mai 2007, le projet budget du gouvernement prévoyait de diviser les recettes budgétaires en "recettes pétrogazières" et "recettes non pétrogazières", tout en imposant le plafond, par la voie législative, de l'utilisation des recettes pétrogazières. L'utilisation du Fond de stabilisation à des fins d'investissements se concrétise également : en 2007, la Douma a voté la création d'une Banque d'investissement public dont la mission est de financer des projets d'infrastructures et aider les PME s'orientant vers les marchés d'exportation⁵². Le Fond de stabilisation doit être scindé en plusieurs entités à partir de février 2008 : un Fond de réserve équivalent à 10% du PIB

⁴⁷ Voir par exemple l'analyse de l'économiste et académicien Dmitri Lvov, *Neft v Rossii*, N°7, juillet 2004.

⁴⁸ BP Statistical Review of World Energy, juin 2006.

⁴⁹ Selon l'OCDE, une politique budgétaire prudente constitue l'instrument clé pour gérer l'ajustement de l'économie à des prix du pétrole élevés, notamment par certaines modifications du cadre législatif régissant le Fond de stabilisation. Etude économique de la Russie 2006, OCDE, novembre 2006.

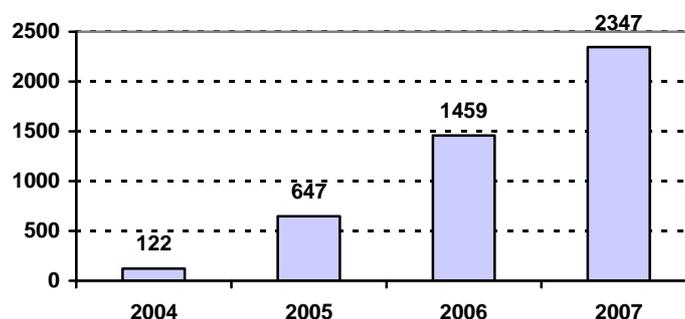
⁵⁰ Voir « Stabilisation and Savings Funds for Non-renewable resources – Experience and Fiscal Policy implications », IMF Occasional Paper, 2001.

⁵¹ Loi Fédérale N°184 du 23.12.2004.

⁵² Jacques Sapir, « En Russie, les interventionnistes ont gagné contre les libéraux », *Le Figaro*, 10.10.2007.

(environ 100 milliards de \$ actuellement) et un Fond pour les générations futures. L'utilisation de ce dernier reste toutefois l'objet de controverses politiques.

1.4. LE FOND DE STABILISATION EN MILLIONS DE ROUBLES (2004-2007)



Données : Ministère de l'Economie russe (2007)

Le changement de cap à partir du krach de 1998 a donc profondément changé la donne : l'Etat russe a repris le contrôle de l'économie même si le pays a opté pour l'économie de marché et l'intégration à l'économie mondiale. L'idée développée quelques années plus tôt par Vladimir Poutine dans sa thèse de doctorat et surtout dans son article publié par l'Institut des Mines de Saint Pétersbourg est de combiner une régulation étroite du secteur des ressources naturelles et des autres secteurs stratégiques avec une économie de marché. Un résumé de sa thèse a été publié en janvier 1999 dans un bulletin de l'Institut (*Notes of the Mining Institute*)⁵³. On trouve dans cet article plusieurs idées-clés :

- Les ressources naturelles sont considérées comme la base du développement économique de la Russie et garantissent sa position sur la scène internationale ;
- L'Etat doit définir les priorités de l'industrie pétrolière et renforcer les compagnies d'Etat
- Les investissements étrangers sont nécessaires ;
- L'auteur se prononce pour un système mixte

Ces idées sont conformes à la stratégie énergétique du gouvernement adoptée en 2003.

3. La stratégie énergétique russe : pour une ingérence résolue de l'Etat

La « Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020 » est un document qui définit les grandes lignes directrices de la politique énergétique du pays, ainsi que les instruments de sa réalisation⁵⁴. Notons que la Stratégie est un document officiel (décret gouvernemental), ce qui lui confère un statut légal.

Dans l'esprit volontariste évoqué ci-dessus, le document accorde un rôle central à l'Etat. L'Etat, rappelle l'ex. Ministre de l'énergie Igor Ioussoufov (2001-2004), doit assurer la modernisation et le développement du secteur, par sa réformation et sa régulation⁵⁵. Selon la Stratégie, les entreprises énergétiques doivent ainsi servir les intérêts de l'Etat et du pays. Elles sont également en charge de contribuer à la croissance économique du pays, mais aussi à son renforcement sur la scène politique internationale. Celle-ci doit ainsi assurer les fondations d'une nouvelle superpuissance économique. L'Etat intervient en particulier avec la mise en place d'un nouveau

⁵³ Martha Brill Olcott, « The Energy dimension in russian global strategy », The James Baker III Institute for Public Policy of Rice University, octobre 2004, p.16.

⁵⁴ Décret gouvernemental N°1234, *Energetitcheskaya Strategia Rossii na period do 2020 goda* (Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020), 22.08.2003, ratifiée en août 2003.

⁵⁵ Discours de Youssoufov prononcé à l'AIE en 2003.

cadre législatif et d'une politique active des investissements. Ceci implique un Etat fort capable d'élaborer ces politiques mais aussi et surtout de les faire respecter.

L'accroissement du contrôle de l'Etat sur le secteur des hydrocarbures ne remet toutefois pas en cause l'objectif du passage à une économie de marché. A cet égard, la Russie semble avoir opté pour un régime mixte : des entreprises publiques et privées, ces dernières sous contrôle d'Etat et ne devant pas entraver les intérêts du gouvernement. La décision de libéraliser le marché des actions de Gazprom en 2005 s'accompagne d'un accroissement des actions détenues par l'Etat jusqu'à la majorité de blocage. Cette « *hybridation des modes de gouvernance publics et privés* »⁵⁶ entretient très certainement une ambiguïté de la part du gouvernement russe, mais elle traduit en même temps les tentatives de ce dernier à résoudre le dilemme entre contrôle d'un secteur stratégique par l'Etat et nécessité d'attirer des investissements privés.

A Noter que tant la privatisation que la gestion par l'Etat n'ont apporté de réponse probante aux défis soulevés par le développement du secteur jusqu'à présent : l'expérience des années 1990 dans le secteur pétrolier a montré que la privatisation et le désengagement de l'Etat de secteurs entiers de l'économie, en l'absence de base juridique et réglementaire solide pouvait conduire à tous les excès. Les réformes ont permis l'émergence d'un système oligarchique très corrompu et accentué les inégalités sociales. En outre, cette ré-organisation ne répond pas toujours aux besoins considérables en investissements dans le secteur. L'entrée des banques dans le capital des holdings pétrolières a largement favorisé le déséquilibre en faveur des exportations, en raison notamment de l'environnement économique russe caractérisé par la part des échanges non monétaires : les groupes industrialo-financiers ont en effet choisi d'exporter le plus possible indépendamment de leur rentabilité et des évolutions de prix sur les marchés internationaux, en raison de la source de liquidité que celles-ci constituent⁵⁷. Ces groupes ont généralement favorisé des stratégies typiques de spéculation à court terme au lieu de mettre en oeuvre des stratégies industrielles de long terme. Ceci est à l'origine du problème du renouvellement des réserves et de l'insuffisance des investissements nécessaires à la consolidation du secteur (voir paragraphe B).

Les compagnies d'Etat ne sont pas épargnées par les problèmes d'inefficacité et de corruption : Gazprom est longtemps resté considéré comme un géant mal géré et incapable de faire face aux besoins de développement de la branche sur le long terme. Les scandales qui ont touché la compagnie à la fin des années 1990 ont révélé l'ampleur des problèmes de mauvaise gestion et de corruption⁵⁸. Le remplacement de Vyakhirev par Miller en 2001 est globalement jugé positif et semble avoir sensiblement amélioré la gestion de la compagnie : en novembre 2003, *Standard & Poors* a revalorisé son taux de crédit. Mais l'étude économique réalisée par l'OCDE porte un jugement négatif sur la présence grandissante de l'Etat actionnaire :

*« La gouvernance de beaucoup d'entreprises contrôlées par l'Etat reste problématique et l'ingérence étatique dans les opérations courantes de ces entreprises est sources de distorsions, pour le développement de ces entreprises elles-mêmes et pour les marchés dans lesquelles elles opèrent. Il est donc probable que l'accroissement de la présence de l'Etat dans des secteurs importants contribuera à intensifier les comportements de recherche de rente, à réduire l'efficacité et à ralentir leur croissance ».*⁵⁹

⁵⁶Sadek Boussena, Catherine Locatelli, « Le secteur pétrolier russe : le privé sous la houlette de l'Etat », Série EPE N°40, cahier de recherche du LEPII, Grenoble, Février 2006.

⁵⁷ *Russie-Caspienne. Les enjeux de l'approvisionnement en hydrocarbures de l'Europe*, Ministère des Affaires étrangères (France), Direction générale de la coopération internationale et du développement, Direction du développement et de la coopération technique, avril 2000, p.21.

⁵⁸ Voir par exemple *Business Week*, « Murky Deals At Gazprom » 21.06.2004 ; *The Economist*, « Gazprom's curious deal » 05.06.2001.

⁵⁹ Etude économique de la Russie 2006, OCDE, synthèse, pp. 6-7, novembre 2006.

En France, le rapport Quilès pour le Sénat juge la Stratégie russe « extrêmement ambitieuse »⁶⁰ : « ce document témoigne d'un très fort volontarisme : les perspectives de la stratégie russe à l'horizon 2020 sont fondées sur un taux de croissance du PIB de 5% par an, associé à des changements structurels dans les activités économiques et à une politique vigoureuse d'efficacité énergétique, conduisant à une forte diminution de l'intensité énergétique ». Selon la mission réalisée au cours de l'année 2006, le document relève de « l'affichage politique à usage international » plutôt que d'une véritable stratégie fondée sur une base économique et industrielle solide. Plus généralement, les experts occidentaux estiment que la réalisation de la stratégie énergétique est peu réaliste : l'Agence Internationale de l'Energie remet notamment en question le rythme de croissance économique, ainsi que la diminution de l'intensité énergétique et l'augmentation des capacités de production du pays. Un des principaux arguments est l'insuffisance des investissements nécessaires au regard des besoins de développement prévus dans les différents secteurs, particulièrement en amont de la chaîne gazière et pétrolière (exploration, production), un aspect discuté plus loin.

On notera par ailleurs une nette différenciation entre les prévisions russes et occidentales, qui semble provenir de référents différents. Les analyses effectuées par des Instituts de recherche occidentaux sont généralement pessimistes sur les perspectives d'avenir de l'industrie pétrolière en Russie : une des raisons est que ces analyses tendent en effet à considérer que les investissements occidentaux sont nécessaires au développement du secteur et que pour des raisons politiques, les compagnies occidentales ne seront pas incitées à le faire. Les cas de Shell à Sakhaline, de BP à Kovykta, Total à Kharyaga et la décision sur Chtokman sont généralement évoqués. En revanche, selon une approche plus optimiste, les revenus de l'exportation vont permettre au pays de financer les coûts d'investissements dans la production et le transport. Il est à souligner que de nombreuses banques occidentales se disent prêtes à proposer des prêts au secteur pétro-gazier à des taux d'intérêt raisonnables. Les représentants de Gazprom affichent leur confiance : « Tandis que la plupart des compagnies doivent faire face au problème qui est 'Où trouver notre gaz?', pour Gazprom la question a toujours été 'Quel est le meilleur moment pour produire notre gaz?' » a ainsi déclaré le président de Gazprom⁶¹.

Malgré les critiques occidentales formulées à l'encontre de la Stratégie énergétique, celle-ci reste un document de référence : il définit en effet les grandes orientations que le gouvernement s'efforce de réaliser. Il souligne également le rôle central des hydrocarbures dans l'économie russe, ce qui se traduit sur le plan de la politique interne et extérieure. L'ambassadeur français Francis Gutmann, soulignait à juste titre que l'Etat russe, quelque soit les circonstances politiques, ne pourrait renoncer à exercer un contrôle étroit sur ce secteur stratégique :

« La coopération en matière d'hydrocarbures n'a donc pas encore les conséquences qu'au delà même de son intérêt économique, elle paraît susceptible d'entraîner sur les rapports entre la Russie et l'étranger en général. Vouloir seulement voir dans l'ouverture de la Russie la possibilité d'accéder à de nouvelles ressources, les Occidentaux ont sans doute sous-estimé le fait que ce secteur, à raison même de ce qu'il représente sur le plan économique, présente une importance politique qui interdira à tout Etat russe, quel qu'il soit, de renoncer à y exercer une forte influence, en tout cas à l'encadrer »⁶².

B. GEOLOGIE ET GEOPOLITIQUE : LES NOUVEAUX FACTEURS

⁶⁰ Rapport d'information N°3468, 29 Novembre 2006.

⁶¹ Alexeï Miller, juin 2006, source : www.gazprom.ru

⁶² « Russie, hydrocarbures et politique », *Geopolitique*, N°54, p. 71.

Le renforcement du contrôle de l'Etat sur le secteur des hydrocarbures s'effectue à plusieurs niveaux:

- (1) Les conditions d'accès aux ressources
- (2) La consolidation des entreprises publiques ou semi-publiques
- (3) L'accès au réseau d'infrastructures
- (4) Les conditions d'investissement

1. L'accès aux ressources : facteurs géologiques et impératifs stratégiques

a) La notion de « réserves stratégiques »

Le durcissement sur les conditions d'accès aux ressources se traduit d'une part par l'adoption de nouvelles dispositions législatives et d'autre part avec la redistribution des licences d'exploitation au profit des compagnies d'Etat ou des compagnies privées proches de ce dernier.

En premier lieu, le président russe a approuvé en novembre 2003 **la loi fédérale sur les « secrets d'Etat »** qui impose la classification des informations concernant les réserves, la localisation, l'extraction, la consommation, la production des ressources minérales sensibles telles que le pétrole⁶³. Le gouvernement ne publie pas donc officiellement de données sur les réserves pétrolières.

L'amendement de la Loi sur les ressources minérales souterraines (en russe « O Nedrakh »)⁶⁴, a également restreint les conditions d'accès à certains gisements : en effet, la loi établit une liste de gisements classés stratégiques devant rester sous contrôle de l'Etat. Il s'agit de trois types de gisements : ceux situés en territoire militaire, les gisements devant approvisionner le secteur de la défense et enfin les gisements uniques du point de vue de leurs réserves⁶⁵. Un investisseur étranger ne peut obtenir une majorité de contrôle sur un gisement relevant de cette catégorie. De plus, les amendements de la Loi attribuent désormais au seul gouvernement fédéral la compétence de délivrer des licences d'exploitation et de développement, les autorités régionales n'ayant plus qu'un rôle consultatif⁶⁶. Notons qu'en 2007, une nouvelle modification concernant la restriction de l'accès des compagnies étrangères au développement de certains gisements stratégiques est en cours de discussion.

La redistribution des licences d'exploitation au profit des compagnies sous contrôle de l'Etat (Gazprom, Rosneft) ou proches de celui-ci (Lukoil) est un autre indicateur de ce durcissement. Les exemples se sont multipliés depuis 2005, avec soit un retrait ou menace de retrait de la licence d'exploitation appartenant à des compagnies privées, dont l'Etat allègue le non respect des clauses présentes dans la licence (Sakhaline, Kovykta), soit une entrée en force de Gazprom dans le capital des *joint ventures* (Sakhaline) soit une prise de décision finale en faveur de l'opérateur russe (Chtokman).

⁶³ Loi fédérale « O gosoudaystvennoï taïne » (sur les secrets d'Etat) du 11.11.2003.

⁶⁴ Cette modification a été adoptée par la Douma le 24 mars 2006 et approuvée par le Conseil de la Fédération. Cette Loi Fédérale est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. La loi sur les ressources minérales souterraines votée par la Douma en 1992 est le cadre légal pour toutes les activités minières, notamment pétrolières. L'Etat est le propriétaire de toutes les ressources naturelles mais autorise les entités privées et publiques à conduire l'exploration et l'exploitation grâce au système des licences, délivrées par un appel d'offre public.

⁶⁵ Plus de 70 millions de tonnes pour le pétrole et plus de 50 milliards de m³ pour le gaz.

⁶⁶ Les licences sont délivrées par les Comité d'Etat pour la Géologie et l'Utilisation des Ressources souterraines (devenu Ministère des ressources naturelles) et leur acceptation était soumise aux autorités fédérales et régionales avant l'amendement de 2005. Voir *Kommersant*, 16.12.2005 ; « The new Russian subsoil law and its implications on oil and gas upstream business and foreign investment », Institute of Energy Policy, Moscou, juin 2005, www.energypolicy.ru/.

Sakhaline 2 est un exemple révélateur : ce projet doit permettre d'extraire du pétrole et du gaz en *offshore* et de le transporter par pipeline le long de l'île de Sakhaline jusqu'aux deux terminaux situés dans la partie sud de l'île. Le projet était conduit jusqu'en décembre 2006 par Royal Dutch Shell, qui contrôlait 55% des actions, et deux compagnies japonaises, Mitsui et Mitsubishi. En fait, Sakhaline 2 était un des rares projets développé par des investisseurs étrangers et qui ne comportait pas de participation russe. L'accord de partage sur la production (PSA en anglais) avait en effet été négocié et signé en juin 1994, à un moment où le prix du pétrole était très bas et la Russie en position de faiblesse. Il était considéré jusqu'à présent comme une « anomalie » dans le secteur, notamment comme étant très désavantageux pour la Russie. Fin 2006, Gazprom obtient une majorité de contrôle dans ce projet de 20 milliards de \$ en y allouant 7,45 milliards de \$. L'accord a mit fin à une longue controverse, au cours de laquelle Shell réclamait le doublement des coûts du projet alors que les autorités russes menaçaient de retirer la licence à Shell sur des motifs écologiques. Les pressions ont contraint les compagnies étrangères d'accepter l'entrée en force de Gazprom et de lui céder une majorité de contrôle (50+1), tandis que le montant des coûts était finalement doublé. Les compagnies initialement impliquées ont du accepter de diviser en deux leurs parts au profit de Gazprom. Notons également que les négociations ont été conduites et approuvées au plus haut niveau avec la participation des gouvernements britanniques, néerlandais, japonais, et Vladimir Poutine lui-même.

b) Les réserves pétrolières

L'évaluation des réserves varient d'une source à l'autre, en raison de l'absence de données officielles (Loi sur les secrets d'Etat) et des difficultés inhérentes à ce genre d'exercice. Certaines régions restent également peu explorées, comme la Sibérie orientale. Plusieurs Ministres de l'énergie ont déclaré que le pays possédait environ 12%-13% des réserves mondiales de pétrole⁶⁷. Alexeï Makarov, le directeur de l'Institut de recherche énergétique de Moscou (ERIRAS-RAN) les estime à environ 10% des réserves mondiales prouvées⁶⁸. Le *Statistical Review 2006* de BP estime que les réserves de la Russie sont équivalentes à 6,4% des réserves mondiales (soit près de 70 milliards de barils sur 1200). Les autres sources occidentales indiquent généralement un chiffre inférieur : soit environ 4,5% des réserves prouvées (*Oil and Gas Journal*).

Selon la banque d'investissement *Renaissance Capital* (2004), le renouvellement des réserves est pour l'instant satisfaisant, grâce aux découvertes réalisées pendant la période soviétique. Mais en l'absence de nouvelles découvertes et de travaux importants de prospection, le maintien de la production reste incertain. La seule découverte significative depuis 1991 a été effectuée en janvier 2006 par la compagnie LUKoil dans le secteur Nord de la mer Caspienne.

Le géologue Farman Salmanov tient à ce sujet des propos très alarmistes : « *l'accroissement annuel des stocks de pétrole et de gaz ne représente pas plus de 50-60% du niveau de production. C'est-à-dire que les stocks prouvés de pétrole et de gaz sont en baisse chaque année* »⁶⁹. La réduction drastique de la prospection géologique et de l'exploration des gisements

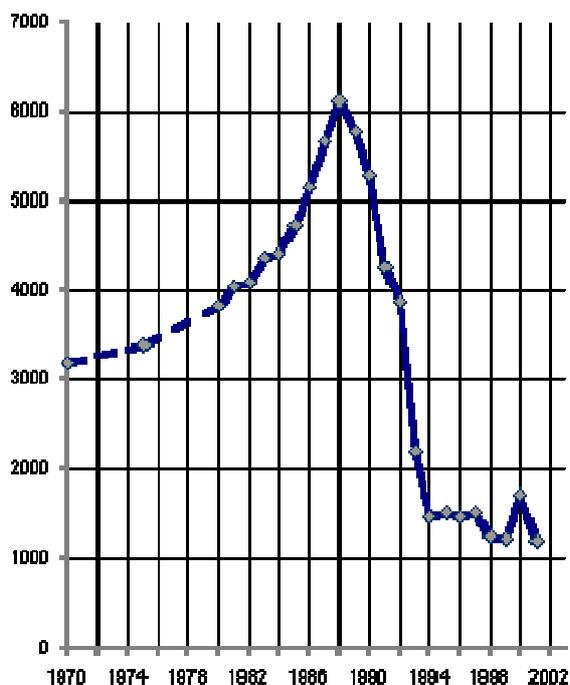
⁶⁷ 12% pour l'ex-ministre de l'énergie, Igor Youssoufov. Voir « For Provision of Oil Production Growth in Russian it is necessary to invest \$50 billion », *The Russian Oil and Gas Report*, 04.10.2002. Le Ministre de l'Industrie Viktor Khristenko a déclaré que les réserves russes équivalaient à 13% des réserves prospectées. Address at the fifth Russian oil and gas Week, 31.10.2005.

⁶⁸ Intervention lors de la conférence internationale organisée par le Centre de Géopolitique et des Matières Premières de Paris-Dauphine (CGEMP) et le Moscow International Energy Club (MIEC), « Les relations énergétiques de l'Union européennes et de la Russie dans le contexte mondial », Paris, France, 18 et 19 avril 2005.

⁶⁹ Farman Salmanov 3(21)2004, disponible sur: ww.elita-region.ru. Selon l'entretien publié dans *Izvestia* daté du 29.05.2004, Salmanov aurait envoyé une lettre ouverte à Vladimir Poutine faisant état de la situation catastrophique dans le secteur et notamment dans la branche géologique.

depuis 1991-92 est jugé responsable de cette situation. La Loi de 1992 « sur les richesses du sous-sol » stipule que l'exploitation d'un gisement est soumise à l'attribution d'une licence. Les travaux de prospection géologique, auparavant financés par l'Etat, deviennent ainsi dépendants des commandes passées par les détenteurs d'une licence. La réduction du financement des travaux géologiques a conduit à une diminution dramatique des activités de forage d'exploration, comme le montre la figure suivante :

1.5. EVOLUTION DU FORAGE D'EXPLORATION 1970-2002 (MILLIERS DE METRES)



Source : S. Glaziev, S. Kara-Mourza, S. Batchikov⁷⁰

Des investissements considérables dans l'exploration sont pourtant nécessaires pour un maintien de la production sur le long terme. Ces activités demandent un capital très important et souvent inaccessibles à la capacité financière de la Russie au cours des années de dépression. Avec la remontée du prix du pétrole, le Ministère des ressources naturelles avait annoncé que 90 milliards de dollars étaient nécessaires dans l'exploration dans les 15 ans à venir. Toutefois, la reprise se fait attendre : seuls 277 millions de dollars ont par exemple été investis en 2005.

En outre, les nouveaux gisements sont plus difficilement accessibles et nécessitent de lourds investissements. Le directeur du département de géologie du RITEK⁷¹, D.N. Krylov explique: « *A la fin des années 1980, on a finit d'extraire la « crème ». Ces 15 dernières années, l'exploration géologique s'est ré-orientée avec difficulté vers la découverte de nouvelles poches d'hydrocarbures irrégulières, qui ne sont pas très grandes et ont une structure géologique beaucoup plus compliquée* »⁷². Viktor Kalioujni, ex-Ministre de l'énergie (1999-2000), souligne les difficultés posées par les nouveaux gisements : « (...) *il faut savoir que nous n'avons pas de nouveau Samotlor et que l'âge d'or du TEK [complexe énergétique en russe] est terminé. Si hier nous avons extrait du pétrole en Sibérie à une profondeur de 1-1,5 kilomètres, il faut maintenant partir à une profondeur de 4-5 kilomètres ou sur la calotte polaire. En 2005, 70% des réserves*

⁷⁰ S.Glaziev, S. Kara-Mourza, S. Batchikov, *Belaya Kniga, Ekonomitcheskije reformi v Rossii 1991-2001* (Le Livre Blanc. Les réformes économiques en Russie 1991-2001), Moscou : Istorija Rossii, 2003, p.182.

⁷¹ Compagnie russe du secteur énergétique.

⁷² D.N. Krylov, « Western Siberia. Geologically speaking, it's not that simple », *Gaz Eurasia*, Juillet-août 2003, p.18.

de pétrole sont dans la catégorie « difficile à extraire », le niveau de recouvrement est de 60% en moyenne, le débit journalier moyen d'un gisement est de 9-11 tonnes par jour »⁷³.

Les perspectives de développement de la production en Sibérie orientale ne suffisent pas à compenser le déclin des gisements situés en Sibérie occidentale, où selon Sergeï Fyodorov, Directeur au Ministère des ressources naturelles, « la portion des réserves extractibles est tombée de 42% en 1990 à 27% »⁷⁴. Pour le Ministre de Ressources naturelles, Youri Troutnev, les investissements dans la prospection géologique en Sibérie orientale sont 4 à 5 fois inférieurs au montant nécessaire⁷⁵. L'absence d'infrastructures dans ces régions éloignées reste un des principaux obstacles.

Rappelons que la production s'est déplacée au cours de l'histoire des régions du sud et du centre (Bakou, Volga) vers l'Est et le Nord (Yamal, Nadym). Les bassins sédimentaires prometteurs se trouvent toujours plus au Nord et à l'Est, ce qui risque également d'entraîner un déplacement des régions productrices toujours plus à l'Est du pays. Selon la stratégie du gouvernement et les prévisions, une partie de la production devrait se développer à l'Est de la Sibérie, en Sibérie orientale et à Sakhaline, justifiant le rééquilibrage des exportations pétrolières au profit de la région Asie Pacifique. En effet, il est prévu que l'accroissement de la production pétrolière du pays sera essentiellement assuré par le développement des gisements de Sibérie orientale et à Sakhaline. Ainsi, Vankor, Yurubcheno-Tokhomscoye, Kuyumbinskoye, Verkhnechonskoye et Talakanskoye, ainsi que Sakhaline 1 et 2 permettront d'accroître la contribution de la région de 23 millions de tonnes en 2006 à 74 en 2015 selon le Ministre de l'énergie et de l'industrie, Viktor Khristenko. Ces perspectives permettent au gouvernement d'envisager un accroissement des exportations⁷⁶ essentiellement vers les nouveaux marchés asiatiques (soit 80Mt+12Mt vers les Etats Unis). Un des arguments retenus par le gouvernement russe à propos des projets vers l'Est, est que la demande est beaucoup plus dynamique qu'en Europe. Selon le Ministre, les exportations vers l'Europe devraient en revanche rester stables (235 Mt)⁷⁷.

Pour Evgeny Kozlovski⁷⁸, non seulement le montant des investissements dans la prospection géologique, mais également l'insuffisance de cadres qualifiés constituent un enjeu pour le développement du secteur. Selon lui, les compagnies manquent de motivations pour investir dans la prospection géologique. Pour Kozlovski, il serait nécessaire de préciser l'environnement légal qui entoure les compagnies ayant découvert des gisements et d'alléger la fiscalité sur les gisements difficiles d'accès.

b) Les réserves gazières

Le tableau ci-dessous est issu de « l'encyclopédie russe du gaz », dont les auteurs sont des géologues et des experts russes du secteur pétro-gazier. Les données ont été compilées par l'Institut VNIIGaz, un centre de recherche rattaché à Gazprom. Les réserves gazières sont évaluées à près de 236 milliards de m³, dont 160 sur le continent et 75 en *offshore*. La majeure partie de ces ressources se trouvent en Sibérie occidentale (région administrative « Oural »), où les réseaux d'infrastructures sont orientés vers les marchés européens. Deux régions concentrent les principaux gisements de gaz: la région de Nadym-Pur-Taz et la région autonome des Yamal-

⁷³ Entretien réalisé par Valentin Zoubkov, *Ruskoye Voskresenie*, disponible sur : <http://www.voskres.ru/interview/truba.htm> (consulté le 01.02.2005)

⁷⁴ *The Moscow Times*, (?) 2007.

⁷⁵ Conférence de presse du 01.10.2007, Ministère des ressources naturelles de Russie.

⁷⁶ Les chiffres avancés par Viktor Khristenko en 2006 sont de 272-300 Mt en 2015 (contre 253 Mt en 2005)

⁷⁷ Viktor Khristenko, « Prospect of development and use of the system of transportation of hydrocarbons and products and their processing », Meeting of the Government Commission on the Fuel and Energy complex, 09.10.2006, www.minprom.gov.ru (consulté le 19.02.2007).

⁷⁸ E. Kozlovski était Ministre de la géologie de l'URSS.

Nenets. Il faut également prendre en compte les nouvelles provinces dans l'Est sibérien et l'Extrême Orient, sujet à des projets d'exportation vers les marchés de l'Asie Pacifique.

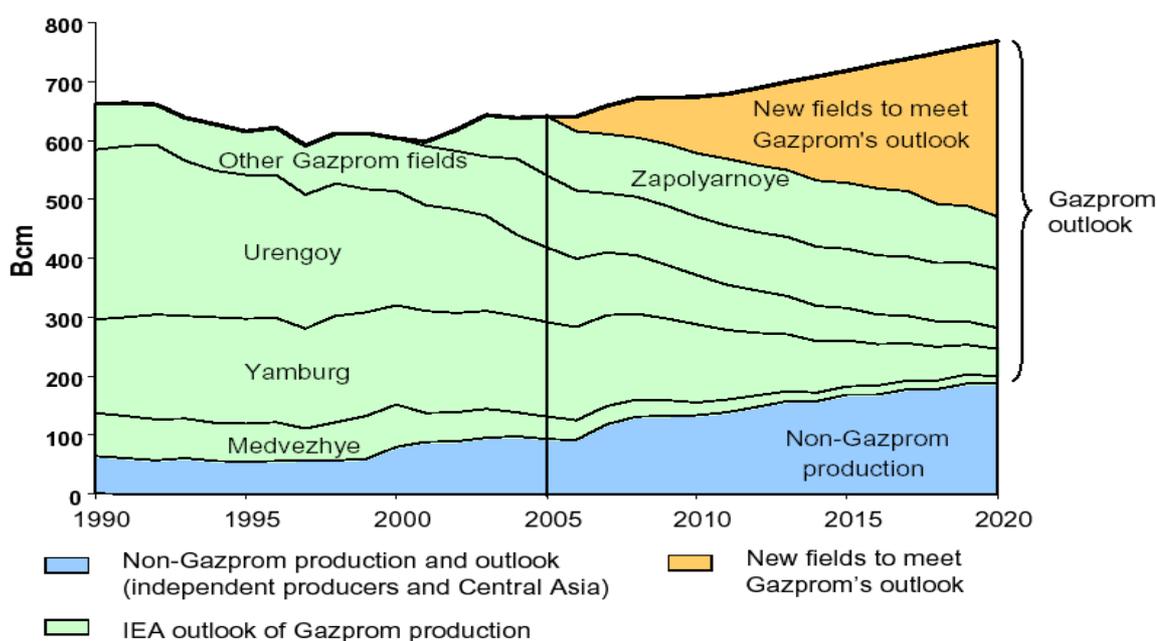
1.6. RESERVES GAZIERES DE LA RUSSIE PAR REGIONS

Trillions de m ³	Ressources initiales sommaires	Production cumulée	Réserves		**	**
			Prouvées (A+B+C1)	(C2)		
Total	236,1	12,9	47,2	17,0	159,0	25,5
Onshore	160,3	12,9	43,2	12,8	91,4	35,0
Nord-Ouest	2,4	0,4	0,6	0,1	1,3	41,7
Sud	11,3	0,9	3,0	1,2	6,2	34,0
Privoljski	4,4	1,2	1,1	0,1	2,0	52,3
Oural	97,4	10,3	34,8	8,6	43,7	46,3
Sibérie	32,9	-	2,4	1,7	28,8	7,3
Extrême Orient	11,9	0,1	1,3	1,1	9,4	11,8
Offshore	75,8	-	4,0	4,2	67,6	5,3
Mer d'Azov	0,2	-	-	-	0,2	-
Mer Caspienne	0,5	-	0,1	0,3	0,1	80,0
Mer des Barents	24,0	-	2,8	1,3	19,9	17,7
Mer de Kara	36,1	-	0,4	2,4	33,3	1,1
Mer d'Okhotsk	6,2	-	0,7	0,2	5,3	11,8
Autres	8,8	-	-	-	8,8	-
En %	100	5,5	20,0	7,2	67,3	-

Données : Encyclopédie du gaz russe (2002), p.86.

La production actuelle provient en majeure partie de la région de Sibérie occidentale et notamment de trois principaux champs géants découverts au cours des années 1960 par les géologues soviétiques: Medveje, Ourengoï et Yambourg. Toutefois leur part est en recul constant (plus de 4/5 en 1999 contre 3/5 de la production de gaz russe en 2004) en raison du déclin de leur rendement. Les conséquences de ce déclin sur le volume de production global ont été provisoirement atténuées grâce à la mise en production de Zapolyarnoye au début des années 2000.

1.7. COMPOSITION DE LA PRODUCTION GAZIERE EN RUSSIE



Même si beaucoup d'incertitudes demeurent sur le rythme du déclin de ces gisements, Gazprom est confronté à l'impératif d'amener de nouveaux gisements en production afin de palier au déclin des gisements traditionnels sur lesquels s'appuient la majeure partie de sa production.

Les nouveaux gisements devant progressivement remplacer les anciens se trouvent dans la **Péninsule de Yamal** (Bovanenko et Kharasevey) et dans la mer des Barents (**Chtokman**). Ici, la « question géologique » se complique : les gisements de la péninsule de Yamal sont plus complexes et donc plus cher à développer (production de liquides d'où technique de traitement et de transport plus complexes). L'éloignement géographique de ces gisements fait augmenter les coûts de production : on prévoit leur doublement pour le développement des gisements du Nord. Leur mise en exploitation nécessite des millions de dollars d'investissements et soulève des interrogations sur la viabilité de ces projets et leur source de financement, en particulier dans un contexte d'incertitude sur l'évolution des prix du marché. Comme le souligne le spécialiste des questions gazières Jonathan Stern, la vente du gaz de Yamal ne pouvait être rentable au niveau actuel des prix sur le marché domestique, justifiant ainsi la décision de Gazprom de ne pas mettre en exploitation ces champs au début des années 2000⁷⁹.

Le gisement géant de Chtokman par exemple se situe à 560 kilomètres de la ville de Mourmansk et requiert des technologies *offshore* ainsi que la construction d'un gazoduc sous-marin. Le développement du GNL, initialement envisagé pour exporter vers le marché américain, implique une coopération avec des partenaires étrangers et des coûts très élevés. Les coûts d'un tel projet associés aux difficultés des relations politiques avec les Etats-Unis ont notamment convaincu les Russes de réorienter le projet vers le marché européen⁸⁰.

Les nouveaux gisements ont donné lieu à d'intenses spéculations sur le *timing* de leur mise en production. Le projet Chtokman par exemple est discuté depuis quinze ans (voir paragraphe sur les investissements). Le développement des gisements de la péninsule de Yamal ont également donné lieu à des plans imprécis, notamment en raison des différentes options existantes sur le choix des gisements à développer en premier et sur le choix des tracés pour le transport.

Par ailleurs, l'émergence de nouvelles provinces en Sibérie orientale et en extrême Orient coïncide avec la discussion de grands projets d'exportation vers le sud-est asiatique évoqués plus loin. Même si la question des réserves en Sibérie orientale et dans l'Extrême Orient et leur exportation vers les marchés asiatique reste pour le moment déconnectée de l'enjeu des exportations vers l'Europe, celle-ci pourrait avoir un impact sur le long terme⁸¹.

Selon le directeur de l'Institut de géologie du pétrole et du gaz RAN, A. Kontorovitch, les réserves en Sibérie orientale ne sont toutefois pas comparables à celles de la Sibérie occidentale. S'il est important de développer les gisements prometteurs de la Sibérie orientale et de l'Extrême Orient, les efforts doivent se porter en priorité sur la Sibérie occidentale : « *nous devons nous rendre compte que si nous ne nous occupons pas sérieusement de la bases des matières premières, du développement des infrastructures, de l'exploitation de nouveaux gisements, si nous réduisons le rythme de travail et des investissements dans le complexe pétro-gazier de la Sibérie occidentale, cela aura des conséquences lourdes pour le pays* »⁸². En d'autres termes, la

⁷⁹ Jonathan Stern, *op. cit.*, p.202.

⁸⁰ Entretien avec un Directeur du groupe Total, octobre 2007.

⁸¹ Campaner Nadia, « The Eastern Vector of Russian oil and gas exports », *Geopolitical Affairs*, 2007 (en cours de publication).

⁸² Article disponible en russe sur www.vsluh.ru (consulté le 06.02.2006).

production gazière ne pourra être maintenue sans Yamal et Chtokman. Le développement et la mise en exploitation de ces gisements revêt donc une importance de premier plan.

L'autre élément décisif est celui de la distinction entre les réserves de Gazprom et les autres compagnies. Selon la Stratégie russe, la part de la production des compagnies dites « indépendantes » (le terme désigne les compagnies autres que Gazprom) représenterait 1/5 de la production à l'horizon 2020. Le déclin de la production provenant des champs en exploitation de Gazprom met en évidence l'importance croissante de ces producteurs. Le gouvernement compte sur ces derniers pour palier le risque de déficit gazier entre le déclin des champs traditionnel et la mise en exploitation de nouveaux champs, prévue pour après 2011. Le gouvernement prévoit ainsi que la part des producteurs de gaz indépendants pourrait assurer jusqu'à 20% de la production gazière en Russie, soit environ 150 milliards de m³ en 2020 (scénario modéré). Toutefois, cet accroissement dépendra de plusieurs facteurs liés à l'organisation interne du secteur gazier russe.

1.8. LES PROJECTIONS DE LA STRATEGIE RUSSE PAR REGION ET PAR COMPAGNIE

Gm ³	2010		2015		2020	
	A	B	A	B	A	B
Régions						
Sibérie occidentale	572	564	558	526	541	520
Russie européenne	41	40		48		67
Sibérie orientale/extrême orient	52	31	97	86	106	95
Compagnies						
Indépendants	115	105	135	120	140	150
Gazprom	550	530	570	540	590	530
Total	665	635	705	660	730	680

Source : Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020 (2003), Figure 11

A=scénario optimiste : B=scénario modéré

2. Le renforcement des compagnies contrôlées par l'Etat

En 2007, l'Etat russe contrôle plus de 30% de la production pétrolière et près de 90 % de la production gazière. Gazprom et Rosneft sont les deux premières compagnies russes classées dans le *Global 500* du *Financial Times*.

1.9. CLASSEMENT DES PLUS GRANDES COMPAGNIES RUSSES PAR CAPITALISATION BOURSIERE

	Classement dans le secteur pétro-gazier	Classement mondial (2006)	Classement mondial (2007)
Gazprom		10	6
Rosneft		-	68
LUKoil		76	95

Source : *Financial Times*, Global 500 (2007)

Le tableau suivant résume les caractéristiques des huit principales compagnies pétro-gazières en Russie :

1.10. LES PRINCIPALES COMPAGNIES PETROLIERES ET GAZIERES EN RUSSIE EN 2007

	Principaux actionnaires	Président	Production (millions de barils/jour ou milliards de m ³)	Part de la production de pétrole totale	Part de la production de gaz totale	Réserves (milliards de barils pétrole équivalent)
ROSNEFT	Gouvernement : 75%	Sergei Bogdanchikov	2,2	22%	2,7%	14,4
GAZPROM	Gouvernement : 50%+1 part	Alexei Miller	Gaz : 560 Pétrole : 1,2	12%	86%	83,4
LUKOIL	Membres de la direction : 54% ConocoPhillips : 20%	Vagit Alekperov	1,9	19%	2%	15,2
SURGUT-NEFTEGAZ	Membres de la direction : estimé à 70-80%	Vladimir Bogdanov	1,3	13%	2%	6,5
TATNEFT	République du Tatarstan : 30%	Shafagat Takhautdinov	0,54	5,3%	-	4,5
BASHNEFT	Ural Rakhimov (fils du président Murtaza Rakhimov) : estimé à 60%	Ural Rakhimov	0,24	2,4%	-	1,1
TNK-BP	Alfa Renova et Acces/Renova : 50% ; BP : 50%	Robert Dudley	1,65	16,4%	1,50%	8,2
RUSSNEFT	Mikhail Gutseriyev : 70%	Mikhail Gutseriyev	0,29	3%	-	4,5*

*Selon la classification russe, estimation deux fois moins élevée selon la classification américaine
Source : Renaissance Capital (2007)

a) Secteur pétrolier

Jusqu'en 2007, la première compagnie pétrolière en volume de production était Lukoil (92,2 Mt en 2006), suivie de Rosneft (80,6 Mt), détenue à 75% par le gouvernement. Cette dernière est passé en première position en 2007 avec un taux d'accroissement le plus dynamique⁸³. C'est essentiellement l'acquisition de Yukanskneftegas, l'unité principale de production de Yukos, à la fin de l'année 2004, qui a permit Rosneft de doubler ses réserves et de tripler son volume de production (graphique ci-dessous). La capitalisation de la compagnie a atteint plus de 90 milliards de \$ durant l'été 2006. Le président du conseil des directeurs de Rosneft est Igor Sechine, lequel est également chef de l'Administration présidentielle. La privatisation de 49% des parts de la compagnie publique Rosneft était annoncée pour fin 2006⁸⁴. Rosneft envisage par ailleurs le développement d'une coopération avec les compagnies chinoises CNPC (China National Petroleum Corporation) et Sinopec. Ceci reflète la réorientation des activités pétrolières vers la Sibérie orientale et l'Extrême Orient.

⁸³ *Vedomosti*, 29.10.2006, N°247.

⁸⁴ *Vedomosti*, 08.07.2005.

Membres de la Direction de Rosneft et leur fonction dans le gouvernement (juin 2007)

Kirill Androsov — Deputy Minister of Economic Development and Trade of Russia

Sergeï Bogdanchikov — President of Rosneft

Andreï Kostine — President-Chairman of the Management Board of VTB

Sergeï Naryshkine — Deputy Prime Minister of Russia, Chief of Staff for the Cabinet of Ministers

Alexander Nekipelov — Vice President of the Russian Academy of Sciences

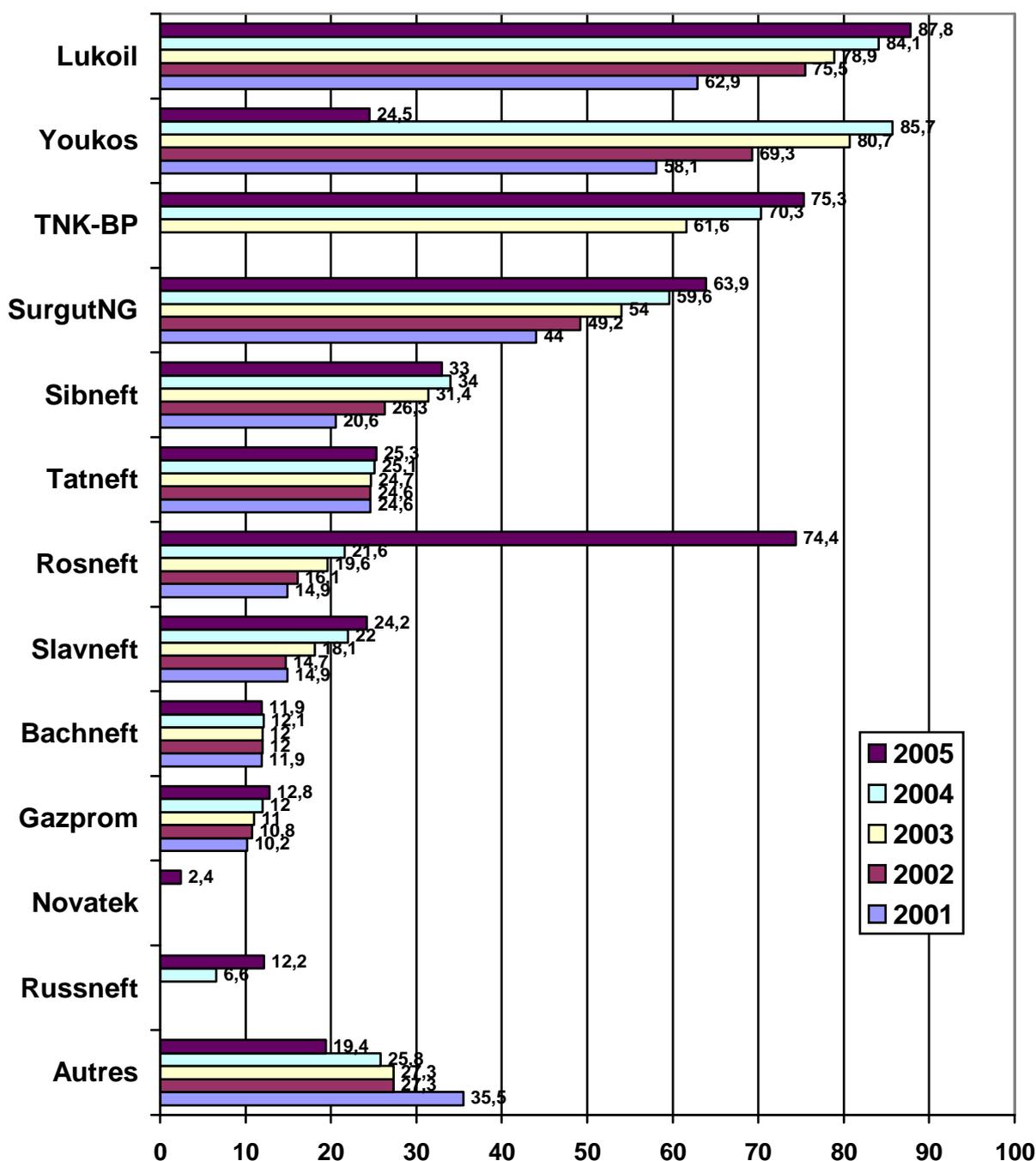
Gleb Nikitine — Head of the Federal Agency for the Management of Federal Property

Andreï Reus — Deputy Minister of Industry and Energy of Russia

Hans-Joerg Rudloff — Chairman of the Management Board of Barclays Capital Bank

Igor Sechine — Deputy head of the Administration of the President of the Russian Federation
— aide to the President of the Russian Federation.

1.11. PRODUCTION DES COMPAGNIES PETROLIERES 2001-2005 (MILLIONS DE TONNES)



La fusion annoncée de Gazprom et de Rosneft aurait abouti à la création d'un géant pétro-gazier, mais celle-ci n'a pas eu lieu. En 2005, Gazprom a acheté Sibneft, le cinquième producteur de pétrole en Russie, pour 13 milliards de dollars, marquant l'établissement du géant gazier dans le secteur pétrolier.

b) Secteur gazier

Le secteur gazier a considérablement évolué depuis le début des années 2000, notamment, avec l'accroissement progressif des prix sur le marché domestique et la résolution des impayés (voir chapitre 2). L'accès au réseau par des tiers semble également se développer, même si beaucoup reste à faire. Les compagnies dites « indépendantes » trouvent à se développer, à condition

qu'elles ne dépassent par le rôle défini par l'Etat et Gazprom et qu'elles ne s'occupent pas des exportations vers l'Europe.

Gazprom reste l'acteur central du secteur gazier russe. Le groupe détient le réseau de transport principal (159 000 kilomètres de conduites de grand diamètre) ainsi que la moitié des régies de distribution de gaz. Gazprom est présent dans de nombreux secteurs autres que le gaz : Electricité, pétrole (acquisition de Sibneft en 2005), pétrochimie, nucléaire et médias (GazpromMedia).

Rappelons que la restructuration de Gazprom est débattue depuis de nombreuses années. D'une part, le ministère de l'Economie, dominé par la pensée libérale de German Gref, soutient le projet d'une décomposition progressive du monopole gazier pour attirer les investissements étrangers sur le long terme, avec toutefois le maintien d'un monopole sur le transport. D'autre part, un autre courant, notamment soutenu par Gazprom qui s'oppose à sa propre division, défend la nécessité de conserver le monopole afin d'assurer la réalisation des grands projets de développement et de modernisation⁸⁵. Certains préconisent le maintien d'un contrôle centralisé, alors que d'autres aspirent à l'autonomie des unités de production (notamment certaines autorités sibériennes). L'académicien Alexeï Kontorovitch (Directeur de l'Institut de la géologie du gaz et du pétrole RAN), qui a contribué à l'élaboration de la stratégie énergétique, estime par exemple qu'un démantèlement de Gazprom serait inepte étant donné que la compagnie opère ses activités sur un nombre restreint de champs. Pour cet expert, l'industrie gazière a aidé la Russie de sortir de la crise de 1998 (le pétrole n'ayant apporté des revenus que plus tardivement), notamment grâce au prix du gaz subventionné. L'économie n'aurait pas pu en effet supporter une telle surcharge si on avait brusquement libéralisé l'ensemble des prix.

Vladimir Poutine semble avoir tranché en affirmant que l'Etat n'avait pas l'intention de permettre le démantèlement de Gazprom. Celui-ci précise par la même occasion que le contrôle de l'Etat est compatible avec les investissements privés⁸⁶. De plus, le Ministre de l'Energie et de l'Industrie Viktor Khristenko depuis mars 2004, annonçait en novembre 2004 que le monopole sur l'exportation de gaz devrait continuer au moins jusqu'en 2020⁸⁷. L'ouverture du capital de Gazprom, votée en décembre 2005, s'effectue après la consolidation du paquet d'actions de l'Etat dans la compagnie (plus de 51% fin 2005). En tout état de cause, le gouvernement prévoit de maintenir une part majoritaire afin de préserver la position de monopole et un contrôle sur les activités de la compagnie, tout en ouvrant le capital de la compagnie aux investisseurs étrangers. Par ailleurs, le géant gazier s'oriente progressivement vers le renforcement de sa position sur le marché russe, avec l'approvisionnement de nouvelles régions⁸⁸. Il n'y a pas lieu à moyen terme de miser sur son démantèlement, mais au contraire un renforcement du contrôle de l'Etat sur cette compagnie.

Le gouvernement est représenté dans le conseil d'administration de Gazprom par Dmitri Medvedev (président du Conseil d'administration et chef de l'administration présidentielle) ; German Gref (Ministre du Développement Economique et du Commerce) ; Viktor Khristenko (Ministre de l'industrie et de l'énergie). Le président de Gazprom, Alexeï Miller, réputé proche de Vladimir Poutine, a remplacé Rem Viakhirev en 2001. A noter aussi que le 19 juillet 2006,

⁸⁵ Voir Andrei V.Belyi « Un nouveau contexte pour la coopération entre la Russie et l'UE », *Revue de l'énergie*, N°550, octobre 2003, p. 568.

⁸⁶ Cité par M. Fredholm, « The Russian energy strategy and energy policy : pipeline diplomacy or mutual dependance ? », Conflict Studies Research Centre of the Defence Academy of the United Kingdom, 2005, p(...).

⁸⁷ *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 05.01.2001 (article de Roman Kupchinky), www.rferl.org/, consulté le 26.01.2006.

⁸⁸ *Ria Novosti*, 29.11.2005.

Vladimir Poutine promulguait la loi « sur les exportations de gaz naturel » qui assure à Gazprom le monopole sur l'exportation gazière par la voie législative.

On notera toutefois le recul de la part de Gazprom à la fois dans la production globale, mais également dans sa contribution à l'accroissement du volume de production du pays. Ainsi, la part de gaz des « indépendants » est passée de 6% en 1995 à 16% en 2006. L'évolution de la production par les « indépendants » révèle une croissance dynamique, soit +14% en 2006 avec près de 107 milliards m³. Le ralentissement du rythme de croissance de la production de Gazprom fait de ces compagnies des acteurs potentiellement clés de la scène énergétique gazière russe.

On peut classer ces compagnies en plusieurs catégories :

- Les compagnies pétrolières
- Les compagnies gazières autres que Gazprom
- Les compagnies dans lesquelles Gazprom détient une part des actions significative (Sibur, Purgaz)

Les compagnies pétrolières (Lukoil, Surgutneftegaz, TNK-BP et Rosneft) possèdent des réserves gazières inexploitées mais pour lesquelles le gaz devient un secteur d'activité de plus en plus important. La production gazière de Surgutneftegaz a par exemple atteint 14 milliards de m³ en 2004. La compagnie pétrolière Lukoil vendait essentiellement son gaz à Gazprom (champ de Nakhodinskaya) à un prix très bas en vertu d'un accord signé jusqu'en 2014. Toutefois, le président de Lukoil a déclaré en 2006 que la compagnie obtenait un « prix raisonnable » pour son gaz. TNK/BP a acquis d'importantes réserves suite à l'achat de 56% de Rospan à Yukos en 2004. En revanche, la remise en cause de sa licence sur Kovykta pourrait signifier la perte d'un gisement stratégique pour TNK/BP. Quant à Rosneft, celle-ci est marquée par son alliance avec Gazprom.

Les autres compagnies gazières sont essentiellement **Itera** et **Novatek** ; ainsi que plusieurs *gaz traders* : Centrusgaz, Trans Nafta. **Itera** s'est développé depuis 1994 comme une compagnie gazière importante, notamment grâce à une forte présence dans la CEI et l'Asie centrale. Ses ventes s'effectuent en Russie, en Ukraine, et en Biélorussie. Toutefois, sa position sur le marché s'est dégradée depuis 2001, suite à la perte du gaz de Yamal-Nenets, à la perte progressive de ses réserves, production et marchés. Son gisement le plus significatif est **Beregovoye**.

Novatek est devenue la compagnie gazière indépendante la plus importante en 2004. La compagnie a acquis un certain nombre de licences dans la région de Yamal-Nenets. Contrairement à Itera, celle-ci ne semble pas avoir été impliquée dans des affaires de corruption avec Gazprom, avec laquelle elle garde de bonnes relations. Ses activités se concentrent essentiellement sur le marché russe.

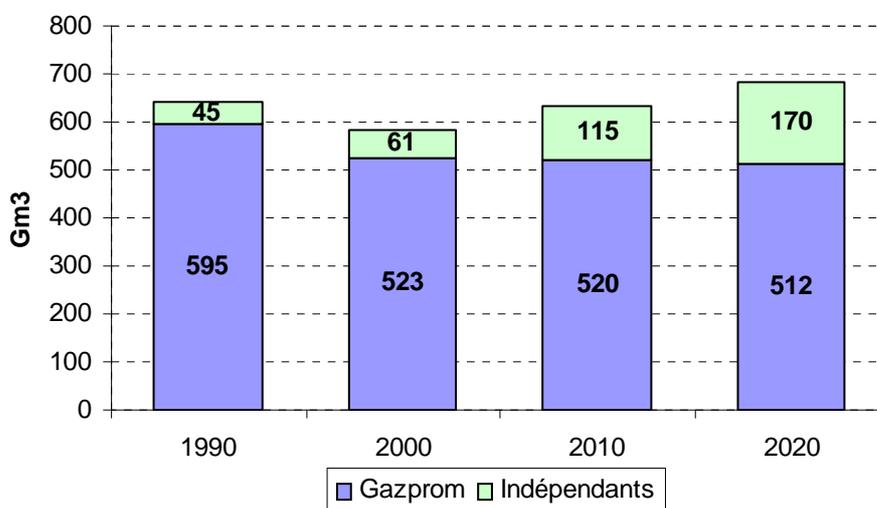
La production des « indépendants » reste freinée par l'accès restreint au système de transport, dont Gazprom est le propriétaire. Le prix de rachat du gaz par Gazprom et le monopole de la compagnie sur les exportations constituent un frein aux investissements de ces compagnies en faveur du développement de leurs réserves gazières. Pour le Ministre de l'Economie, German Gref, « (...) *it is necessary to create conditions so as to ramp up gas recovery of independent producers, whose potential is limited now by both the existing system of contracted access to the unified gas supply system and throughput capacity of this system as well as lack of the home market development strategy of Gazprom (out of 70% of funds invested in development of the transport infrastructure only 30% are spent on expansion of internal infrastructure capacities)* »⁸⁹.

⁸⁹ Entretien paru dans *External Economic relations*, 6 (26), 2006, traduction en anglais du Ministère de l'Economie.

Une situation problématique pourrait émerger si la production de ces compagnies demeure bloquée et forcée d'être vendue à Gazprom à des prix régulés. L'augmentation des tarifs de transport du gaz (prix multiplié par 2,5 entre 1999 et 2005⁹⁰) constitue une contrainte supplémentaire. En revanche, l'augmentation du prix sur le marché intérieur pourrait favoriser la production de gaz par les indépendants.

La mise en valeur des réserves de gaz détenues par ces compagnies dépend donc essentiellement de leur localisation, des fonds disponibles (dans le cas des compagnies pétrolières : concurrence avec les projets pétroliers éventuellement plus lucratifs) accès au réseau de Gazprom et aux marchés de consommateur. La stratégie du gouvernement (graphique ci-dessous) prévoit l'accroissement de la part des « indépendants » dans la production gazière du pays : celles-ci pourraient assurer plus de 20% de la production en 2020.

1.12. PRODUCTION DE GAZ RUSSE 1990-2020



Source : Stratégie énergétique de la Russie, scénario modéré (2003)

Cette contribution est-elle réaliste ? Selon certaines sources, les producteurs indépendants détiennent actuellement 24 % des ressources prouvées et leur volume d'extraction de gaz atteint seulement 17% de la production globale⁹¹. Ce déséquilibre devrait perdurer à moins que Gazprom, le monopole gazier, ne cesse sa manœuvre visant à acquérir toutes les réserves de gaz naturel du pays. En 2015, la Russie devrait pouvoir extraire entre 742 et 754 milliards de m³ de gaz. Une augmentation liée au développement du champ gazier de Chtokman, le développement de l'exploitation des réserves découvertes dans l'oblast d'Irkoutsk, ainsi que ceux situés à l'Extrême-Est du pays. Sur cette période, la production de Gazprom pourrait atteindre 615 milliards de m³, ou 83 % de la production totale pour 2015. Si ces objectifs sont atteints, les producteurs indépendants ne devraient assurer que 17 % de la production totale et ces derniers devraient rencontrer des difficultés à acquérir de nouveaux champs gaziers. En revanche, ces compagnies pourraient accroître leur part sur le marché russe si Gazprom échoue dans sa stratégie de développer ses importations d'Asie centrale ou bien prend du retard dans le développement des gisements du grand Nord.

⁹⁰ Soit de 7,8 \$ à 19,4 \$ pour un millier de mètres cube. Voir Vassili Zoubkov pour Rost, 13.12.2006.

⁹¹ *Kommersant*, 20.11.2006.

3. L'accès au réseau d'infrastructures

Selon la Loi fédérale du 19 juillet 1995, le transport du pétrole, des produits pétroliers et du gaz par gazoduc et oléoducs sont classés monopoles naturels et relèvent ainsi de la législation de l'Etat⁹². Officiellement, les réseaux d'oléoducs et de gazoducs ont été privatisés et appartiennent à Transneft et Gazprom. La législation permet en principe la construction de nouveaux pipelines, mais celle-ci est difficilement concevable sans l'approbation du gouvernement. La Loi Fédérale du 21 juillet 2005 prévoit ainsi des accords de concession entre la Fédération russe (ou une de ses entités) et le concessionnaire (compagnie russe ou étrangère) aux termes duquel ce dernier peut construire ou réhabiliter une infrastructure de transport puis l'opérer, en échange du paiement d'un droit de concession. La construction et réhabilitation des pipelines est régulée par le code foncier de la Fédération de Russie, la Loi Fédérale du 21 décembre 2004 (« Sur la conversion de la terre ou des parcelles d'une catégorie à une autre »). Pour les pipelines sous-marins, c'est la Loi Fédérale du 31 juillet 1998 (« Sur les mers intérieure, eaux territoriales et zones contiguës de la Fédération de Russie ») ainsi que celle du 30 novembre 1995, « Sur le plateau continental de la FR »).

a) Maintien du monopole Transneft malgré les privatisations

Le réseau d'oléoducs reste entièrement contrôlé par l'Etat par l'intermédiaire de *Transneft* qui opère sur un réseau de près de 47 000 kilomètres et *Transnefteprodukt*, sur le réseau de transport de produits pétroliers⁹³. Malgré l'abolition de quotas et de licences pour l'exportation, l'Etat conserve un contrôle étroit par l'intermédiaire des infrastructures de transport et l'interdiction de construire des *pipelines* privés, imposant de fait des limitations à l'exportation. Certaines compagnies pétrolières considèrent cette restriction comme étant l'un des principaux obstacles à l'accroissement des exportations pétrolières de la Russie⁹⁴. La compagnie pétrolière Lukoil fait par exemple figurer parmi les principaux risques pour la compagnie, le fait que la majeure partie du pétrole est transportée par la compagnie d'Etat Transneft, ainsi que le refus du gouvernement de donner des permis pour l'accès au réseau de transport de gaz naturel qui permettrait de développer les ressources gazières de la compagnie⁹⁵.

Les compagnies pétrolières ont tenté à plusieurs reprises de remettre en cause le monopole de Transneft, d'une part en dénonçant les restrictions imposées⁹⁶, tout en essayant de promouvoir de nouveaux projets d'infrastructures. Mais ces projets sont inévitablement soumis à l'approbation des autorités. Face aux pressions des compagnies, l'ex-Premier Ministre Mikhaïl Kasianov (2000-2004) a rappelé que le gouvernement ne céderait pas, tout en précisant que les compagnies pouvaient participer au financement des projets d'infrastructures, en échange d'une réduction tarifaire pour l'accès au réseau, ce à quoi plusieurs compagnies avaient répondu avec hostilité⁹⁷. Le seul *pipeline* ayant été en partie construit par des financements privés est le Caspian Pipeline

⁹² Loi Fédérale du 17.08.1995, N°147-FZ « O estestvennykh monopoliakh » (sur les monopoles naturels). Sa dernière modification date du 29.06.2004.

⁹³ En 2005, la capacité de Transneft s'élevait à 221 Mt, dont 72,1 Mt vers le Nord-Ouest ; 66,5 Mt vers l'Ouest et 66,2 Mt vers la mer Noire. De nouveaux flux vont se diriger vers l'Est (projet ESPO) et vers le Nord (projet Khariaga-Indigo). Viktor Khristenko, *op. cit.*, 2006.

⁹⁴ Entretien à Moscou en septembre 2003 avec Youri Borovski, rédacteur en chef de la *Yukos Review*. Voir également l'entretien avec Grigory Gurevitch, président de la Compagnie de pétrole Nobel, *Diplomat* N°2, 2004, pp.44-49.

⁹⁵ Annual Report Open Joint Stock Company « Oil company Lukoil 2002 », approuvé en 2003. Parmi les autres risques économiques et politiques évoqués par le rapport, on trouve l'instabilité du système d'imposition, l'environnement légal incertain, les conflits entre autorités fédérales et locales, l'instabilité économique globale, l'accès aux capitaux internationaux.

⁹⁶ En principe, chaque compagnie peut exporter 30% de sa production, mais plus pour celles qui un lobbying efficace.

⁹⁷ « Quest to play Kingmaker », *Oil and Gas Eurasia*, décembre-janvier 2002-2003, p.68.

Consortium (CPC), associant à 50% les gouvernements de Russie, du Kazakhstan et de l'Oman, et à 50% un consortium de compagnies pétrolières⁹⁸. **Le démantèlement de ce monopole n'est donc pas d'actualité et n'est pas jugé souhaitable par les principaux dirigeants politiques**⁹⁹.

b) Renforcement du monopole Gazprom par voie législative

Le réseau de gazoducs est connu sous le nom de l'Unified Gas Transportation System (UGS) dont Gazprom est le propriétaire. Il s'agit du réseau de transport de gaz le plus important du monde (153,300 kilomètres de longueur, 263 stations de compression).

La loi de 1995 crée la Commission fédérale de l'énergie (FEK en russe¹⁰⁰) laquelle est chargée de réguler les prix d'accès aux réseaux de pipelines. La Commission du gouvernement de la Fédération russe pour les oléoducs et gazoducs est chargée de réguler l'accès aux *pipelines*, en particulier ceux destinés à l'exportation¹⁰¹. En juillet 2006, le Parlement russe a adopté **une loi qui garantit le droit exclusif de Gazprom pour les exportations de gaz. L'adoption de cette loi a pour conséquence de compromettre toute perspective de ratification de la Charte de l'Énergie**. En effet, jusqu'à présent, Gazprom avait *de facto* le monopole sur les exportations. Avec cette loi, ce monopole est désormais renforcé de manière législative. La préservation du système UGS est d'ailleurs un des éléments clés de la stratégie énergétique. Notons que cette loi comporte toutefois des « clauses d'exception » : plusieurs PSA signés pour Sakhaline 1 et 2, ainsi que le projet Nord européen n'entrent pas dans le champ d'application de la Loi. En revanche, cette loi restreint l'accès des producteurs indépendants de gaz au réseau d'exportation (voir cas de BP-TNK à Kovykta).

L'état des infrastructures reste également préoccupant, en raison de leur âge et de leur vétusté (tableau ci-dessous), et leur renouvellement se pose de façon urgente.

1.13. LE RESEAU DE TRANSMISSION A HAUTE PRESSION DE GAZPROM (UGSS) EN 2005

Années depuis la construction	Longueur (kms)	% du total
0-10 ans	17 094	11,1
10-20 ans	47 586	30,9
20-33 ans	56 518	36,7
Plus de 33 ans	32 802	21,3
TOTAL	154 000	100,0

Source : J. Stern (p.36), d'après Pravda Gazovo Dvijhenia, Gazprom, N°1-2, 2005

4. Les conditions d'investissement

Des ressources financières considérables ont été mobilisées pour le développement de la branche gazière et pétrolière de l'URSS. Avec, la chute de l'Union soviétique s'ensuit d'une période de désinvestissement au cours de laquelle pratiquement aucun renouvellement du stock du capital n'est réalisé. Avec le rebond économique de l'après crise financière de 1998, les dépenses en capital fixe repartent à la hausse. L'investissement progresse fortement, mais le taux d'investissement reste inégal selon les branches.

Le Ministère russe de l'énergie estime qu'il faudrait investir dans l'ensemble du secteur énergétique entre 660 et 810 milliards de dollars d'ici 2020 afin d'assurer la modernisation et le

⁹⁸ *Oil and Gaz Eurasia, ibid.*, p.69.

⁹⁹ Voir le discours annuel de Vladimir Poutine devant la Douma (2004).

¹⁰⁰ FEK : *Federalnaya Energeticheskaya Kommissiya*

¹⁰¹ Ministère de l'énergie de la Russie (Minergo)

développement d'un secteur où les équipements et les principaux gisements datent de l'époque soviétique. L'AIE a pour sa part évoqué le montant d'1 trillion de dollars d'ici 2020. Ce chiffre astronomique demande une mobilisation importante de capitaux privés et publics.

a) La situation dans le secteur pétro-gazier

Gazprom

L'absence de données précises sur la répartition des revenus tirés de l'extraction, transport ou exportation rend particulièrement ardue l'analyse de la structure des investissements de la compagnie. De plus, Gazprom n'est pas un ensemble homogène et de nombreux intérêts s'affrontent au sein même de la compagnie.

Une étude russe sur le secteur gazier montre que pour satisfaire ses obligations jusqu'en 2020, Gazprom aurait besoin d'étendre considérablement son système de transport du gaz, les *pipelines* et les stations de compression, ainsi que le développement de nouveaux gisements¹⁰².

On estime nécessaire :

- la construction de 26.000 kilomètres de *pipelines* de 1420 millimètres de diamètre entre 2004 et 2020
- 137 nouvelles stations de compression
- le développement de nouveaux gisements de gaz. Selon ces prévisions, les trois principaux gisements actuels, ne produiront plus que 23% des besoins de Gazprom en 2020.

On estime également que, pour la seule construction des nouveaux *pipelines*, 3 milliards de dollars sont nécessaires. Les secteurs où d'importants investissements sont nécessaires par l'industrie gazière entre 2001 et 2020 sont les suivants :

- Exploration géologique : 25,5 à 33 milliards de dollars
- Coûts de production : 44,4 à 52,5 milliards de dollars
- Coûts de transformation : 21 à 22 milliards de dollars
- Transport : 83 à 96 milliards de dollars

L'ex-Ministre de l'Economie, German Gref souligne les insuffisances de la stratégie d'investissement de Gazprom : « *Large funds are spent to maintain the appropriate gas production level. In 2005 Gazprom's gas output made approximately 0.4 %. The RF Ministry of Economic Development many times drew attention to the fact that within the last years the company's investment strategy provided investing of only 30% of total investments in production, whereas the development of deposits located on Yamal Peninsula requires nearly \$70 billion. The major funds are invested in the development of infrastructure projects, mainly export-oriented ones* »¹⁰³

L'insuffisance des investissements dans la prospection et la construction de nouvelles capacités de production reste préoccupant pour la production sur le long terme. En revanche, Gazprom a investi dans l'acquisition d'actifs à l'étranger, notamment dans l'UE, ainsi que dans les infrastructures vouées à l'exportation (gazoduc nord-européen). La stratégie d'investissement de Gazprom mise donc en priorité sur le développement et la modernisation des infrastructures de transports. A certains égards, cette stratégie peut paraître justifiée : en effet, sans les infrastructures de transport, le développement de nouveaux gisements n'a pas de sens.

¹⁰² Rapportée par Roman Kupchinsky, Radio Liberty, 06.01.2006 (<http://www.rferl.org>), la traduction française est disponible sur : <http://www.terredebrut.org/article-1568385.html> (consulté le 30.01.2006).

¹⁰³ Entretien paru dans External Economic relations, 6 (26), 2006.

L'accroissement des coûts est un facteur important à prendre en considération. Précisons que développer un projet en Russie est beaucoup coûteux que n'importe où dans le monde, pour des raisons notamment climatiques. C'est là toute l'argumentation des interventionnistes pour lesquels l'Etat doit prendre en charge ces projets.

Un autre facteur restrictif généralement évoqué est **la dette de Gazprom**. Celle-ci aurait atteint 38 milliards de dollars, suite à l'achat de Sibneft. La dette contraindrait notamment Gazprom à devoir retarder le développement de nouveaux projets. Gazprom n'a pas encore mis en route le développement de nouveaux champs, notamment à Yamal et Chtokman, à l'exception de Zapolyaroye, qui compense temporairement le déclin des gisements traditionnels. Le report du développement de Yamal s'expliquerait par l'insuffisance des prix de vente, notamment sur le marché intérieur, un argument qui tient la route étant donné l'accroissement des coûts de production prévus pour la nouvelle génération de gisements. La direction de Gazprom attendrait donc que les prix soient suffisamment élevés sur le marché domestique pour entreprendre l'exploitation des gisements de Yamal.

Rosneft

Selon le programme de la compagnie, les investissements devraient s'accroître considérablement en 2007, avec 6,7 milliards de dollars. Près de 4,4 milliards devraient être investis dans la production et le transport, en grande partie pour assurer le développement du gisement géant de Vankor, situé à une centaine de kilomètres au-dessus du cercle polaire et dont la production est destinée à alimenter le pipeline ESPO, orienté vers les marchés de l'Asie-Pacifique.

Lukoil

La stratégie de Lukoil pour les dix prochaines années (2006-2016) projette d'accroître sa production jusqu'à 150 millions de tonnes de pétrole et produits pétroliers, et jusqu'à 50 milliards de m³ de gaz. Ainsi, la compagnie a présenté un plan d'investissement de 100 milliards de dollars, dont les $\frac{3}{4}$ sur le territoire russe. En 2006, les investissements se chiffraient à plus de 7 milliards de dollars. En 2007, la compagnie avait prévu d'investir 10 milliards de dollars.

Enfin, on notera que le gouvernement envisage un programme d'investissements massifs dans l'ensemble des infrastructures, l'un des plus importants au monde après la Chine. Pour le réaliser, le gouvernement prévoit d'attirer 80% du capital d'investisseurs privés, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles opportunités pour les compagnies étrangères d'ingénierie et de construction.

A compléter

b) Quelle place pour les investissements européens ?

Les besoins en financement pendant la période de dépression économique avaient contraint la Russie à faire appel aux investissements étrangers. En 1993, Youri Chafranik, alors Ministre de l'énergie, avait fait de la recherche d'investissements occidentaux une priorité de son ministère. Le besoin en investissements avait également contraint Boris Eltsine à signer en novembre 1997 un décret autorisant les compagnies étrangères à acheter des compagnies russes.

Cependant, les investissements étrangers sont restés faibles au cours des années 1990, en raison notamment de l'instabilité du cadre juridique, fiscal et financier. Durant cette période chaotique,

la Russie a acquiert la réputation d'un pays où il est risqué de faire des affaires. Au début des années 1990, les principaux obstacles allégués par les compagnies étrangères sont multiples¹⁰⁴:

- Les opportunités restent souvent marginales (elles concernent moins d'1% de la production)
- Le report incessant des grands projets et l'instabilité du cadre législatif
- La multiplication des conditions onéreuses des contrats
- Le risque d'annulation sans avertissement
- L'instabilité fiscale
- Les lourdeurs bureaucratiques

Les premières expériences des compagnies occidentales restent particulièrement négatives, par exemple avec l'affaire BP/Sidanco. La présence des grandes compagnies étrangères reste ainsi limitée à quelques projets spécifiques (PSA, JV). De plus, la baisse des cours du pétrole dans les années 1990 constitue un facteur non incitatif.

L'élection du Vladimir Poutine en mars 2000 est porteur d'espoirs en faveur d'une stabilisation politique et juridique. L'année 2000 coïncide avec la remontée des prix du pétrole, qui ranime l'intérêt des investisseurs étrangers. La JV BP/TNK en 2003 marque l'apogée de ce nouveau climat. Selon Jonathan Stern, l'accord BP/TNK doit montrer qu'il est possible d'investir et de faire des affaires en Russie et valider ainsi la nouvelle politique russe¹⁰⁵.

En même temps, l'année 2003 marque le début d'une nouvelle ère avec une reprise en main du secteur à partir du second mandat de Vladimir Poutine. En effet, avec le début du deuxième mandat de Poutine en mars 2004, les perceptions changent avec le constat d'une intervention politique croissante dans le secteur des hydrocarbures. Pour beaucoup, l'affaire Yukos en 2004 aurait contribué à décourager les investisseurs potentiels dans le secteur pétrolier. Paradoxalement, l'indice de confiance des investisseurs étrangers dans l'économie russe est en augmentation et bien que la Russie ait « mauvaise presse », le pays attire de plus en plus d'investissements étrangers. On notera également le contraste entre l'image de Khodorkovski véhiculée dans la presse occidentale : homme d'affaire brillant et défenseurs des valeurs libérales, et celle du gouvernement russe et de l'opinion publique, pour lesquels le patron de Yukos est décrit comme un criminel.

L'évolution de la notation financière attribuée au pays par les grandes agences de notation est également positive. Les investissements directs de l'étranger ont progressé de près de 40% entre 2004 et 2005. Le secteur énergétique attire près de la moitié des investissements étrangers directs (46% des investissements directs en 2005). On notera que le secteur pétrolier attire plus d'investissements que le secteur du gaz. Au cours des trois dernières années, des alliances stratégiques entre les compagnies pétrolières étrangères et russes ont ainsi été conclues. Par exemple en 2004, l'alliance ConocoPhillips et Lukoil, dans laquelle la compagnie américaine acquiert initialement 7,6% de Lukoil, augmenté par la suite à 20%.

1.14. INVESTISSEMENTS ETRANGERS DANS LA PRODUCTION DES COMBUSTIBLES (HYDROCARBURES ET CHARBON, EN MILLIARDS DE \$)

2003	2004	2005	2006
5,15	8,77	5,16	7,78

Données : Goskomstat (www.gks.ru)

¹⁰⁴ *The Economist*, 13.03.1993 (« Russia's cold shoulder ») et entretien avec Christian Becker, head of the representative office of the Society for economic development of Northern Westfalen in Russia, *Diplomat*, N°2 (118), 2004., pp.28-29.

¹⁰⁵ Entretien à Londres, septembre 2007.

Depuis le début de l'année 2007, les investissements étrangers ont considérablement augmenté par rapport à 2006. Selon le Goskomstat (Service Fédéral des statistiques), l'industrie extractive (hydrocarbures et charbon) a reçu 8,2 milliards de dollars d'investissements au cours du seul premier semestre 2007. A noter également que pour la première fois, l'industrie manufacturière a attiré plus d'investissements que le secteur des matières premières. Toutefois, les principaux pays investisseurs sont Chypre, les Pays-Bas, le Royaume Uni et le Luxembourg, ce qui signifie que beaucoup de ces investissements correspondent en réalité à un retour du capital russe et/ou des investissements de compagnies russes enregistrées dans un pays où le régime fiscal est plus avantageux.

Les prix du pétrole, l'accès de plus en plus difficile aux ressources des pays du Moyen Orient par exemple, ont contribué à stimuler l'intérêt pour les ressources pétrolières, mais aussi et surtout gazières de la Russie. Notons que les prix élevés du pétrole constituent un facteur essentiel, en raison des difficultés évoquées en première partie sur l'accès et l'exploitation des ressources russes.

L'accès de plus en plus restreint aux sources énergétiques mondiales et les prix élevés du pétrole ont accru l'intérêt des compagnies pétrolières internationales pour les zones où les coûts et les risques sont plus élevés¹⁰⁶.

Malgré l'amélioration du climat juridique et politique en Russie, les investissements étrangers sont restés plutôt faibles : en 2006, le pays est le 14ème récipiendaire d'investissements directs étrangers dans le monde (54 dollars cumulés par habitant), soit loin derrière les pays d'Europe centrale et orientale (2 235 dollars en moyenne). Le constat d'une faible présence des entreprises européennes est alors généralement mis sur le compte de l'image négative de la Russie auprès des entrepreneurs et investisseurs et des barrières administratives. La limitation de la part détenue par des compagnies étrangères à 49% décourage pour certains les investissements.

L'attitude vis-à-vis des investissements étrangers est également longtemps restée ambivalente en Russie. La venue des compagnies étrangères dans le secteur est perçue comme une intrusion : « *Notre problème réside dans l'exploitation des réserves off-shore. Mais pour ce qui est du travail sur la terre, notre expérience est probablement plus grande que n'importe qui. Pourquoi aurions-nous besoin de partenaires étrangers ?* » déclare ainsi un dirigeant de l'industrie pétrolière¹⁰⁷. L'insensibilité des compagnies étrangères aux réalités locales est fréquemment soulignée. Les résistances russes se manifestent à travers notamment les multiples remaniements de la législation sur les PSA.

Un sondage du VTsIOM, le Centre d'étude sur les opinions publiques de la Russie, réalisé en 2005, montre que 69% des interrogés se prononcent contre la participation du capital étranger dans le secteur pétrolier et gazier russe¹⁰⁸. Cette opinion est partagée par plusieurs personnalités qui considèrent que les investissements étrangers en Russie ne permettront pas d'aider le pays à se développer : l'apport de capitaux étrangers se fait au détriment du secteur local, des technologies locales, voir de la main d'œuvre locale. On a ainsi en Russie deux types d'approches :

- Ceux qui estiment que les investissements étrangers en Russie devront rester minoritaires (à hauteur de 20%)
- Ceux qui estiment que des investissements étrangers massifs sont nécessaires pour l'avenir de la production.

¹⁰⁶ Bill Page, « Prospect for foreign investment in the Russian oil and gas industry », Deloitte, 2006.

¹⁰⁷ *Financial Times*, 19.11.1997.

¹⁰⁸ Sondage réalisé en mai-juillet 2005, Press-release N°313, disponible sur : www.wciom.ru (consulté le 15.02.2006).

Pour l'ex-Ministre de l'énergie par exemple, Youri Chafranik, l'approche russe des investissements étrangers doit être revue :

*« Cela signifie que notre tâche à tous –Etat et Communauté des affaires- consiste à changer la formule (ou le modèle) d'attrait des investissements étrangers : au lieu d'avoir « les ressources et le capital russes+ les technologies, l'équipement et les experts étrangers », comme c'est le cas maintenant, il faut passer à « les ressources, les technologies, l'équipement et le service russes + le capital étranger »¹⁰⁹. **

Face à cette approche, certains occidentaux restent sceptiques : « les Russes voudraient des investissements sans contrepartie et sans obligations »¹¹⁰. Plusieurs acteurs et observateurs se plaignent également des signaux confus et contradictoires émis par les autorités russes à l'égard de la participation des compagnies étrangères dans les différents projets de développement énergétique.

L'écart entre les attentes des investisseurs étrangers et les acteurs locaux doit être également souligné. La plupart des compagnies étrangères espèrent en effet que la Russie appliquera les normes légales internationales et considèrent l'ouverture du pays comme une opportunité commerciale. En Russie, les investissements étrangers sont initialement envisagés comme une assistance provisoire, jusqu'à ce que le secteur soit réhabilité. Ces divergences d'appréciation sont à l'origine de nombreux malentendus entre Russes et Européens, notamment dans le cadre du « dialogue énergétique ».

Pourtant, il apparaît que l'approche du gouvernement russe n'est pas intrinsèquement hostile aux investissements étrangers, à condition que ceux-ci restent soumis au contrôle de l'Etat et à la vision de l'intérêt national défendue par le gouvernement. Les développements récents vont dans ce sens : seulement trois PSA ont été établies et il apparaît peu probable d'en voir de nouvelles. Pour certains responsables politiques, les PSA sont considérés comme une anomalie héritée du chaos de la décennie 1990 (voir les cas de Sakhaline et Kovykta). Les accords sur le partage de la production ont été introduits pour attirer les investissements étrangers, dans un contexte de prix du pétrole bas. Selon ce type d'accord, les compagnies qui participent au développement de gisements sont exonérés de pratiquement tous les impôts et ne payent que l'impôt social unique, ainsi que l'impôt sur les bénéfices et la taxe pour l'utilisation du sous-sol, à des taux avantageux. L'exemple le plus médiatisé est celui sur Sakhaline II, évoqué précédemment. La Russie ne devrait donc plus avoir recourt à l'avenir à ce type de mécanisme, comme l'ont confirmé plusieurs personnalités politiques en Russie, et ce en raison de l'amélioration du climat d'investissement et de la conjoncture extérieure.

D'une manière générale, la Russie s'est lancée dans un processus de réformes destinées à rapprocher le cadre réglementaire russe des règles et pratiques internationales, en vue d'améliorer le climat des affaires, notamment en créant un environnement fiscal plus favorable que par le passé.

Mais les difficultés d'implantation pour les entreprises étrangères sur le marché russe demeurent : la comptabilité et la fiscalité russe reste très lourde, et des progrès restent à faire en matière d'harmonisation réglementaire. En pratique, **le manque d'application effective des lois, l'administration très procédurière et la corruption constituent des freins réels.**

A signaler : la Loi Fédérale « Sur les investissements étrangers dans la Fédération de Russie » (N°160-F3) a été voté le 9 juillet 1999. Sa dernière modification est datée du 03.06.2006. Vladimir Poutine a annoncé l'adoption en 2008 d'une nouvelle modification

¹⁰⁹ Intervention lors du cinquième congrès de l'Union des producteurs de pétrole et de gaz de la Russie, le 03.12.2002.

¹¹⁰ Entretien au poste d'expansion économique de l'ambassade de France à Moscou, octobre 2004.

restrictive à l'égard des investissements étrangers, « à l'image de plusieurs pays européens ».

c) Le cas du projet Chtokman : révélateur des alliances énergétiques futures ?

Les réserves gazières de Chtokman sont évaluées à plus de 3 trillions de gaz, ce qui en fait l'un des plus importants gisements de la Russie et du monde. Le champ, découvert en 1988, est situé dans la mer des Barents, à environ 600 kilomètres de la côte et de Mourmansk. L'investissement initial requis pour la première phase du projet est évalué à 10-13 milliards de dollars. La production maximale pourrait atteindre 70 milliards de m³ par an.

L'exploitation de ce gisement est en discussion depuis 1991, date à laquelle un premier consortium composé de compagnies étrangères soumet une étude de faisabilité au gouvernement. L'instabilité économique et politique qui caractérise alors la Russie fait que les compagnies occidentales espèrent vouer le projet uniquement à l'exportation : il est ainsi prévu que le gisement approvisionnerait directement les marchés européens par *pipelines*, ce qui aurait permis par la même occasion de minimiser le « risque russe »¹¹¹. En 1992, la mise en œuvre du développement est confiée à une compagnie russe, Rosshelf, comprenant Gazprom et plusieurs producteurs du secteur militaire. Toutefois, le projet stagne au cours des années 1990 : les gisements en exploitation suffisent à alimenter une demande en baisse et la baisse des prix du pétrole et les impayées détériorent la situation financière de Gazprom, contrainte de se focaliser sur la mise en exploitation de Zapolyarnoye au Nord de la Sibérie occidentale.

Toutefois, l'accroissement de la demande mondiale en gaz, et plus précisément en GNL, a ravivé l'intérêt pour ce gisement en Europe et aux Etats-Unis. Le déclin des gisements traditionnels en Russie a fait du développement de Chtokman une nouvelle priorité pour Gazprom.

Le développement du projet requiert l'utilisation de technologies *offshore* particulièrement complexes. Le développement du projet dépend également de la mise en place de techniques de liquéfaction (GNL), ce qui permettrait des exportations vers les Etats-Unis.

Les partenaires initialement impliqués comprenaient les compagnies norvégiennes Statoil et Hydro, ExxonMobil et les Japonais avec Mitsui et Sumitomo. Le projet visait initialement le marché européen par pipeline et la mer baltique. Mais en raison d'une demande européenne incertaine et des coûts de transport élevés, le projet avait été orienté vers l'exportation de GNL, visant ainsi le marché américain. Or, la décision de transformer Chtokman en projet GNL ou pipeline a des conséquences décisives en terme de marché d'exportation : pour le GNL, le marché américain est privilégié, tandis que pour le pipeline, c'est le marché européen et le marché domestique qui sont essentiellement visés. En septembre 2005, cinq compagnies occidentales étaient retenues pour participer au développement du gisement : Statoil, Norsk Hydro, Chevron Texaco, ConocoPhillips et Total.

Au cours des mois qui suivent, la situation évolue : lors du sommet franco-germano-russe à Compiègne (septembre 2006), Vladimir Poutine annonce que le gaz de Chtokman pourrait être livré sur le marché européen. Pour certains observateurs, la décision serait liée aux négociations difficiles entre Moscou et Washington pour l'accès de la Russie à l'OMC. Par la suite, le président russe a précisé que le gazoduc nord-européen (Nord Stream) pourrait être alimenté non seulement par le gisement de Yuzhno-Russkoye, mais également par Chtokman. La volatilité des prix du gaz sur le marché américain aurait également incité les Russes à privilégier le projet de livraison par pipeline vers le marché européen.

¹¹¹ Vladimir Feygin, « Are the energy majors in decline ? », *Russia in Global affairs*, janvier-mars 2007.

Après plusieurs mois d'incertitudes, Gazprom a annoncé en octobre 2006 que les compagnies étrangères ne pourraient pas obtenir des parts du capital de Chtokman, mais pourrait participer au projet en tant que compagnie sous-traitante. La Russie joue sur le fait qu'aucun des partenaires présents n'a accordé en échange la perspective d'une participation au marché des consommateurs : Gazprom aurait ainsi tenté de négocier un accès aux marchés européens et américains du gaz en échange d'une participation au projet Chtokman¹¹². On a vu aussi que la Loi russe restreint l'accès des compagnies étrangères aux gisements dont les réserves sont significatives, ce qui est le cas pour Chotkman.

Gazprom reste ainsi le seul détenteur de la licence, même si la compagnie devra faire appel aux compagnies étrangères pour développer le projet. En juin 2007, Gazprom annonçait que la participation de la compagnie française TOTAL (25%), suivie en octobre 2007 de la norvégienne Hydro (24%). Selon les termes des deux accords, une société commune sera chargée de « l'étude, le financement, la construction et l'exploitation des infrastructures ». La décision finale d'investissement sera prise en 2009, au terme de la phase d'étude. Les investisseurs étrangers peuvent ainsi participer au projet, mais sans prise de participation majoritaire et sans détention de la licence d'exploitation, qui reste sous contrôle de Gazprom.

C. LES ALLIANCES AVEC LES AUTRES PAYS PRODUCTEURS

La Russie, en tant que pays producteur de pétrole de premier plan n'a jamais fait partie de l'OPEP, même si elle y dispose d'un siège d'observateur et participe aux rencontres de l'organisation. Les réticences de la Russie à l'égard de ce type d'organisation témoignent de la volonté du pays à ne pas se soumettre à des règles collectives contraignantes. Rappelons également que la décision du gouvernement de baisser ses exportations en 2002 en accord avec l'OPEP, n'avait pas été respectée par les compagnies qui ont continué à exporter¹¹³. Plus généralement, le refus d'intégrer une organisation qui limiterait sa marge de manœuvre apparaît comme une constante de la politique étrangère et commerciale du pays¹¹⁴.

La Russie a également conclu un certain nombre d'accords régionaux ou bilatéraux avec d'autres pays producteurs de gaz, suscitant des inquiétudes en Europe sur les risques d'une entente entre les pays exportateurs. Les protocoles signés avec l'Algérie en août 2006 en janvier 2007 ont conduit le Commissaire européen de l'Énergie, Andris Pielbags, à accuser les deux pays de vouloir créer un cartel. Le *memorandum of understanding* entre Gazprom et Sonatrach en août 2006 avait suscité des inquiétudes parmi certains pays de l'UE : le ministre de l'industrie italien, Pierluigi Bersani aurait ainsi adressé une lettre au commissaire européen Piebalgs au sujet des pressions possibles sur les prix européens du gaz qu'un accord entre les fournisseurs les plus importants pourraient susciter¹¹⁵.

L'idée d'un « cartel du gaz » a largement occupé l'espace médiatique en 2007, sans pour autant véritablement analyser le rôle d'une telle structure. Pourtant, la possibilité d'un contrôle des prix par la cartellisation du marché reste peu probable et surtout incompatible avec l'organisation actuelle du marché du gaz¹¹⁶. Un examen attentif des projets de coopération entre pays

¹¹² *Ria Novosti*, 08.12.2006 et entretiens à Statoil, mai 2007.

¹¹³ Selon Evgeny Khartukov, le directeur de l'International Center for Petroleum Business Studies, le gouvernement n'est pas non plus en mesure d'exercer un contrôle sur les compagnies du secteur qui ont été privatisées. Entretien avec le journal *Evropa*, N°3(21), mars 2002.

¹¹⁴ Thomas Gomart, « La Russie, Enjeux internationaux et intérieurs », *Politique étrangère*, septembre 2007.

¹¹⁵ *Financial Times*, 09.08.2006.

¹¹⁶ Voir l'étude de Dominique Finon, « La Russie et l'OPEP du gaz » : vraie ou fausse menace ? », *Russie.Nei.Visions* n°24, IFRI, novembre 2007.

producteurs et leurs implications montre en effet que la perspective d'une « Opep du gaz » est peu probable¹¹⁷.

L'un des premiers obstacles à ce type de cartel est qu'il n'existe pas de prix mondial du gaz sur lequel un cartel pourrait exercer son influence. La plus grande partie des approvisionnements s'effectue sur la base de contrats de long terme entre les distributeurs et les producteurs¹¹⁸. Les livraisons de gaz russe en Europe restent essentiellement assurées par des contrats de long terme, lesquels garantissent les quantités et les prix (indexés sur le prix du pétrole). Avec des prix durablement élevés du pétrole, les producteurs n'ont pas non plus intérêt à ce que la situation soit modifiée. Comme le remarque Dominique Finon : « *le véritable défenseur du prix du gaz reste l'OPEP en assurant la stabilité du prix du pétrole à des niveaux moyens ou élevés* »¹¹⁹. De plus, le développement de nouveaux projets gaziers, impliquant des investissements toujours plus élevés, plaide en faveur du maintien des contrats à long terme, tant du côté des consommateurs que du côté des producteurs.

La faible intégration des marchés gaziers régionaux constitue une contrainte supplémentaire. En effet, le marché gazier est fortement régionalisé avec trois principaux marchés régionaux : le marché européen, nord-américain et est-asiatique. A noter cependant que les échanges gaziers inter-régionaux sont prévus à la hausse grâce au gaz naturel liquéfié (GNL). L'AIE prévoit l'augmentation de la part des échanges gaziers inter-régionaux de 16% en 2000 à 28% en 2030 et certains parlent déjà de « mondialisation » du marché du gaz¹²⁰.

Signalons enfin l'existence d'un Forum des pays exportateurs de gaz (*Gaz Exporting Countries Forum*), créé en 2001. Son organisation reste cependant chaotique¹²¹ : il n'y a pas de définition précise du statut d'Etat membre en raison de la grande variété des Etats exportateurs de gaz et les objectifs demeurent flous. Il n'existe par non plus de site et d'informations pour la presse. La création de ce Forum serait liée en partie de la libéralisation du marché européen, effectuée sans consultation des pays producteurs, et dans un contexte de bas prix du gaz à partir de 1998. L'objectif des initiateurs du Forum visait à établir une coordination sur les quantités et la formation des prix sur le long terme. Jusqu'à présent, on note une participation relativement marginale de la Russie.

Les inquiétudes exprimées dans la presse internationale semblent s'être fait jour à l'occasion de plusieurs déclarations des présidents russe, iranien, algérien. L'Iran, détenteur des deuxièmes réserves gazières mondiales après la Russie, aurait ainsi lancé l'idée d'une coordination étroite entre producteurs à l'occasion du Sommet de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) en juin 2006, et ce peu avant le G8 de juillet 2006¹²². Pour la Russie, l'idée d'une Opep du gaz répond aussi en quelque sorte au Livre Vert de la Commission européenne de mars 2006, qui considère que la coordination des pays consommateur permettrait de peser sur les négociations avec les pays producteurs qui agissent de façon isolée¹²³.

¹¹⁷ Sur ce thème, voir les analyses de Dominique Finon, *op. cit.*, Jonathan Stern, et Hadi Hallouche, « The gas exporting countries forum and Europe », IAEE Newsletter, Fourth Quarter 2006, pp.16-17.

¹¹⁸ En France, 97% du gaz dépend de tels contrats. Seul le Royaume uni fait figure d'exception avec 70% du gaz échangé sur un marché organisé, en raison de son passé de producteur. *La Tribune*, 05.02.2007, p.20.

¹¹⁹ Dominique Finon, *op. cit.*, p.7.

¹²⁰ Luciani Giacomo (2004), Background paper for the Third Annual Conference on the geopolitics of energy, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, Florence, 8/9.07.

¹²¹ Hadi Hallouche, *op. cit.*

¹²² A noter qu'à cette occasion, la Russie et l'Iran ont conclu un accord stratégique visant à soutenir la construction d'un gazoduc Iran-Pakistan-Inde.

¹²³ Commission européenne, Livre Vert « Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable », COM(2006)105 final, Bruxelles, 08.03.2007.

Dominique Finon propose également une autre lecture de ces déclarations, qui va dans le sens des entretiens que nous avons effectués avec plusieurs industriels: « *Cette lecture consiste à voir la Russie comme attachée au maintien de sa crédibilité dans les relations gazières internationales et consciente du risque de l'usage politique des ventes pour les relations commerciales durables* »¹²⁴. En d'autres termes, les déclarations des autres pays producteurs auraient gêné la Russie, qui aurait ainsi tenté de les « canaliser » en tâchant de déradicaliser le débat.

Ajoutons par ailleurs que les projets de coopération entre la Russie et les autres pays producteurs s'inscrivent dans le cadre d'objectifs de politique étrangère qui dépassent les simples accords gaziers. Le partenariat avec l'Algérie par exemple comprend des coopérations dans plusieurs domaines, notamment militaire (important contrat portant sur l'achat d'avions militaires). Le protocole gazier de janvier 2007 entre Gazprom et la Sonatrach prévoit essentiellement une coopération dans la production et le transport¹²⁵. Il n'y a donc pas de stratégie d'alliance pour exercer des pressions sur les prix, mais plutôt une volonté de coordination et de coopération sur les technologies (GNL par exemple). Le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil a par ailleurs explicitement écarté cette possibilité, en raison des caractéristiques de l'industrie gazière, c'est-à-dire rigide et régionalisé.

Signalons aussi que Gazprom a signé un contrat avec le Vénézuéla en 2006 pour participer au développement de l'industrie du gaz dans ce pays. Ce contrat est conforme à la stratégie internationale de la compagnie mais ne correspond en aucun cas à une logique de « cartellisation ».

La Russie souhaite également participer au développement des exportations de gaz de l'Iran. Ces projets de coopération s'inscrivent dans le cadre d'une entente bilatérale complexe que nous en pouvons détailler ici. Signalons cependant que des intérêts contradictoires, notamment sur les réseaux d'infrastructures dans la région Caspienne et l'Asie centrale, pourraient peser sur cette relation (voir chapitre 3). Quant au Qatar, détenteur des troisièmes réserves mondiales de gaz, celui-ci ne semble pas disposé à s'allier avec la Russie. Reste également à savoir si l'Iran et le Qatar pourraient devenir à long terme des concurrents de la Russie.

Pour conclure, les craintes d'une « Opep du gaz » ne semblent pas justifiées et de l'avis de Jonathan Stern, ne font que détourner l'attention des vrais problèmes du secteur gazier russe¹²⁶.

Implications stratégiques pour l'Union européenne

Après des années d'incertitudes et de contradictions, une nouvelle stratégie industrielle russe voit le jour: celle-ci se caractérise par un accès limité et contrôlé à ses ressources et pourrait se résumer par une « participation contrôlée des investissements étrangers » dans les secteurs gaziers et pétroliers. L'Etat renforce sa majorité de contrôle, tout en offrant aux investisseurs étrangers la possibilité d'acheter une part minoritaire. Il y a donc une ouverture en raison des besoins de financement, mais le gouvernement reste maître des décisions et contrôle les gisements et les infrastructures stratégiques.

Dans le secteur pétrolier, c'est un nouvel équilibre entre l'Etat et les compagnies pétrolières privées qui se dessine. La Russie de Vladimir Poutine se positionne en net contraste avec la décennie précédente avec le renforcement du contrôle de l'Etat et l'émergence d'une compagnie d'Etat puissante, Rosneft.

¹²⁴ Dominique Finon, *op. cit.*

¹²⁵ Voir également la coopération avec Rosneft/Stroytransgas (découverte d'un champ gazier dans le sud algérien).

¹²⁶ Entretien à Londres, septembre 2007. Voir également Jonathan Stern, *op. cit.*

Dans le secteur gazier, Gazprom domine la scène russe et renforce ses positions sur la scène internationale. Toutefois, ses dirigeants devront parvenir à réaliser un équilibre subtil entre :

- 1. Le déclin des champs traditionnels de grande taille et l'entrée en production de nouveaux champs*
- 2. La part de Gazprom et celle des « producteurs indépendants »*
- 3. La production en Russie et la contribution des pays de l'Asie centrale*
- 4. L'arbitrage entre les différents marchés de livraison : russe, CEI, européen, asiatique et Nord-américain*

Plus généralement, il apparaît désormais presque impossible d'envisager des activités sans un partenaire local, souvent contrôlé par l'Etat. La Stratégie énergétique russe met bien en évidence le caractère central de l'énergie pour le développement économique du pays et son rôle stratégique pour la défense des intérêts de la Russie sur la scène économique et diplomatique internationale. Pour ces raisons, l'Etat russe va conserver un contrôle sur ce secteur stratégique. Ainsi, l'établissement et le développement d'une coopération au niveau gouvernemental est plus que jamais indispensable. En ce sens, la consolidation du pouvoir et le contrôle des investissements par l'Etat soulève de nouveaux défis pour l'UE en terme de politique étrangère.

Le pays dispose de grandes réserves d'hydrocarbures, notamment gazières, mais ces richesses se localisent dans des lieux de plus en plus difficiles d'accès (Sibérie orientale, zone arctique). Les champs découverts à l'époque soviétique sont en voie d'épuisement. L'une des interrogations majeures porte sur la réalisation des investissements suffisants pour pouvoir développer ce patrimoine énergétique sur le long terme. Dans les deux secteurs, l'efficacité énergétique reste extrêmement faible, même pour un pays dont le climat est particulièrement froid. Avec une croissance économique soutenue en Russie depuis 1998, la demande énergétique interne ré-augmente, ce qui limite à l'avenir les possibilités d'exportation du pays (chapitre 2). La persistance des faiblesses structurelles et l'insuffisance des investissements dans la production figurent parmi les principaux handicap du pays en tant que grand pays producteur.

En même temps, des opportunités nouvelles se font jour : avec le programme de développement des infrastructures lancé par le gouvernement, pour lequel il est prévu que 80% du financement sera assuré par des investisseurs privés (800 milliards de dollars), la Russie offre ainsi des perspectives nouvelles aux compagnies européennes.

Or, l'image négative de la Russie masque les potentialités considérables pour les investisseurs européens. Le renforcement de l'Etat de droit apparaît toutefois plus favorable au développement d'une coopération que la libéralisation et les privatisations chaotiques des années 1990. Les expériences des compagnies étrangères qui se sont aventurées en Russie au cours de cette période sont là pour le rappeler.

En revanche, la corruption endémique et la bureaucratie constituent les véritables obstacles qui limitent le développement d'une coopération. La Russie souffre en effet des lourdeurs d'une bureaucratie peu efficace et souvent corrompue, face à laquelle les individus et les petites entreprises n'ont souvent pas les moyens de se défendre. Les investisseurs potentiels la considèrent comme l'un des principaux obstacles à l'investissement.

L'UE pourrait ainsi encourager la mise en place d'une administration publique honnête et efficace, avec notamment la mise en œuvre du Concept de réforme administrative adopté en octobre 2005. L'application rigoureuse et cohérente des lois influera directement sur le succès des projets de coopération technologique et industrielle entre les pays de l'UE et la Russie.

II. LA RUSSIE, PAYS CONSOMMATEUR

Dotée de ressources énergétiques abondantes, la Russie est aussi un gros consommateur d'énergie. Poussée par la croissance économique, la demande croît plus rapidement que la production. Même si l'intensité énergétique s'est nettement améliorée avec la reprise économique, la Russie demeure un pays où l'intensité énergétique est l'une des plus élevées au monde. La forte intensité énergétique qui caractérise l'économie russe découle de plusieurs facteurs structurels : climat rude, héritage industriel de l'Union soviétique, notamment les industries lourdes (métallurgie, extraction de matières premières) et maintien du prix du gaz artificiellement bas. La vétusté des installations, les nombreux gaspillages, le gaz torché, le rendement faible des stations thermiques, caractérisent un système d'approvisionnement énergétique peu efficace. En même temps, cela signifie le potentiel d'économie d'énergie et d'amélioration de l'efficacité énergétique est considérable : le remplacement progressif des infrastructures héritées de l'Union soviétique constitue un premier facteur en faveur de la réduction de l'intensité énergétique.

Le secteur gaz est particulièrement concerné par les problèmes d'inefficacité, d'autant plus qu'il représente une part prédominante dans la balance énergétique nationale. La Russie est le deuxième consommateur de gaz mais son efficacité énergétique est deux à trois fois inférieure à celle des pays européens. Le maintien du prix du gaz à des cours artificiellement bas au cours des années de dépression a limité la contraction de la demande, ce qui s'est traduit par un accroissement de la part du gaz dans la balance énergétique du pays, et ce au détriment du pétrole, marqué par une libéralisation des prix et l'introduction des mécanismes du marché. En l'absence d'une politique volontariste visant à maîtriser l'utilisation d'énergie, la demande gazière devrait poursuivre sa croissance à raison de 2-3% par an en moyenne. Pour le pétrole, l'accroissement de la consommation dans un contexte de ressources limitées et en l'absence de la découverte de nouveaux gisements significatifs, fait que les exportations sont déjà prévues à la baisse sur le long terme.

L'accroissement incontrôlé de la consommation d'énergie soulève des interrogations quant à la capacité du pays à satisfaire la demande interne et honorer ses contrats d'exportation vers l'Union européenne. Ce chapitre montre ainsi que la maîtrise de la consommation d'énergie en Russie est un enjeu crucial pour la sécurité énergétique de l'Europe et de la Russie. Jusqu'à présent, la Russie n'a pas vraiment œuvré pour la mise en place de politiques de conservation et d'amélioration de l'efficacité énergétique. Dans ce contexte, la politique des prix est-elle en mesure d'influencer la demande de gaz à la baisse ? Incitera-t-elle les industries à renouveler leurs infrastructures avec des équipements plus modernes, plus efficaces, et donc moins consommateurs d'énergie ?

En terme de coopération avec l'UE, le chapitre « Russie pays consommateur » met en évidence l'importance d'une coopération technologique dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique de la Russie et la réduction des gaspillages. A ce niveau, les opportunités de coopération sont considérables.

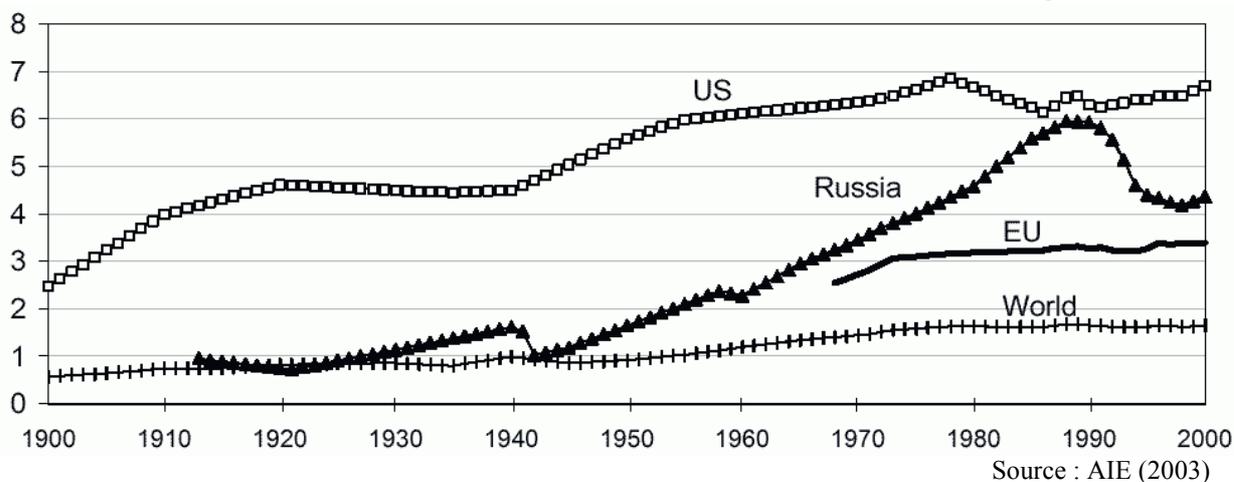
A. L'EVOLUTION DE LA DEMANDE

1. Demande énergétique et croissance économique

Le graphique suivant montre l'évolution de la consommation par habitant aux Etats-Unis, en Europe, en Russie et dans le monde. On note qu'après avoir atteint un pic (7 pour les Etats-Unis,

3 pour l'UE), la consommation d'énergie par habitant a diminué ou s'est stabilisée suite aux chocs pétroliers des années 1970. En Russie en revanche, la consommation/habitant s'est accrue de façon continue jusqu'en 1990, suivie d'un effondrement avec la période de dépression.

2.1. CONSOMMATION D'ENERGIE PAR HABITANT EN TONNES DE CHARBON EQUIVALENT



On a vu dans le chapitre précédant que la Russie post-soviétique avait connu deux phases bien distinctes de 1990 à 1998 (dépression), puis de 1998 à aujourd'hui (forte croissance). En terme de consommation d'énergie et d'intensité énergétique :

De 1990 à 1998 :

- La demande énergétique globale a baissé de plus de 34%
- L'intensité énergétique a augmenté de près de 16%

Depuis 2000:

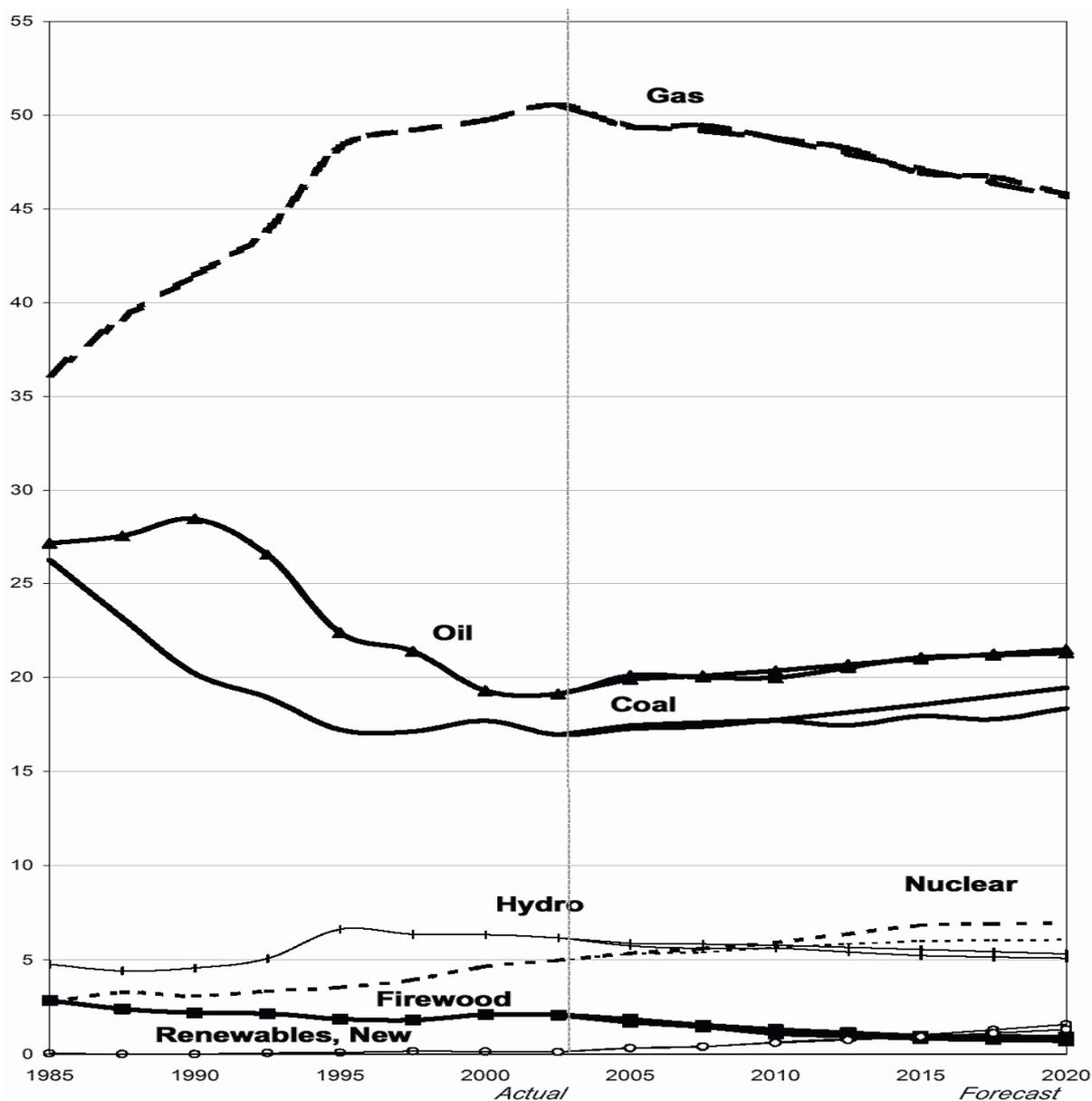
- La demande énergétique a augmenté de plus de 10%
- L'intensité énergétique a décliné de plus de 23%

Le tableau ci-dessous résume les projections de la stratégie énergétique du gouvernement russe jusqu'en 2020. La demande d'énergie primaire est prévue d'augmenter de 27% selon le scénario modéré et de près de 40% selon le scénario optimiste. Les projections pour la demande d'électricité sont respectivement de 37% et 49%. Si l'on prend en compte la diminution de la population, la croissance de la consommation d'énergie par habitant pourrait atteindre 40-45% (50-60% pour l'électricité), ce qui présente un accroissement considérable¹²⁷.

Quels que soient les scénarios, le gaz reste la source d'énergie prédominante, même si sa part est prévue à la baisse dans la demande d'énergie globale, soit de plus de 50% à 45-46% en 2020. L'un des objectifs du gouvernement est de réduire la part du gaz jugée trop importante dans la balance énergétique russe. La stratégie prévoit ainsi de substituer l'utilisation de gaz pour la génération d'électricité par du charbon, ainsi que le développement de la branche nucléaire.

2.2. EVOLUTION DE LA CONSOMMATION PAR TYPE D'ENERGIE EN RUSSIE (EN%)

¹²⁷ Voir A. Makarov, *New energy consumption and supply trends (worldwide and Russia)*, Institut de l'Energie RAN, Moscou, 2005.



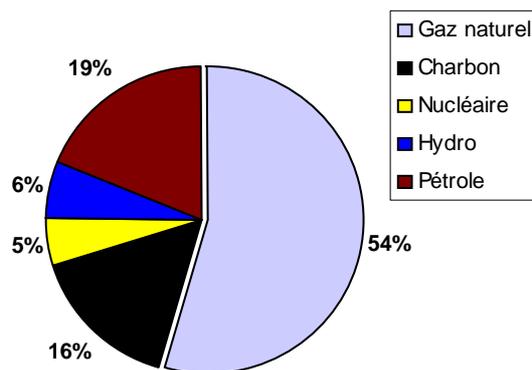
Source : Stratégie énergétique de la Russie et Institut de l'Énergie-RAN de Moscou (2005)

2.3. LES PROJECTIONS DE LA DEMANDE ÉNERGETIQUE RUSSE 1990-2020

Millions de tonnes de fuel équivalent	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020
Gaz	531	469	450	466-480	497-531	511-558	525-580
Pétrole et produits pétroliers	371	235	181	195-205	215-228	236-257	252-283
Combustibles solides	253	141	177	180-185	191-213	214-225	231-255
Énergie non combustible*	111	94	96	104-105	117-123	129-140	137-152
Total	1266	939	904	945-975	1020-1095	1090-1180	1145-1270

Source : Stratégie énergétique de la Russie (2003), Figure 7.

2.4. CONSOMMATION RUSSE PAR TYPE D'ÉNERGIE (2005)



Données : Energy Information Administration (2006)

Plusieurs facteurs laissent à penser qu'un accroissement de la demande (toutes énergies confondues) reste inévitable :

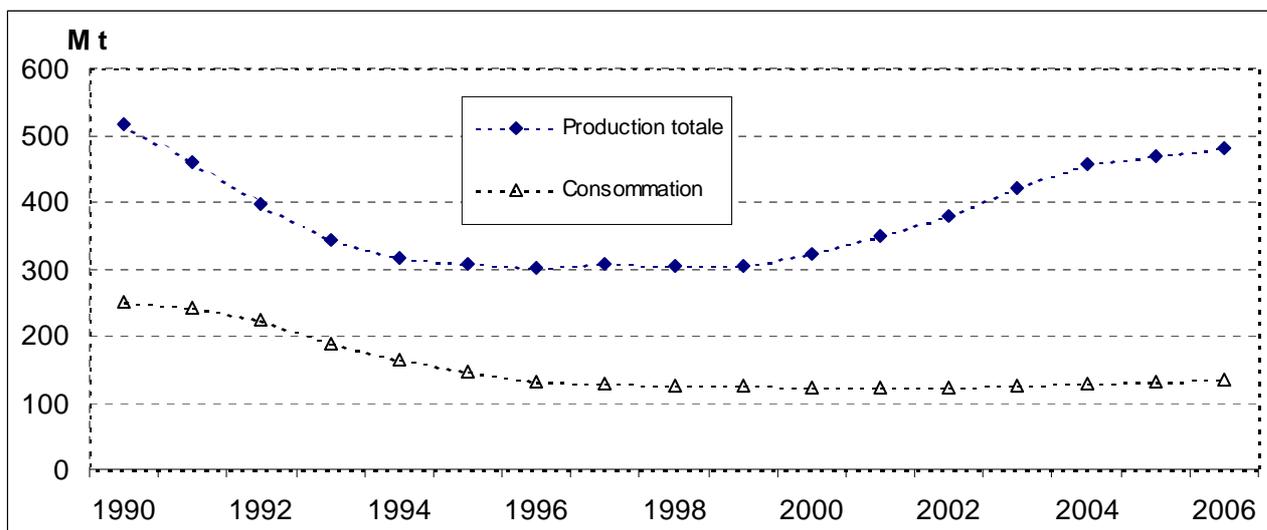
- Le niveau des prix actuels sur le marché intérieur n'incite pas aux économies d'énergie (voir paragraphe 3) et le remplacement des équipements obsolètes risque de prendre du temps ;
- La structure industrielle du pays repose toujours en grande partie sur des industries à forte intensité énergétique (métallurgie, activités minières, production d'hydrocarbures, etc.) malgré la tertiarisation de l'économie ;
- Le climat et les distances du pays ;
- Le maintien d'une forte croissance économique, d'autant plus que pour se rapprocher du niveau de vie européen moyen la consommation sera inexorablement amenée à s'accroître.

2. Secteur pétrolier

Le graphique ci-dessous résume l'évolution de la production et de la consommation de pétrole depuis 1990. L'effondrement de la consommation témoigne de l'ampleur de la crise économique que traverse le pays au cours de ces années : celle-ci passe d'environ 2 tonnes par personne et par an en 1985 à 0,8 tonnes en 2001¹²⁸. Elle s'accompagne d'une diminution de près de 50% de la demande solvable d'énergie. La demande de pétrole a chuté en partie en raison du déclin des activités industrielles et en raison d'un recours moindre au pétrole au profit du gaz, dont le prix est bloqué. A noter que le rebond de la production à partir de 2000 a principalement profité aux exportations, alors que l'accroissement de la demande interne est resté modéré (123 Mt en 2000 puis 133 Mt en 2006).

2.5. LE SECTEUR PETROLIER RUSSE : PRODUCTION ET CONSOMMATION (1990-2006)

¹²⁸ R. Nigmatulin et B. Nigmatulin, « Neft, gas, energia, mir, Rossia : sostoyanie i perspektivi » (Pétrole, gaz, énergie, monde, Russie : état des lieux et perspectives), *Atomnaja Strategija*, N°20, janvier 2006.

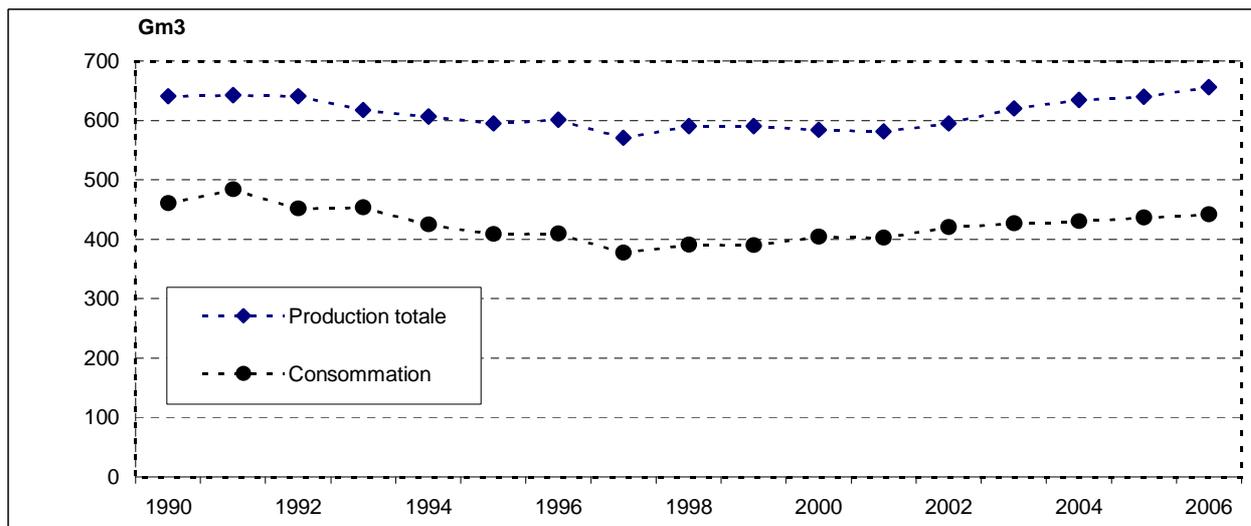


Données : Renaissance Capital, Ministère de l'industrie de la Russie (2004, 2006)

Selon les projections de la Stratégie énergétique jusqu'en 2020, l'accroissement de la demande en combustibles liquides (pétrole et produits pétroliers) est évalué à 20-22%, poussée par les besoins dans le secteur des transports.

3. Secteur gazier

2.6. LE SECTEUR GAZIER RUSSE : PRODUCTION ET CONSOMMATION (1990-2006)



Données : Gazprom, Mintopenergo (2006, 2007)

La consommation s'est également relativement maintenue au cours de la dépression, en raison du prix subventionné sur le marché intérieur et en raison du déclin du recours aux autres énergies. Il en résulte un accroissement de la part du gaz dans la balance énergétique russe au cours des années 1990 : celle-ci est passée de 40% à près de 50% de la consommation totale d'énergie.

En 2006, la consommation se chiffre à 464 Gm³, faisant de la Russie le deuxième consommateur mondial de gaz naturel après les Etats-Unis. La Russie connaît la plus forte croissance en volume, soit environ 27 Gm³ de plus que 2005 (+6,7%). A l'échelle mondiale, la Russie est responsable de 40% de l'accroissement global de la consommation de gaz pour 2006 en volume

(soit +70,5 Gm³)¹²⁹. En comparaison, la Chine a accru sa consommation de 10,1 Gm³, soit +21,6%¹³⁰.

Pour beaucoup, l'accroissement dynamique de l'année 2006 ne serait pas exceptionnel et ouvrirait une période de croissance soutenue de la consommation. La consommation de gaz est poussée à la hausse par la croissance économique, qui se traduit par une forte croissance de la consommation d'électricité (+3,7% en 2006), alors que la moitié de l'électricité est générée par des centrales thermiques alimentées au gaz naturel. La Russie devrait connaître une croissance dynamique au cours des prochaines années, suivie d'un ralentissement : d'une part la croissance du PIB est prévue sur les prochaines années, entraînant la demande énergétique à la hausse. D'autre part, l'introduction de nouveaux équipements et de technologies moins consommatrices d'énergie ne devraient faire ressentir leur effet que sur le moyen et le long terme.

Par ailleurs, un programme national pour le développement du réseau de distribution de gaz, en russe « gazifikatsia », contribue à accroître la demande en gaz naturel, notamment dans les régions de l'Est. La situation en Sibérie orientale et en Extrême-Orient est dans une situation paradoxale : son taux d'accès au gaz est de 5% alors qu'elle est dotée de réserves gazières. Ce programme a aussi pour objectif principal de développer la région sibérienne et l'Extrême orient, qui ont particulièrement souffert du déclin économique et démographique. Derrière ce programme, on notera l'enjeu sécuritaire: celui de rattacher ces régions éloignées, qui sont à la traîne économiquement et sous pression démographique de la Chine¹³¹.

A l'échelle nationale, Gazprom prévoit d'accroître le taux de « gazifikatsia » à 60% pour 2008 contre 52% en 2005¹³². Selon les estimations de l'AIE, le programme de « gazifikatsia » lancé par l'Administration fédérale russe pourrait accroître la consommation de gaz d'environ 9 milliards de m³¹³³. La « gazifikatsia » domestique rend également les coupures encore plus difficiles sur le plan social et politique.

B. CONSOMMATION DOMESTIQUE ET EXPORTATIONS

1. Vers une réduction des exportations de pétrole

Les experts russes affichent des perspectives généralement pessimistes sur le maintien de la production à des niveaux élevés: R. Mourzine, directeur au ministère des ressources naturelles, a déclaré officiellement que la production de pétrole après 2010 ne serait pas suivie par des réserves suffisantes¹³⁴. Certains estiment que les réserves pétrolières ne pourront répondre aux demandes de l'exportation, voire seraient insuffisantes pour satisfaire la demande interne¹³⁵. D'après Alexeï Makarov, Directeur de l'Institut énergétique RAN, les exportations de pétrole seraient inévitablement vouées à la baisse, conformément aux capacités pétrolières du pays¹³⁶.

¹²⁹ Pour 2006 la consommation mondiale de gaz était de 2850,8 Gm³ soit +2,5% de plus qu'en 2005 (+70,5 Gm³).

¹³⁰ *Kommersant* (?) 2007.

¹³¹ Nadia Campaner, « The Eastern vector of Russian oil and gas exports : what consequences for the EU ? », *Geopolitical Affairs*, 2007 (en cours de publication).

¹³² www.gazprom.ru. En 2006, Gazprom a dépensé 1 milliard à cet effet.

¹³³ AIE, *Optimizing Russian gas*, Paris, 2006.

¹³⁴ Cité par Paramonov/Strokov, « New Russia's Strategic choice: regionalisation versus globalisation », *Conflict Studies Research Centre*, Russian series N°04/14, 03.2004, p.5.

¹³⁵ Entretien avec le professeur Pavel Zoubkov (professeur à l'Institut technique Tioumen) en août 2003 et Boulat Nigmatulin, ex-ministre député de l'énergie atomique de la Fédération de Russie, en février 2005.

¹³⁶ Présentation lors de la conférence internationale MIEC/CGEMP, « Les relations énergétiques de l'Union européennes et de la Russie dans le contexte mondial », Paris, France, 18 et 19 avril 2005.

Selon les experts russes réunis dans le cadre du dialogue énergétique entre l'UE et la Russie¹³⁷ la croissance de la demande de pétrole brut et des produits pétroliers sur le marché interne¹³⁸ devrait réduire les volumes disponibles pour les exportations de pétrole. La stratégie énergétique de la Russie n'exclue cependant pas l'augmentation des ventes de pétrole aux pays de l'Union européenne, sous réserve du développement des capacités d'exportation. Vladimir Poutine a déclaré à plusieurs reprises que la Russie était prête à fournir davantage de pétrole à l'UE en cas de crise¹³⁹ et s'est engagé à augmenter ses exportations d'énergie vers l'UE¹⁴⁰. Selon Evgeny Khartukov, directeur du centre d'études pétrolières du MGIMO, les exportations vont continuer d'augmenter vers les pays européens, car le gouvernement ne peut pas se passer de cette source majeure de revenus¹⁴¹.

On notera que le ton change à partir de 2006 : « nous avons suralimenté l'Europe en pétrole ; tous les manuels économiques indiquent qu'une offre excédentaire fait baisser les prix » déclarait le président de Transneft, Semyon Vaïnchtok¹⁴². Pour ce dernier, la Russie doit développer ses exportations de produits raffinés : « *We came out with initiative and now confirm that our opinion is that export of oil and raw materials is not continuing to be the destiny of Russia. We managed to firmly stand on our feet so as to develop petrochemistry and so to decrease export of raw materials and continue to be raw appendage for western oil refining and chemical brunches. We can do all by ourselves, we must do it* »¹⁴³

Vagit Alekperov (Lukoil) soutient la même idée en déclarant qu'il n'est plus souhaitable de « sur-approvisionner » l'Europe, notamment afin de rehausser le cours de l'*Urals*. La Russie s'est engagée dans une stratégie de diversification de ses exportations au profit des marchés de la région Asie-Pacifique, qui pourrait entraîner à la hausse le prix de vente de l'*Urals* en Europe¹⁴⁴.

2. Marché domestique du gaz versus exportations

Environ 70% de la production de gaz est distribuée sur le marché domestique en Russie. La part du gaz dans la consommation d'énergie primaire a grimpé de 42% en 1990 à près de 54% en 2006, traduisant une plus grande dépendance de l'économie à l'égard de cette matière première.

En même temps, la production de gaz n'a augmenté que de 2,7% en 2006 : elle a atteint environ 612 Gm³¹⁴⁵. Fait notable, cet accroissement provient essentiellement des compagnies indépendantes : en effet, la production de Gazprom n'a que très faiblement augmenté, et ce en partie grâce aux acquisitions réalisées en 2005-2006. Les principaux facteurs contraignants ont été évoqués dans le premier chapitre : épuisement des gisements, insuffisance des investissements de Gazprom dans le développement de nouveaux champs gaziers, etc.

Depuis 2003, les avertissements sur les risques d'un déficit énergétique imminent se multiplient. Fin 2006, le maire de Moscou prévoyait de nouvelles difficultés à l'approche de l'hiver, à l'image de celles rencontrées au cours de l'hiver 2005-2006. Selon Anatoli Tchoubaï, le déficit

¹³⁷ Rapport du Groupe de Travail « Energy Strategy and Balances », sous la direction d'Alexeï Mastepanov (Ministère de l'Énergie de la Russie) et de Pedro de Sampaio Nunes (Commission européenne), 2001 (non publié).

¹³⁸ Une augmentation de 40% est évoquée entre 2000-2020. Mastepanov, *op. cit.*

¹³⁹ *Le Figaro*, 11.10.2004.

¹⁴⁰ *Izvestia*, 01.10.2004 ; *Kommersant*, 01.10.2004.

¹⁴¹ Entretien dans le journal *Evropa*, N°3(21), 03.2002.

¹⁴² RIA Novosti, 24.04.2006.

¹⁴³ Intervention sur la chaîne de télévision russe « Vesti », le 20.04.2007, Traduction anglaise disponible sur le site de Transneft (www.transneft.ru)

¹⁴⁴ *MosNews*, 05.12.2005.

¹⁴⁵ Le volume de production varie d'une étude à l'autre : ceci tient généralement à ce que les statistiques officielles russes utilisent des températures de référence différentes.

gazier se chiffrerait à hauteur de 40 Gm³. Plusieurs d'observateurs annoncent une crise prochaine, dont les effets ont été atténués en 2006 en raison d'un hiver exceptionnellement doux. Face à cette situation, Gazprom s'est lancé dans une stratégie gazière tout azimut :

- L'achat de part et acquisition de gisements des producteurs indépendants (Itera, Novatek, Nortgaz)
- Accord avec Rosneft sur des livraisons de gaz
- Le recours aux importations d'Asie centrale

Les autorités russes semblent ainsi avoir prit conscience que la Russie pourrait se voir confrontée à une pénurie d'énergie en l'absence de politique d'économie d'énergie. Il est également prévu de substituer l'utilisation de gaz par du charbon et du nucléaire afin de :

- dégager des quantités supplémentaires pour l'exportation de gaz
- réduire la dépendance excessive vis-à-vis du gaz

La stratégie projète ainsi le développement de la part du charbon (de 16% à 23% en 2020), du nucléaire (de 16 à 23% en 2030) et de l'hydraulique. La Russie compte également réexporter du gaz Turkmène vers l'Europe (voir chapitre 3).

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie prévoit également de mettre en place un mécanisme de soutien pour les investissements dans le secteur électrique. Bien que cet aspect dépasse le cadre de cette étude, il est important de souligner l'impact des réformes du secteur électrique en Russie sur la consommation domestique d'énergie, notamment de gaz. Enfin, le gouvernement a entrepris d'accroître les prix du gaz aux industriels pour les inciter à économiser et passer du gaz vers le pétrole ou le charbon.

L'accroissement de la consommation pose la question de la disponibilité des ressources pour les exportations. La question qui se pose aujourd'hui en Russie, c'est va-t-on vers une pénurie de gaz qui pourrait freiner la croissance? Il existe à ce sujet des estimations très diverses. Selon certaines analyses, la Russie ne serait plus en mesure d'exporter du gaz à l'horizon 2020, ou bien dans le meilleurs des cas, elle serait contrainte d'effectuer des choix. Les auteurs de la stratégie énergétique russe prévoient l'accroissement des exportations, suivi d'un ralentissement vers 2015 en raison de la croissance intérieure.

Soulignons en premier lieu que le marché intérieur devrait rester prioritaire pour Gazprom. De plus, le marché domestique devrait être d'autant plus privilégié par rapport aux exportations, que les tarifs internes augmenteront, comme le souligne German Gref :

« Les exportations de gaz du pays ont été trop élevées pendant longtemps et celles-ci ne peuvent plus augmenter au même rythme. Lorsque les prix domestiques et les prix de l'exportation seront équivalents, les ventes de gaz sur le marché intérieur remplaceront les revenus des exportations de gaz »

Toutefois, l'enjeu électoral derrière ce type de déclaration n'est sans à négliger, avec des échéances électorales en fin 2007 et les élections présidentielles en mars 2008.

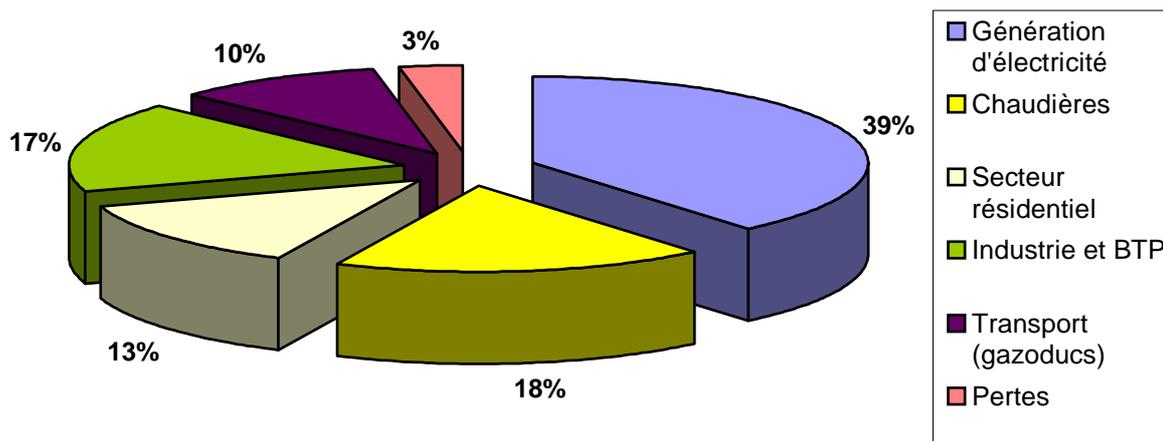
Ces discussions mettent surtout en évidence les problèmes du secteur, notamment l'inefficacité énergétique, due à la vétusté des installations, mais aussi au gaz torché (plus de 15 Gm³/an selon les statistiques officielles, ce qui représente plus que ce que la France importe de Russie chaque année), ainsi que les incertitudes sur le programme d'investissement en amont, évoquées dans le chapitre précédent. Même s'il est très probable que le pays maintiendra le marché européen comme débouché principal (voir construction du gazoduc Nord Stream), on voit bien la nécessité d'une amélioration de l'efficacité énergétique, avec la mise en place d'une politique d'économie d'énergie ainsi que l'introduction de technologies et équipements modernes.

C. LES PERSPECTIVES DANS LE SECTEUR GAZIER

1. Le marché domestique du gaz : principales caractéristiques

Le marché domestique russe reste complexe à analyser en l'absence d'informations sommaires et de données comparables. L'évolution de la demande par secteur par exemple révèle plusieurs inconsistances d'une année à l'autre. On sait que le marché domestique est segmenté et que le prix varie en fonction de la région (plus ou moins éloignée des lieux de production) ; des catégories de la population ; de l'usage domestique ou industriel. Chaque année, Gazprom répartit les quantités de gaz entre les différents groupes de consommateurs à des prix régulés¹⁴⁶. Les clients industriels doivent déclarer la quantité de gaz dont ils auront besoin, avec des ajustements possibles en cours d'année. Si ces derniers ont besoin de quantités de gaz supplémentaires, ils peuvent l'acheter auprès de Gazprom ou bien auprès des autres compagnies à un prix régulé plus élevé. Cependant, l'OCDE estime que les principes de distribution ne sont pas clairement définis et l'allocation par secteur demeure opaque (*Economic survey 2004*). Le graphique ci-dessous donne un aperçu de la répartition de la consommation de gaz par secteur.

2.7. COMPOSITION SECTORIELLE DE LA CONSOMMATION DE GAZ



Données : Rosstat et CERA (2007)

La distribution de gaz se concentre dans trois grands secteurs : le secteur électrique, l'industrie et le secteur résidentiel et commercial. Par conséquent, ces trois secteurs sont déterminants pour identifier les ressorts de la demande gazière. L'utilisation du gaz pour le chauffage (**chaudières** dans le graphique ci-dessus) représente 18% de la demande de gaz.

Le secteur électrique est de loin le plus important avec près de 40% de la consommation totale. L'utilisation de gaz pour générer de l'électricité est substituable. En effet, l'utilisation de technologies à cycle combiné, avec un *switch* possible vers le pétrole ou le charbon offre un potentiel de réduction non négligeable. Or, le remplacement des installations construites au cours des années 1960-1970 doit être effectué au cours des 20 prochaines années. Le remplacement par des turbines à cycle combiné modernes (CCGT) pourrait se traduire par des réductions importantes de l'intensité énergétique.

¹⁴⁶ Jonathan Stern, *The Future of Russian gas and Gazprom* », p.40.

Le secteur industriel est le second grand consommateur de gaz naturel en Russie. Selon Gazprom, ce secteur recouvre cinq principales activités : métallurgie, fertilisants, industrie pétrochimique, ciments, production de pétrole et de gaz. Une grande partie des équipements date de l'époque soviétique et leur remplacement améliorerait l'efficacité énergétique, notamment dans la métallurgie. Certaines industries très consommatrice d'énergie (fertilisants par exemple) parviennent à défendre leur compétitivité sur la scène commerciale internationale en grande partie grâce au prix du gaz. L'alignement prévu du prix du gaz sur le prix international en 2011 devrait avoir un impact sur le positionnement et la stratégie commerciale de ces industries.

Enfin, **le secteur résidentiel et commercial** s'est progressivement accrue au cours de ces dernières années en raison du phénomène de « tertiarisation » de l'économie. La consommation des ménages a connu l'accroissement le plus dynamique : elle est passé de 15 Gm³ en 1990 à 45 Gm³ en 2006. Son taux d'accroissement était de près de 20% en 2006. L'adoption de normes de construction et l'amélioration de l'isolation pour les constructions nouvelles devrait notamment permettre d'améliorer l'efficacité énergétique dans ce secteur.

2.8. BALANCE GAZIERE RUSSE 2001-2006

Milliards de m ³	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production	581,4	595,1	620,2	633,5	641,0	656,2
Exportations	199,3	200,0	204,9	225,1	223,9	247,8
Hors CEI	127,0	125,4	138,9	149,1	154,3	150,6
CEI	72,3	74,6	66,0	76,0	69,6	97,3
Importations	21,1	29,0	15,4	21,0	24,4	55,6
Consommation apparente	403,3	424,1	430,7	429,4	441,4	464,0
Usage interne	43,6	62,1	58,6	42,9	53,3	65,6
Consommation réelle	360,6	362,0	372,1	386,5	388,1	398,4

Source : CERA (2007)

2. Le prix domestique du gaz

Au cours des années 1990, deux contraintes pèsent sur le secteur gazier russe:

- **La question des impayés** : le problème de la demande intérieure insolvable demeure le talon d'Achille de Gazprom tout au long des années 1990: la compagnie doit faire face à l'impossibilité d'interrompre des livraisons nécessaires au fonctionnement de l'économie et à la survie de la population. Les impayés sont considérables, notamment par les générateurs d'électricité, dont le principal est RAO-UES, protégé par un décret présidentiel, sa taille et son importance politique. On estime qu'en 1997, les paiements ne représentaient que 38% des livraisons de gaz. En 2001, le montant total des factures impayées s'élevait à 2,7 milliards de dollars.

De plus, les prix ne permettaient pas de générer des revenus suffisants pour le développement de nouveaux champs gaziers. Cette situation est en grande partie liée à la dépression économique, mais également aux problèmes du système bancaire et à la volonté du Gouvernement de ne pas imposer des contraintes budgétaires trop lourdes¹⁴⁷. Le système de troc et d'accords entre les entreprises qui s'est mit en place pouvait représenter jusqu'à plus de la moitié des entrées de Gazprom. A partir de la fin des années 1990, la compagnie a été contrainte par le gouvernement de recourir à des

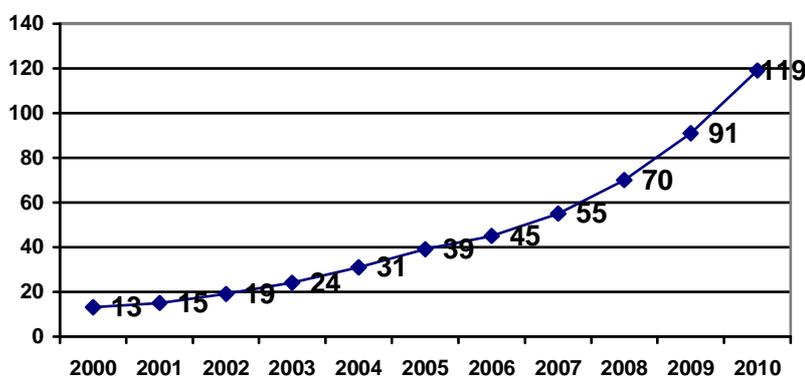
¹⁴⁷ Jonathan Stern, *op. cit.*, p.49.

interruptions de plus en plus fréquentes (sauf pour certains consommateurs protégés). Aujourd'hui, ce problème est en partie réglé : Gazprom a passé plusieurs accords avec les régions, ces dernières s'engageant à augmenter progressivement leurs règlements.

- **Le maintien des prix du gaz artificiellement bas**: le prix du gaz est resté bas en comparaison avec le prix des autres combustibles, notamment le pétrole et le charbon, incitant les consommateurs à se reporter sur cette source d'énergie. C'est une des raisons pour lesquelles la consommation de gaz n'a pas connu de contraction significative, contrairement au pétrole : la consommation connaît son niveau le plus bas en 1998, où elle représente 82% de son niveau de 1990.

Si le prix régulé sur le marché intérieur a longtemps été considéré comme un obstacle au développement de la compagnie, la situation a considérablement évolué: le gouvernement russe augmente progressivement les tarifs domestiques du gaz conformément à la stratégie énergétique. De 23 dollars pour 1000 m³ en 2003, son prix est passé à 39-40 dollars en 2005. Parallèlement, le prix de vente à l'exportation connaît une hausse beaucoup plus importante : de 100 dollars à 250 dollars entre 2003 et 2005. Le gouvernement a notamment entrepris de relever progressivement le prix du gaz au niveau des autres combustibles. Une décision importante a été prise en novembre 2006, celle **d'aligner les tarifs du gaz du marché domestique (secteur industriel et génération d'électricité) sur les tarifs européens en 2011**. Selon le Ministre de l'Economie German Gref, les prix aux industriels passeront de 40 à 100\$, idéalement 125\$/1000m³.

2.9. PRIX MOYEN DU GAZ SUR LE MARCHE DOMESTIQUE (USD/MCM) : 2000-2010



Source : Gazprom

L'accroissement des prix du gaz sur le marché interne était une des principales réclamations de la Communauté européenne dans les négociations pour l'accès de la Russie à l'OMC. L'UE demande en effet l'abolition de la double tarification de l'énergie (tarif domestique/tarif à l'exportation : en 2002, ces prix sont de 1/4 pour le pétrole et 1/6 pour le gaz). La Commission exige de la Russie qu'elle s'engage à respecter le principe de prix strictement corrélé aux coûts. L'unification des tarifs gazier signifie que les prix sur le marché domestique russe seront ajustés avec les prix nets (*netback prices*) à l'exportation, c'est-à-dire en prenant en compte les coûts de transport, taxes et import *duties*. Notons cependant que les prix du gaz en Europe restent pour le moment indexés sur les prix du pétrole, qui ont fortement augmenté depuis 2000, ce qui rend plus difficile le rapprochement¹⁴⁸.

¹⁴⁸ Aldo Spanjer, « Russian gas price reform and the EU-Russia gas relationship : incentives, consequences and European security of supply », *Energy Policy*, 2006.

Cette condition imposée par l'UE pour l'adhésion à l'OMC est très largement motivée par les doléances des industries énergétiques de l'UE dont la production nécessite beaucoup d'énergie (par exemple, la production d'engrais) sur la concurrence inégale des compagnies russes bénéficiant de prix de l'énergie moins onéreux. Pour l'UE, la double tarification constitue en effet un obstacle commercial en favorisant les compagnies russes fortement consommatrices.

Les exigences de la Commission européenne ont été particulièrement critiquées dans la presse russe au cours des années 2003-2004, en particulier l'exigence de la parité des prix de l'énergie. Le président russe Vladimir Poutine a estimé que la demande des Européens sur les prix de l'énergie sur le marché russe ne sont pas nécessaires et ne justifient pas le blocage de l'entrée de la Russie dans l'OMC¹⁴⁹. Il rappelle que l'UE est, de son côté, protégée par des restrictions commerciales (régulations anti-dumping notamment) et que les prix sur l'énergie en Russie reflètent des « *avantages naturels comparatifs, au même titre que le beau temps dans les pays européens ayant développé l'agriculture* »¹⁵⁰ :

« Nous n'avons pas de désaccord fondamental avec l'UE – et je voudrais que ceci soit particulièrement clair- sur la question de l'introduction des principes du marché dans le complexe énergétique russe et des hydrocarbures. Pour ce qui est des intérêts des industries fortement consommatrice d'énergie dans les pays de l'UE, nous avons la ferme conviction que leur protection ne requiert pas des mesures aussi radicale qu'une brusque augmentation des prix des ressources énergétiques sur le marché russe. Surtout que l'Union européenne a déjà des normes et des mécanismes efficaces pour cette protection, si cela est requis. Je veux dire, par exemple, les normes européennes sur le dumping et l'importation subventionnée »

« De plus, les prix inférieurs sur les ressources énergétiques en Russie reflètent objectivement notre avantage compétitif naturel, tout comme le beau temps dans les pays de l'UE où l'agriculture est développée. Et nous considérons qu'il n'est pas nécessaire d'abandonner ces avantages naturels. Alors au lieu de disputes commerciales sans issue, je propose de chercher des modèles pragmatiques, mutuellement profitables, qui développe le champs de l'utilisation commune de nos avantages économiques. Par exemple, le développement de l'industrie électrique dans l'UE pourrait être renforcé avec des accords stratégiques de long-terme, des alliances et avec les exportateurs d'énergie russe. Et sur le long terme, nous devons progresser vers une intégration de nos marchés énergétiques »

Signalons que la Commission européenne a également procédé à des entretiens avec l'industrie énergétique européenne sur l'impact de la double tarification des prix de l'énergie¹⁵¹. Il ressort de ces entretiens que ces revendications n'affectent pas de façon significative les intérêts des compagnies énergétiques européennes : « *l'impression est plutôt que les compagnies vivent relativement confortablement dans la situation actuelle car elles peuvent « s'arranger » avec les Russes. Tous les acteurs reconnaissent l'importance stratégique du secteur de l'énergie pour la Russie, ce qui rend la mise en œuvre des réformes difficiles* », même si ceux-ci reconnaissent le bien fondé des demandes de la Commission¹⁵². Seule *Eurelectric*, le regroupement des compagnies européennes de l'électricité, objecte que l'intégration des deux marchés pourrait affecter les producteurs d'électricité de l'UE, une intégration jugée inconcevable dans le court terme.

¹⁴⁹ Speech of the President of the Russian Federation Mr. Vladimir Putin at a meeting with representatives of the European Round Table of Industrialists of Russia and the EU, 02.12.2003, Press-release N°38/03.

¹⁵⁰ Speech at a meeting with the European Round Table of Industrialists and the Round Table of Industrialists of Russia and the EU, 02.12.2003, Press release N°38/03 (Mission of the Russian Federation to the European communities).

¹⁵¹ Entretiens réalisés en décembre 2003 par la DG TRADE avec les représentants de Ruhrgas, Eurelectric, Totalfina, BP et Fortum.

¹⁵² Note de dossier et briefing interne de la DG TREN, « négociation OMC », mai 2004, unité C2.

Une note de la DG TREN datée du 10 octobre 2003 avait également conclu à l'impact limité de certaines exigences de l'UE¹⁵³ : l'augmentation des prix du gaz sur le marché interne n'a pas d'impact significatif étant donné que les compagnies européennes ne pourront pas vendre du gaz en Russie (le marché russe étant fermé). En revanche, l'impact des prix du gaz sur les prix de l'électricité pourrait donner un avantage aux compagnies russes qui en bénéficient et pénaliser les producteurs européens d'électricité à compter de l'intégration des deux marchés. Une des conclusions principales est que les revendications sur les taxes à l'exportation ou les tarifs de transport n'ont pas un impact significatif sur le prix de vente de gaz dans l'UE. Selon cette même note, la revendication sur le transit est en revanche importante pour les intérêts énergétiques de l'UE, à savoir la possibilité d'importer du gaz d'autres sources (Azerbaïdjan ou Turkménistan notamment).

La décision de novembre 2006 va donc plus loin que l'accord bilatéral conclu entre l'UE et la Russie le 21 mai 2004, et selon lequel le prix du gaz russe facturé aux industries devait être progressivement relevé, pour se situer dans une fourchette de 49-57 dollars en 2010¹⁵⁴. C'est également beaucoup plus que ce que la Stratégie énergétique russe l'avait envisagé (59-64 dollars pour 2010). L'augmentation des prix sur le marché interne reflète également une augmentation réelle du prix d'extraction du gaz (Yamal est plus cher qu'Ourengoï par exemple). La politique des prix vise aussi à développer d'autres sources d'énergie, par exemple le charbon dont la Russie est très riche, et à rééquilibrer la balance énergétique jugée trop dépendante vis-à-vis du gaz.

3. Les incertitudes sur l'élasticité prix

La question centrale qui se pose est celle de savoir si la hausse des tarifs va exercer une influence à la baisse sur la demande gazière. Dans quelle mesure l'augmentation substantielle des prix va-t-elle influencer la demande à la baisse ? Comme le remarque Jonathan Stern :

*« The crucial issue being debated at the highest level today in Russia is how fast domestic gas prices should be increased in order to curb excess demand and make huge investments in new, higher-cost fields viable. The recent Russian government decision to create parity between domestic and European delivering gas prices by 2011 would, if implemented, make Russian producers financially indifferent between delivering gas to domestic and European customers »*¹⁵⁵

Toutefois, « l'élasticité-prix » reste très difficile à évaluer et jusqu'à présent, l'impact de l'accroissement des prix apparaît très limité. L'extrême rigidité et la grande inertie qui caractérise le système énergétique et industriel rend peu probable un changement radical avec un seul accroissement des prix. Pour certains, les industries lourdes héritées de l'URSS vont continuer à fonctionner le plus longtemps possible avec les équipements soviétiques. Seul le remplacement des vieilles stations thermiques semble pouvoir améliorer de façon significative l'efficacité.

Globalement, la décision d'accroître les prix pourraient avoir plusieurs conséquences :

- D'une part, la rentabilité du développement de la péninsule de Yamal et des autres nouveaux gisements éloignés pour approvisionner la demande interne
- D'autre part, la rentabilité des investissements dans les économies d'énergie et l'efficacité énergétique. Pour l'instant, l'impact reste très faible et souligne la nécessité

¹⁵³ Note to P. Carl (TRADE) from F. Lamoureux (TREN), C2/SG/sg D (2003).

¹⁵⁴ « Russie-OMC: l'accord UE/Russie rapproche la Russie de l'adhésion à l'OMC », DG TRADE, 21.05.2004, disponible sur le site : www.europa.eu.int/comm/trade/issues (consulté le 07.07.2004)

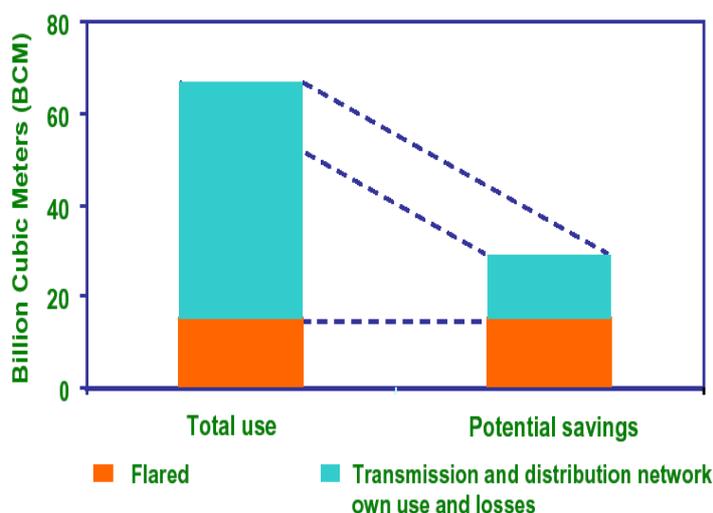
¹⁵⁵ Jonathan Stern, *The Financial Times*, 07.12.2006.

d'introduire des incitations pour les économies d'énergie ou les investissements dans les usines et technologies moins consommatrices.

- Enfin, comme le souligne Jonathan Stern, elle rend les producteurs russes indifférents vis-à-vis des consommateurs internes et européens et port en germe une modification radicale du commerce gazier UE/Russie.

4. Le potentiel des économies d'énergie

L'AIE estime que la Russie pourrait économiser jusqu'à 30 milliards de m³ par an (transmission+ distribution+ gaz torché), soit 20% des exportations vers les pays de l'OCDE.



Le potentiel d'amélioration de l'efficacité et de réduction des pertes concerne trois principaux secteurs :

- **Le réseau de transport de gaz** : les infrastructures de transport fonctionnent à pleine capacité et une grande partie des équipements datant de l'époque soviétique doivent être renouvelés. L'un des problèmes majeurs demeure en effet la vétusté des installations de transport : près de 70% d'entre-elles sont antérieures à 1985.
- **Le réseau de distribution de gaz**, notamment avec la restructuration du secteur du chauffage urbain, vaste pôle de gaspillage énergétique.
- **Le gaz torché dans le secteur pétrolier**

Implications stratégiques pour l'UE

Le marché domestique du gaz a considérablement évolué au cours de ces 15 dernières années. Au cours des années 1990, Gazprom approvisionnait à perte le marché domestique et devait faire face à des impayés. Les années 2000 ont vu un changement radical avec d'une part, la résolution de la question des paiements, et d'autre part l'accroissement progressif des prix ce qui garantit une rentabilité à terme pour le développement de nouveaux champs. Le remplacement des équipements soviétiques, notamment des centrales thermiques, laisse envisager une amélioration de l'efficacité énergétique. Certains secteurs tels que la métallurgie, extrêmement consommateurs en énergie, fonctionnent avec des technologies dépassées.

Toutefois, beaucoup d'incertitudes demeurent quant au rythme de remplacement et si une seule politique des prix est suffisante. La tension entre l'accroissement de la demande interne et

l'accroissement des exportations pourrait devenir un élément déstabilisateur. En Russie, on craint que l'offre d'énergie soit bientôt insuffisante pour satisfaire la demande énergétique interne.

Seule une amélioration de l'efficacité énergétique en Russie permettra de dégager suffisamment d'hydrocarbures pour accroître les exportations et satisfaire ainsi la demande croissante en Europe. De plus, l'amélioration de l'efficacité énergétique en Russie (évaluée à un ratio du tiers des niveaux européens) permettrait d'augmenter graduellement les prix de l'énergie et donc d'atténuer les conséquences négatives pour les producteurs européens ainsi que d'améliorer la productivité globale de l'économie russe¹⁵⁶.

En d'autres termes, l'implantation de technologies économisant de l'énergie et de technologies modernes participe à la réalisation d'une alliance énergétique. Le potentiel d'économies d'énergie est notamment important dans le chauffage, où les pertes sont considérables, ainsi que le gaz torché. L'expérience européenne en la matière constitue un atout que la coopération UE/Russie est à même de mettre en valeur et développer.

¹⁵⁶ Note de briefing de la DGEMP sur un séminaire trilatéral (Russie-France-Allemagne) sur l'efficacité énergétique dans les entreprises russes, Moscou, 24-25 juin 2004.

III. LES ENJEUX DU TRANSIT DES HYDROCARBURES

Le contrôle des voies stratégiques est un enjeu de déploiement de la puissance des Etats. Les notions de territoire et de pouvoir étant fondamentales et étroitement liées en géopolitique, les pipelines, et plus généralement les infrastructures de transport qui traversent plusieurs territoires, sont parfois source de rivalités entre les Etats. Les pipelines assignent aussi un rôle stratégique aux pays qu'ils traversent, comme par exemple en Ukraine ou en Turquie. Les pipelines internationaux deviennent ainsi un vecteur des relations internationales où la dimension politique prend parfois le pas sur les aspects commerciaux. Les considérations environnementales peuvent également influencer le tracé d'une infrastructure, comme par exemple celui de l'ESPO en 2006.

Ainsi la géopolitique pétrolière et gazière se ramène souvent à une « géopolitique des pipelines », où les projets d'oléoducs et gazoducs deviennent l'objet d'âpres négociations entre les compagnies pétro-gazières et les Etats impliqués. Dans certains cas, le pipeline apparaît comme un vecteur d'influence politique et économique des Etats, telle que le fut la 'politique des chemins de fer' des impérialismes au début du XXème siècle. En Europe, ils se présentent alternativement comme source d'union ou de division. En Russie, ils permettent à l'Etat de conserver un contrôle étroit sur les exportations de pétrole malgré les privatisations des années 1990.

La dissolution de l'URSS a mis fin au système de troc qui prédominait entre les républiques soviétiques. D'une part, le passage à un système de marché a soulevé de sérieux conflits entre la Russie et les ex-Républiques soviétiques voisines : les impayés, le siphonnage de gaz ainsi que les désaccords sur le prix de vente et de transit ont largement contribué à détériorer les relations politiques entre la Russie et certaines ex-Républiques soviétiques. Les disputes les plus marquées ont eu lieu avec l'Ukraine, par laquelle transitait jusqu'à récemment plus de 3/4 des hydrocarbures exportés vers l'UE.

En même temps, la Russie est devenue dépendante du transit par les ex-Républiques soviétiques voisines pour ses exportations d'hydrocarbures, ces dernières pouvant menacer d'interrompre les livraisons. La majeure partie des exportations d'hydrocarbures russes vers l'UE dépendent ainsi aujourd'hui de la politique des tarifs de plusieurs pays de transit. Face à ce problème, la Russie a entrepris la diversification des voies d'exportation et l'élimination des intermédiaires, soit par achat d'actifs dans les pays de transit, soit grâce à la construction de nouvelles infrastructures portuaires et de nouveaux réseaux afin d'accéder directement aux pays importateurs. La Russie s'est ainsi lancée dans le développement de quatre principaux « axes » sur quatre façades maritimes : mer Noire, mer baltique, Océan pacifique et mer des Barents. Cet accès à la mer et par-là, aux marchés internationaux vise à réaliser autant que possible une autarcie énergétique. Les gains issus des ventes d'hydrocarbures permettent aux Russes de promouvoir ce type de politique.

Depuis le début des années 2000, la Russie a également réactivé son intérêt et sa présence dans les pays producteurs d'Asie centrale. L'accès aux ressources gazières de l'Asie centrale est devenu autre une priorité stratégique : en effet, le gouvernement mise sur ces réserves pour satisfaire la consommation domestique en pleine croissance et honorer ses contrats d'exportation vers l'Europe. La nouvelle stratégie de Gazprom dans cette région repose sur plusieurs considérations : les coûts de production y sont inférieurs, comparés à ceux des nouveaux gisements de l'extrême Nord de la Russie tels que Yamal ou Chtokman, qui exigent de relever un véritable défi technologique et financier. Gazprom participe non seulement au développement de la production, mais s'impose également sur les voies stratégiques de transit. Actuellement, la Russie reste un pays de transit-clé pour les ressources de la mer Caspienne et

de l'Asie centrale, en dépit des projets d'infrastructures qui pourraient mettre fin à ce quasi-monopole.

A. DIVERSIFICATION DES VOIES DE TRANSPORT : UNE PRIORITE STRATEGIQUE

1. L'importance stratégique des Etats de transit

Avec la désintégration de l'URSS, le transit des hydrocarbures est devenu un sujet de contentieux les plus discutés dans le cadre de la sécurité énergétique et des importations en provenance de Russie. Depuis 1992, la Russie s'est en effet retrouvée confrontée à la nécessité de réorganiser ses structures administratives, et notamment la gestion de ses infrastructures. Les nouvelles frontières ont bouleversé l'organisation des routes traditionnelles d'exportation : la Russie a perdu les grands ports d'Odessa sur la mer Noire et Ventspils sur la mer Baltique, qui se trouvent aujourd'hui en territoires ukrainien et letton. Ventspils était l'un des principaux terminaux pour les marchés de l'Europe du Nord¹⁵⁷ jusqu'à ce que le nouveau port de Primorsk, près de Saint-Pétersbourg soit ouvert dans le cadre du *Baltic Pipeline System* en 2001 (BPS). Depuis 2003, Transneft avait considérablement diminué le volume de transit par Ventspils en raison des frais de transit jugés trop élevés et de la modernisation nécessaire des infrastructures¹⁵⁸.

La multiplication des acteurs participants au commerce énergétique du gaz rend la définition de la sécurité énergétique plus complexe. Notons que les difficultés se posent essentiellement avec les anciennes républiques de l'URSS (pays Baltes, Ukraine, Caucase sud) et non pas les autres pays du « bloc Est » tels que la Hongrie, la Slovaquie ou la République tchèque. Ces dernières sont passées rapidement à des relations basées sur les prix internationaux. En revanche, le système de tarifs préférentiels et des arrangements s'est globalement maintenu avec les anciennes Républiques de l'URSS. C'est donc semble-t-il le passage à un prix de vente basées sur les mécanismes du marché international qui soit en partie à l'origine des fameuses « crises » gazières de ces deux dernières années. Cette évolution était prévisible et annoncée, comme le suggère le rapport annuel de Gazprom (2005):

« The year of 2005 is featured with intensification of work with the FU republics. Business relations with them are arranged and will be arranged under the same principles as the relations with the West European countries »

« Gazprom gas sales to the CIS and Baltic states amounted to 76.6 billion cubic meters in the reported year. And this gas should be sold at prices formed under the influence of market factors and market mechanisms exclusively. Gazprom will follow unfailingly the policy of improvement of the business activity efficiency. (...) A switch to market pricing is no picnic at all »

En janvier 2006, une dispute entre Gazprom et l'Ukraine provoque l'arrêt temporaire des livraisons de gaz russe. Cette affaire, qui a reçu beaucoup d'attention dans la presse occidentale, résulte d'une série d'évènements anciens. Rappelons que l'Ukraine est le principal pays de transit pour les exportations de pétrole et de gaz russe (environ 80% des exportations de gaz vers

¹⁵⁷ C'est en effet à Ventspils qu'aboutit l'oléoduc le moins cher de la région, Samara-Polotsk-Ventspils. La capacité du port à l'époque soviétique s'élevait à 17 millions de tonnes de pétrole brut et 19 millions de tonnes de produits dérivés par an.

¹⁵⁸ Les aspects politiques sont également à prendre en compte. Les accusations de la Russie à l'égard de la Lettonie concernant le non-respect des droits des minorités ont alimenté les tensions entre ces deux pays. La communauté russophone représentait 49 % de la population en 1989. Cependant, la langue russe n'était pas reconnue comme une des langues officielles. Le défilé annuel des anciens légionnaires SS lettons à Riga n'a pas non plus contribué à apaiser ces tensions.

l'Europe en 2005). Le siphonnage du gaz russe systématique et les impayés pour l'achat des hydrocarbures ont contribué à entretenir de sérieuses dissensions : selon Gazprom, environ 2,5 milliards de m³ de gaz auraient ainsi disparu¹⁵⁹. Durant l'été 2004, le gouvernement russe, Gazprom et le gouvernement ukrainien étaient parvenus à un arrangement qui prévoyait la livraison de gaz turkmène à l'Ukraine combiné avec un accord sur le règlement de la dette gazière ukrainienne. Cet arrangement devait stabiliser le commerce gazier pour les années à venir. La dite « révolution orange », soutenue par l'Etats-Unis et jugée très favorablement par l'UE, qui s'est déroulée en Ukraine en décembre 2004, a conduit à l'élection de candidat « pro-européenne » Viktor Youschenko¹⁶⁰. La nouvelle administration ukrainienne a alors annulé les accords de 2004 et refusé à Gazprom toute prise de participation dans le système de transport et de stockage du pays. La réaction de Gazprom s'est alors basée sur des considérations essentiellement commerciales¹⁶¹ : la Russie ne livrera pas de gaz à des prix subventionnés aux pays voisins qui se refusent à toute concession commerciale sous forme de participations dans les infrastructures.

Plus récemment, en 2006, Alexeï Miller, le directeur de Gazprom, a annoncé une hausse des prix du gaz livré à la Biélorussie vers le « niveau européen ». Aucun tarif précis n'a été évoqué, mais Gazprom a rappelé parallèlement sa volonté d'acquérir 50 % des actions de Beltransgaz, la société publique biélorusse qui gère, sur son territoire, les flux gaziers russes vers l'Europe.

2. Les projets de diversification

Les difficultés suscitées par le transit ont poussé le gouvernement russe à chercher toutes **les voies possibles de contournement des pays de transit**, comme l'illustrent les projets *Blue Stream* ou le gazoduc Nord européen. Des nouvelles infrastructures telles que le *Baltic pipeline system* permettent également aux Russes d'expédier du pétrole directement de leur territoire. Dans un contexte où les démêlés avec les principaux pays de transit se sont multipliés, la diversification des voies de transport est devenue une priorité nationale, ainsi que le souligne le président russe :

*« We will speed up our work on building a pipeline system to the coast of the Pacific Ocean, [and] we will broaden our capacity to transports hydrocarbons in the north, including north-west Russia, to reduce our dependence on transit states »*¹⁶².

La diversification du tracé des infrastructures de transport a pour conséquence de réduire le rôle qu'occupe un pays tel que l'Ukraine en tant que pays de transit. Cette diminution de l'importance de l'Ukraine dans les exportations gazières russes est déjà bien visible, comme le montre le tableau suivant :

¹⁵⁹ En 1999, Gazprom estime les pertes économiques à 3,1 milliards de \$. La dette gazière de l'Ukraine est estimée à 1,4 milliards de \$. Voir également A. Cullison et B. Bahree, « Gazprom's dilemma », in *Central European Economical Review*, octobre 1999, pp.10-13. D'autres questions ont également contribué à alimenter les tensions entre la Russie et l'Ukraine : la question de l'indépendance de la Crimée, offerte à l'Ukraine en 1954 par Nikita Khrouchtchev pour commémorer les 300 ans de réunification entre l'Ukraine et la Russie; la question du stationnement de la flotte russe à Sébastopol (mer Noire) une ville ayant statut particulier. Les tensions entre l'Ukraine et la Russie ont augmenté d'un cran suite à l'abattement de l'avion civil russe TU-154 par des militaires ukrainiens le 4 octobre 2000.

¹⁶⁰ Viktor Youschenko, a été nommé président de la Banque nationale de l'Ukraine en 1993, une nomination suivie d'un accord historique entre l'Ukraine et le FMI. Youschenko occupait également le poste de Premier Ministre de l'Ukraine en 2001. Celui-ci a été saqué par ses opposants du Parlement ukrainien l'accusant de privilégier les intérêts du FMI au détriment des intérêts ukrainiens. Voir Michel Chossudovsky, « IMF sponsored "democracy" in the Ukraine », *The Guardian*, 02.02.2005.

¹⁶¹ Jonathan Stern, « The Russian-Ukrainian gas crisis of January 2006 », Oxford Institute for Energy Studies, 16.01.2006. 17p.

¹⁶² *Financial Times*, 21.01.2007.

3.1. TRANSIT PAR L'UKRAINE EN VOLUME ET EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS GAZIERES

RUSSES

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations vers l'Europe via l'Ukraine	101,7	109,7	118	99	95,6	105,6	112,6	110,8	103
Part du transit ukrainien (%)	83,6	90	87,9	75	73,9	74,3	73,8	71	68,1

Source : CERA (2007)

La stratégie russe souligne également la nécessité de développer le réseau de transport des hydrocarbures, non seulement pour développer de nouvelles régions extractrices, mais aussi afin de diversifier les approvisionnements sur le marché domestique et les marchés d'exportation. Les projets d'infrastructures pour les exportations gazières et pétrolières sont résumés ci-après.

a) Quatre façades maritimes pour le pétrole : mer Noire, mer Baltique, Océan Pacifique et mer des Barents

Alors qu'en 2000, la majorité des exportations de pétrole russe s'effectuaient encore par les terminaux portuaires de la mer Baltique (Ventspils), de la Mer Noire (Novorossisk, Odessa, Touapse) ainsi que par le réseau Droujba, cette configuration est entrain de se modifier radicalement. Jusqu'à présent, plus de 80% des exportations dépendaient du transit par les ex-Républiques soviétiques voisines. L'un des objectifs de Transneft sur le long terme est de réduire considérablement la dépendance des exportations russes des pays voisins, en développant l'accès direct aux marchés mondiaux par la mer baltique et la mer Noire. De nouvelles « fenêtres » sont également entrain de s'ouvrir sur l'océan Pacifique, en mer des Barents et par l'Adriatique. Ces dernières permettent à la Russie de viser de nouveaux marchés en Europe et dans la région Asie-Pacifique.

Façade Pacifique :

- **Le projet East Siberian Pacific Ocean (ESPO) :** cet oléoduc doit relier Taïshet (région d'Irkoutsk) à Nakhodka, près de Vladivostok, ce qui représente une distance d'environ 4400 kilomètres. Une branche approvisionnera également la Chine à partir de Skorovodino. Sa capacité initiale prévue est de 30Mt par an, augmentée par la suite à 80Mt. Le projet a connu de nombreux épisodes et modifications, y compris la révision du tracé initial à l'été 2006 afin d'éviter de passer trop près du lac Baïkal, caractérisé par un environnement fragile. La première section de l'oléoduc (Taïshet-Skovorodino, 2800 kms) est en cours de construction et devrait être terminée en 2008. L'oléoduc sera approvisionné dans un premier temps par les gisements de Sibérie occidentale, en attendant le développement des nouveaux gisements en Sibérie orientale (Vankor, Talakan, Tynda, etc.). La réalisation de ce projet ouvre ce que Viktor Khristenko appelle une véritable fenêtre sur l'Asie, à l'image de Saint Pétersbourg sur l'Europe au 19^{ème} siècle : « *This most complicated project has huge geopolitical importance for Russia. It can be likened to St. Petersburg in the 18th century in its importance. Same kind of 'window', but this time to Asia, which is being built in the East of the country* »¹⁶³
- **Sakhaline :** voir chapitre 1

Au Nord : mer des Barents, Mer du Nord

¹⁶³ *Rossiskaya Gazeta*, February 22, 2006.

- **North Project (Yaroslav-Kirishi-Primorsk)** : cet oléoduc permettrait d'atteindre la mer baltique près de Saint Pétersbourg et met fin à la dépendance vis-à-vis des pays baltes.
- **Baltic Pipeline system (BPS)** : achevé en décembre 2001, il transporte du pétrole de la Sibérie occidentale et de la province de Timan-Pechora vers le nouveau port de Primorsk dans le golfe de Finlande. Sa capacité actuelle de 1 Mb/jours devrait être augmentée au cours des prochaines années. Cet oléoduc permet d'exporter du pétrole directement vers les marchés européens, sans passer par les pays baltes. La construction de cet oléoduc et de la zone portuaire de Primorsk a considérablement réduit puis interrompu l'utilisation du port de Ventspils, en Lettonie, d'où partaient auparavant une grande partie des exportations russes.
- **L'oléoduc Kharyaga-Indigo** : doit assurer le transport du pétrole de la région de Timan-Péchora vers le terminal près d'Indiga, sur la mer des Barents. Initialement, les compagnies russes, notamment Lukoil, avaient proposé Mourmansk comme terminal portuaire. La compagnie Transneft a finalement opté pour Indigo, qui est beaucoup plus proche de Timan-Péchora, mais qui présente l'inconvénient d'être gelé en hiver, contrairement à Mourmansk.
Sa capacité atteindrait les 12 Mt et sa longueur 460 kms. Toutefois, le gouvernement a donné sa priorité au projet ESPO, reléguant au second plan cet oléoduc.

Vers le Sud :

- **L'oléoduc Burgas (Bulgarie) -Alexandroupolis (Grèce)** : cet oléoduc de 287 kms permettra d'éviter le détroit des Bosphore et Dardanelles. Il permet notamment au pétrole russe d'être concurrentiel par rapport au projet CPC. Proposé dès 1997, un Pacte de coopération a été signé en 2005 entre la Bulgarie, la Grèce et la Russie. Selon cet accord, la compagnie russo-britannique TNK-BP coordonne les plans de réalisation. Les compagnies russes Gazprom, Lukoil, Rosneft et Transneft participeront à la construction de cet oléoduc pour un montant de 700 millions de \$ et d'une capacité pouvant atteindre les 35 millions de tonnes par an¹⁶⁴. Ce projet est l'alternative la plus économique comparée à celui de l'oléoduc AMBO. De plus, il ne traverse que la Bulgarie, pays stable, et la Grèce, pays membre de l'UE.
- **Adria Reversal** : l'oléoduc Adriatique construit en 1974 s'étend du port croate d'Omisalj sur la mer Adriatique vers la Hongrie et devait transporter du pétrole en provenance du Moyen Orient. Mais grâce à son interconnexion avec le réseau russe (Droujba), il est prévu de changer la direction du flux, ce qui offrirait à la Russie une voie d'exportation par l'Adriatique.

Vers l'Ouest :

- **L'extension du réseau Droujba** : Droujba est l'un des plus importants réseaux de transport de pétrole de Russie vers l'UE. Construit à l'époque soviétique, il se divise en deux branches : la première traverse la Biélorussie, la Pologne et l'Allemagne ; la seconde transite par la Biélorussie, l'Ukraine, la Slovaquie, la République Tchèque, l'Hongrie et enfin l'Allemagne. L'oléoduc est alimenté par du pétrole provenant des gisements de Sibérie occidentale, la région de l'Oural et de la mer caspienne. L'accroissement de la capacité sur certaines sections est proposé, ainsi que son extension en Allemagne.

¹⁶⁴ AP, Bloomberg, Reuters, 31.01.2005.

b) Gaz : nouvelles infrastructures et nouveaux marchés

Plus de 80% des exportations de gaz russe vers l'Europe transitaient par l'Ukraine. La Biélorussie et le second pays de transit important grâce au passage du gazoduc Yamal-Europe. Ces deux pays ont accumulé une dette gazière importante à l'égard de la Russie.

La stratégie de Gazprom est d'accroître ses livraisons sur le marché européen tout en diversifiant les routes d'exportation et d'essayer au maximum d'avoir un accès direct au consommateur. La diversification des voies d'exportations permet à Gazprom de réduire sa dépendance à l'égard de l'Ukraine, la Biélorussie et la Pologne. Les nouvelles infrastructures vont également permettre à la Russie de viser de nouveaux marchés : sud de l'Italie et Europe centrale, marchés asiatiques, et marché américain, grâce au développement du GNL.

Vers l'Europe occidentale:

- **Le gazoduc Nord européen** : c'est un des projets-clés de la Russie pour sécuriser ses exportations et atteindre de nouveaux marchés en Europe occidentale. Ce gazoduc reliera la Russie et l'Allemagne sous la mer baltique. La Commission européenne a accordé le statut de projet trans-européen en décembre 2000. Ce gazoduc, d'une capacité de 27,5 Gm³ pourrait être doublé par la suite par un second réseau (55 Gm³) et deviendrait ainsi l'un des plus importants d'Europe. La section jusqu'à Vyborg est de 917 kms, avant de plonger sous la Baltique pour les 1200 kms restant jusqu'à Greifswald, en Allemagne. Des sections pourraient également connecter Kaliningrad, la Finlande, la Suède, les Pays-Bas et la Grande Bretagne. L'achèvement des travaux est prévu pour 2010. Le projet implique plus de 4 milliards d'Euros d'investissements. Le gisement de Youjno-Rouski, dans la partie Est de la région autonome de Yamal-Nenets serait la principale source pour le gazoduc. Certaines sources parlent également du gaz de Chtokman. L'une des principales critiques à l'égard de ce gazoduc est liée aux risques environnementaux qu'il fait peser sur la mer baltique, en même temps que la présence d'armes chimiques et d'explosifs déposés en grandes quantités pendant la guerre froide par les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande Bretagne¹⁶⁵.
- **Yamal II** : il s'agit de doubler le réseau **Yamal I**, qui transporte actuellement du gaz russe en l'Allemagne via la Pologne. Le tracé suscite le désaccord entre la Russie et la Pologne : la Russie voudrait que celui-ci passe par le sud de la Pologne pour atteindre la Slovaquie et les autres pays d'Europe centrale. La Pologne souhaite en revanche que la seconde branche transite par son territoire et puis jusqu'à la frontière allemande.

Vers la Turquie :

- **Le gazoduc Blue Stream (1213 km)** : construit par la *joint venture* Gazprom/ENI (basée aux Pays-Bas) et mis en service en 2003. Ce gazoduc concrétise un partenariat stratégique entre la Russie et la Turquie, permettant de livrer du gaz russe directement en Turquie, sans passer comme auparavant par quatre pays de transit (Ukraine, Moldavie, Roumanie et Bulgarie). De nombreux problèmes de corruption, désaccords sur les prix et les volumes ont conduit à une renégociation entre les parties, avec une interruption des livraisons en 2003. Ce projet était en concurrence avec le trans-caspien (voir section suivante).

¹⁶⁵ CCB Newsletter, N°12, décembre 2005.

- **South Stream** : ce projet a récemment été annoncé en juin 2007, suite au Mémorandum entre Eni et Gazprom. Le projet doit permettre de connecter la Russie et la Bulgarie grâce à un gazoduc sous-marin d'une capacité de 30 Gm³.

Vers les nouveaux marchés du Sud-Est asiatique et les Etats-Unis :

- **Sakhaline et Chtokman** : le développement des gisements de Sakhaline permet à Gazprom d'atteindre de nouveaux marchés, notamment grâce au développement du GNL : Chine, Japon, Corée du Sud, Etats-Unis. Le développement du gisement géant de Chtokman, dans la mer des Barents, en projet GNL visait la demande américaine. Mais Chtokman a par la suite été modifié en projet orienté vers les exportations européennes, voire alimenter le gazoduc *Nord Stream*.
- **Projet Altaï** : ce projet propose la construction d'un gazoduc vers la Chine d'une capacité à hauteur de 30 Gm³ par an (11%). Beaucoup d'incertitudes entourent ce projet, qui demeure à l'état de discussion : question environnementale (plateau de l'Altaï à traverser), désaccord sur le prix de vente, etc. Le gisement de Kovykta près de Irkoutsk pourrait alimenter le gazoduc Altaï.

Pour résumer, il s'agit d'éliminer au maximum les intermédiaires et d'avoir un accès direct aux consommateurs. Pour ce qui est des intermédiaires, on a vu l'exemple du gazoduc Nord Stream, mais on peut noter aussi les acquisitions de Gazprom dans les pays de transit tels que par exemple la Biélorussie et la Slovaquie. Depuis 2005, Gazprom est devenu propriétaire de la partie biélorusse Yamal-Europe.

Pour ce qui est de l'accès direct aux consommateurs finaux : Gazprom espère qu'1/3 de son gaz vendu en Europe occidentale et 1/4 en Europe centrale et Orientale seront vendus directement par ses filiales vers 2015-2020 et ce grâce à la libéralisation des marchés du gaz en Europe.

Le tableau ci-dessous résume les principaux projets qui modifient la configuration des exportations pétrolières et gazières de la Russie :

3.2. PRINCIPAUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES PETROLIERES ET GAZIERES VOUES A L'EXPORTATION (2007)

PROJETS PETROLIERS

Nom du projet	Longueur (kilomètres) et tracé	Capacité initiale (millions de tonnes/an)	Capacité max. prévue (Mt/an)	Date prévue d'achèvement des travaux	Commentaires
ESPO (East-Siberian-Pacific Ocean)	4400 Taishet (région d'Irkoutsk) Nakhodka (Vladivostok)	30	80	2008 pour la première section	Construction d'une branche vers la Chine à Skorovodino
Extension du réseau Droujba	Russie-Europe via la Biélorussie, Ukraine, Slovaquie, République Tchèque	-	-	-	Extension vers l'Allemagne
Khariaga-Indigo	460 Région Timan-Pechora-Indigo (Mer des Barents)	12	-	?	Projet en attente
Adria reversal	Hongrie-Slovaquie-Croatie (port d'Omislj sur l'Adriatique)				Question environnementale en Croatie
Odessa-Brody reversal					
Burgas-Alexandropoules	287 Bulgarie-Grèce	35	55	?	Permet d'éviter le passage par le détroit des Bosphores
BPS (Baltic Pipeline system)	Exportations au départ de Primorsk (Russie) sur la mer Baltique			2005	
North project					

PROJETS GAZIERS

Nom du projet	Longueur (kilomètres) et tracé	Capacité (Gm ³ /an)	Estimation des coûts	Date prévue d'achèvement des travaux	Commentaires
Yamal-Europe II	4000 Deuxième branche Yamal I. Russie-Biélorussie- Pologne-pays d'Europe (selon les tracés proposés)	34	2	-	Désaccord entre la Russie et la Pologne sur le tracé ; guerre des prix avec la Biélorussie
Blue Stream	1276 Izobilnoye-Dzhugba (Russie)-Samsun-Ankara (Turquie) en passant sous la mer Noire	16	3,2	2003	JV entre ENI et Gazprom
Nord Stream	2100 Russie-Allemagne avec des extensions possibles vers la Finlande, Suède, Pays-Bas et Grande Bretagne	27-55	6	2010	BASF (24,5%), E.ON Ruhrgas (24,5%) et Gazprom (51%)
Altai system	2800 Russie-Chine	30	5	-	Question environnement (plateau Altaï), désaccord prix du gaz
Sakhaline II	GNL et gazoduc Chine, Corée, Japon, US	-	1,1 (1 ^{ère} phase) ; puis 8,9		
South Stream	Russie-Bulgarie (sous la mer Noire)			-	Mémorandum juillet 007

Avec ces projets, on voit que la Russie préfère miser sur le financement de d'infrastructures nouvelles très coûteuses, plutôt que d'utiliser et étendre les capacités déjà existantes sur les pays voisins de la CEI. La Russie est donc prête à payer des sommes considérables pour assurer son

autarcie en terme de transport et pour un accès direct à la mer et par conséquent au marché international.

Certains projets d'infrastructures pourraient ne pas compléter le réseau existant, mais bel et bien venir en remplacement de ce réseau. Le projet Nord européen par exemple doit apporter une capacité de 55 milliards de m³. Cet ajout ne viendra t-il pas plutôt en remplacement de la capacité du réseau ukrainien, dont l'état des infrastructures nécessite des investissements, et dans le cas de relations politiques détériorées entre la Russie et l'Ukraine¹⁶⁶ ? Pour le président d'E.ON Ruhrgas, Wulf Bernotat, le projet Nord Stream ne peut que renforcer la sécurité des approvisionnements : « *More than ever, security of supply is the key challenge of our time. Western Europe is now competing with countries like China and India, which although their economic development is just taking off, are already showing a huge hunger for energy* »¹⁶⁷.

B. LA RUSSIE : PAYS DE TRANSIT

La Russie est elle-même un pays de transit clé, notamment des ressources produites en Asie centrale. Jusqu'en 1994, Gazprom s'occupait exclusivement du commerce avec la CEI, grâce à des accords intergouvernementaux de long terme. Ces accords fixent un cadre général pour les ventes, les conditions de transit, les prix et les tarifs¹⁶⁸. Au milieu des années 1990, on observe un renversement au profit d'Itera qui devient un acteur important. Puis à partir de 2001, on note l'implication croissante de Gazprom dans la région.

Dans ce paragraphe, on distingue deux régions et deux types de pays : les pays importateurs et de transit du Caucase et les pays exportateurs de l'Asie centrale.

1. Le Caucase : conflits du Nord Caucase et nouveaux pipelines de Transcaucasie

La région comprend au Nord de la chaîne montagneuse du Caucase les sept républiques de Russie à majorité musulmanes¹⁶⁹, et au sud, les trois républiques de Transcaucasie (Arménie, Azerbaïdjan et Georgie). La découverte de pétrole à Bakou en Azerbaïdjan à la fin du 19^{ème} siècle attire de nombreux ouvriers russes ainsi que des ingénieurs et techniciens anglais, français et allemands, ce qui contribue à créer une ouverture commerciale et culturelle vers l'Ouest. Avec l'effondrement du régime tsariste en 1917, les nationalistes Georgiens proclament l'indépendance, avec le soutien des Allemands puis des Anglais, ayant des visées sur le pétrole de Bakou. La Transcaucasie est ensuite entièrement re-conquise par les bolcheviques en 1921. La « politique des nationalités » menée par Staline aboutit à la création de plusieurs républiques autonomes attribuées à des différents groupes ethniques au sein des républiques soviétiques d'Arménie, Georgie et Azerbaïdjan. Cet enchevêtrement complexe donnent lieu à des conflits interethniques à partir des années 1980, notamment entre les Arméniens et les Azéris (Haut-Karabakh, 1989) et entre l'Abkhazie et la Georgie (1992).

La région a cessé d'être une région productrice importante dans les années 1970. Les pays du Caucase sont alors alimentés en gaz naturel du Turkménistan. Au cours des années 1990, ce commerce est principalement assuré par la compagnie Itera. Toutefois, la découverte de nouvelles réserves d'hydrocarbures dans la dépression de la mer Caspienne modifient

¹⁶⁶ Jonathan Stern, « The new security environment for European gas : worsening geopolitics and increasing global competition for LNG », Oxford Institute for Energy Studies, NG 15, October 2006, p.7.

¹⁶⁷ *International Herald Tribune*, 09.12.2006.

¹⁶⁸ Jonathan Stern, *The Future of Russian gas and Gazprom*, Oxford : Oxford Institute for Energy Studies, 2005, pp.66-68.

¹⁶⁹ Daghestan, Tchétchénie, Ingouchie, Ossétie du Nord, Kabardino-Balkharie, Karatchaévo-Tcherkessk, Abkhasie, Adyguéie. Seule l'Ossétie du Nord n'est pas majoritairement musulmane.

sensiblement la situation géopolitique de la région de Transcaucasie. Rappelons que le potentiel énergétique de la région Caspienne fait au cours des années 1990 l'objet d'intenses spéculations. Les ressources de la Caspienne sont alors envisagées comme un moyen de diversifier les approvisionnements énergétiques des pays occidentaux. Les débats se focalisent alors sur le tracé des *pipelines* pour acheminer le pétrole de cette région enclavée et éloignée des centres de consommation. Or, les régions de transit sont généralement des zones politiques instables (ex-Républiques de l'URSS du Caucase, Balkans) et très pauvres.

Pour le pétrole, la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi –Ceyhan (BTC) marque le recul de l'influence russe : en effet, ce pipeline, malgré l'opposition des Russes et leurs pressions sur la Georgie, permet de relier les gisements de la Caspienne à la Méditerranée, par la Georgie et la Turquie, sans passer par la Russie. La réalisation de cet oléoduc est rendue possible grâce au soutien des Américains, dont les ONG ont également soutenu la « révolution des roses » en Georgie en 2003, écartant du pouvoir le président Chevardnadze, un ancien notable du régime soviétique et garant des liens avec la Russie.

Pour le gaz, Gazprom redevient un des principaux fournisseurs à partir des années 2000 pour l'approvisionnement des pays de la région, notamment l'Azerbaïdjan. Fin 2005, le géant gazier russe Gazprom, désireux d'aligner ses prix sur ceux du marché mondial, a considérablement augmenté ses tarifs (environ 100% pour la plus basse ces augmentations) pour la plupart de ses clients de la Communauté des Etats indépendants (CEI) ainsi que pour les pays du Caucase du Sud. Le 21 décembre 2005, l'Azerbaïdjan signait avec Gazexport un accord pour la livraison de 4,5 milliards de m³ au prix de 110 dollars les 1.000 m³ (l'ancien tarif était de 60 dollars). Le président Aliiev reconnaissait après coup que son pays "n'avait pas eu le choix" et qu'il envisageait une diversification de ses approvisionnements quitte "à se tourner éventuellement vers l'Iran".

La découverte du champ gazier de Shah Deniz en 1999 devait permettre à l'Azerbaïdjan de ne plus importer de gaz de Russie, mais la production qui venait juste de débuter à la fin de l'année 2006, a été stoppé début 2007, forçant un pays comme la Georgie, qui comptait sur ce champ pour ne plus être dépendant des approvisionnements russes, à acheter du gaz russe au prix fort¹⁷⁰.

Au-delà de la réduction des livraisons de gaz russe dans la région, ce sont les projets de routes énergétique pour le transport des ressources de la Caspienne et l'Asie centrale qui pourraient affaiblir l'influence russe dans la région. En premier lieu, **le gazoduc Sud-Caucase (Bakou-Tbilissi-Erzurum)**, relie depuis 2006 le gaz du gisement de Shah Deniz (Azerbaïdjan) à la Turquie. Le gazoduc est construit en parallèle à l'oléoduc BTC et possède une capacité de 16 Gm³. Initialement devant approvisionner la Turquie et la Georgie, il pourrait approvisionner les marchés européens via le Nabucco ou les gazoducs vers la Grèce et l'Italie. Il permet également de satisfaire les besoins domestiques de l'Azerbaïdjan, ce qui pourrait conduire à une réduction significative des importations de gaz russe en Azerbaïdjan.

L'autre projet est **le pipeline transcasprien** qui permettrait d'accéder aux ressources de l'Asie centrale (voir section ci-après) en passant par la mer Caspienne sans avoir à transiter par le territoire russe. Le projet, fortement soutenu par les Etats-Unis, avait été abandonné en raison du différent entre les participants sur le prix du gaz turkmène et le quota attribué à l'Azerbaïdjan. Mais ce projet a été réactualisé avec la « crise russo-ukrainienne » de 2006, et l'UE semble favorable à cette voie qui permet de briser le monopole de Gazprom. Les Russes ont souligné l'absence d'accord sur la définition de la division de la mer caspienne entre les pays riverains », jugeant ce projet comme étant par conséquent « prématuré ».

¹⁷⁰ *The Guardian*, 5 février 2007.

Les changements en cours dans l'acheminement des hydrocarbures de la Caspienne à destination des marchés mondiaux auront pour conséquence immédiate une diminution de l'influence russe sur l'Azerbaïdjan, offrant à ce dernier de nouvelles options en matière de politique extérieure.

Dans la partie Nord du Caucase, la Tchétchénie est devenue la république autonome la plus tragiquement célèbre. Le gisement de Groznyï, avec ceux de Maïkop et Bakou, assure l'essentiel de l'approvisionnement pétrolier de l'Union soviétique. L'invasion des armées allemandes du Sud de la Russie en 1942 vise ces gisements. Les Allemands parviennent à nouer des contacts avec des réseaux caucasiens anti-communistes, ce qui donnera à Staline un prétexte pour faire déporter les Tchétchènes au Kazakhstan et en Sibérie en 1944 et à supprimer la Tchétchénie. Ces derniers sont réhabilités et autorisés à revenir sur leurs terres en après la mort de Staline en 1956, laissant un profond traumatisme. Le général Doudaev proclame l'indépendance de la Tchétchénie en 1991, mais celle-ci est divisée en clans rivaux (séparatiste et ceux qui refusent le séparatisme), conduisant progressivement à une guerre civile dans laquelle l'armée russe tente d'intervenir en 1994. Le Pierre Lorrain a bien montré l'importance des enjeux énergétiques dans le déclenchement de la première guerre en Tchétchénie¹⁷¹. En effet, la capitale Tchétchène se trouvait sur le réseau de transport du pétrole de la Caspienne vers le port de Novorossisk, sur la mer noire. Une bretelle contournant la Tchétchénie a été construite depuis par les Russes.

Depuis le début de la deuxième guerre en 1999, les rivalités entre les clans tchétchènes s'accompagnent d'une influence islamiste qui endigue ce conflit dans une impasse et révèle l'impuissance d'une armée russe, marquée par le dénuement et la démoralisation de ses soldats.

Plus généralement, la question qui se pose pour le Caucase est de savoir si les pays de cette région vont s'émanciper de l'influence russe sur le long terme.

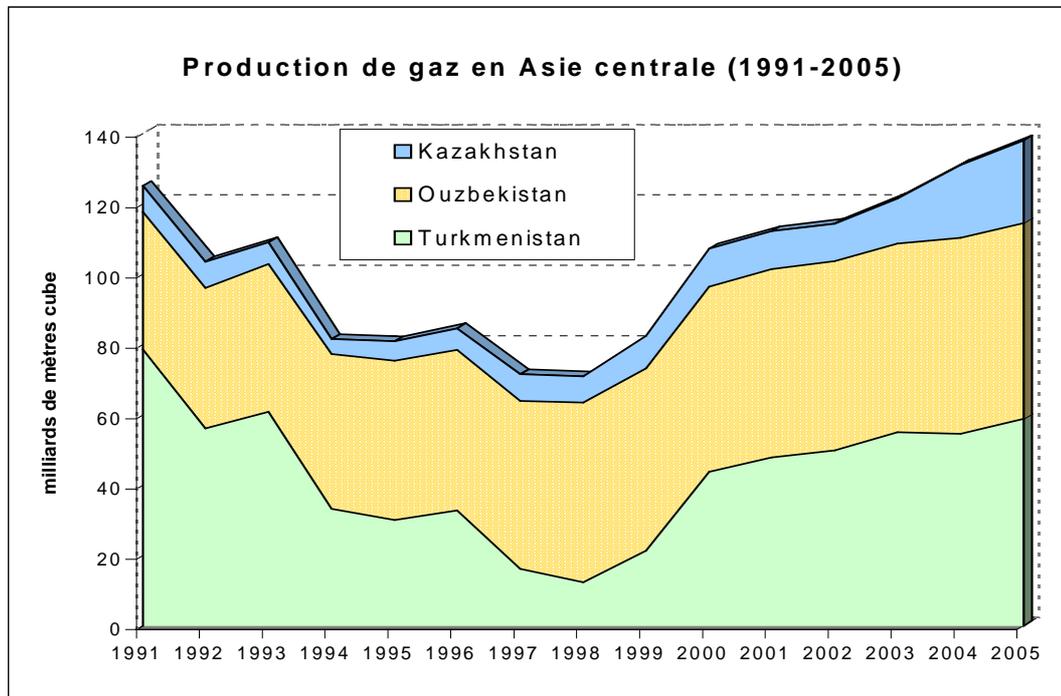
2. L'Asie centrale : regain de l'influence russe

Les ressources énergétiques convoitées se trouvent principalement dans trois nouveaux Etats : l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kazakhstan, qui détiennent ensemble 4,3% des réserves mondiales prouvées en gaz naturel¹⁷². L'Ouzbékistan dispose de larges réserves, mais la majeure partie de sa production est utilisée pour alimenter la consommation domestique, ce qui lui laisse peu de gaz disponible pour l'exportation. Au Turkménistan, dont le volume de production est comparable mais cinq fois moins peuplé que l'Ouzbékistan, est redevenu l'un des principaux exportateurs de gaz de la région, notamment grâce à la reprise vigoureuse de sa production depuis 1998 (Figure 1). Le Turkménistan, dont la production gazière s'est effondrée entre 1992-1998, jouait un rôle de premier plan dans l'approvisionnement gazier des Républiques de l'ex-URSS. Quant au Kazakhstan, il produit actuellement peu de gaz, mais c'est un pays de transit important pour le gaz turkmène et ouzbek vers la Russie. Sa production de gaz a quasiment triplé depuis 2000 et celui-ci pourrait devenir un exportateur potentiellement important.

3.3. PRODUCTION DES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS D'ASIE CENTRALE (1991-2005)

¹⁷¹ Pierre Lorrain, « La manne du pétrole et la guerre en Tchétchénie », *Géopolitique*, N°54, 1996, pp. 74-76.

¹⁷² BP Statistical Review 2007.



3.4. DONNEES GENERALES (RUSSIE, KAZAKHSTAN, TURKMENISTAN, OUBÉKISTAN)

	Population (millions d'habitants)	PIB par habitant (USD)	PIB PPA (en Parité Pouvoir d'Achat) par habitant (USD)	Réserves prouvées de gaz naturel (trillions de m ³)	Production 2006 (milliards de m ³)	Exportations 2006 (milliards de m ³)
Russie	144	4 460	12 200	47,6	612	217
Kazakhstan	15	2 930	9 400	2,89	24	7
Turkménistan	5	1 340	8 500	2,86	62	42
Ouzbékistan	27	510	2 000	1,87	55	13

Sources : BP (2007) ; CIA World Fact Book (2007)

Depuis des siècles, ces peuples turcophones entretiennent des relations tumultueuses avec les Russes. Au Moyen Age, les peuples nomades venus de la steppe contraignent les princes russes à leur payer un tribut. Par la suite, ils sont assimilés dans l'empire russe, puis incorporés à l'URSS en 1924 et 1936. Lors du référendum du 17 mars 1991, les peuples de ces régions votent massivement pour le maintien de l'URSS. Toutefois, avec les accords de Minsk de décembre 1991, les nouveaux présidents slaves (russe, biélorusse et ukrainien) mettent un terme à l'existence de l'URSS et projettent ces Républiques sur la voie de l'indépendance. Fait unique, la « métropole » souhaite alors se débarrasser de ces régions limitrophes, largement considérées comme un fardeau économique.

Au cours des années qui suivent, le destin de ces Républiques désormais indépendantes devient étroitement lié à leurs ressources naturelles et à la personnalité de leur dirigeant : au Turkménistan, Saparmurat Niazov s'installe en dictateur excentrique et mégalomane jusqu'à sa mort, en décembre 2006. Au Kazakhstan et en Ouzbékistan, les présidents Nursultan Nazarbaiev et Islam Karimov semblent être élus à vie. Anciens dirigeants du parti communiste, ils mettent en place un style de gestion autoritaire, dominé par un système de clan et une corruption omniprésente. Fortement touchés par la crise économique au cours des années 1990, leurs liens avec la Russie se détendent. A cette époque, Gazprom s'efface de la région et se concentre essentiellement sur les exportations vers les marchés européens, seule source stable de revenus. C'est Itera, une compagnie russe enregistrée en Floride, dont les liens avec Gazprom ont été très

opaques, qui se charge un temps de fournir les autres ex-Républiques soviétiques en gaz, principalement d'origine turkmène.

Pourtant, au début des années 2000, le géant gazier russe s'intéresse à nouveau à cette région, qui connaît par ailleurs une forte reprise économique. Gazprom commence par s'associer aux compagnies nationales grâce à la création de *joint-ventures* (sociétés à capital mixte). En 2003, un accord de vingt-cinq ans entre l'ancien président turkmène et Vladimir Poutine, fait de la Russie le principal acheteur de gaz turkmène. Gazprom monopolise également le potentiel d'exportation ouzbek, grâce à un accord signé en 2002. Pour Gazprom, ces achats sont devenus indispensables : avec une production stagnante due au déclin de ses gisements traditionnels en Sibérie Occidentale et une demande énergétique intérieure en pleine croissance, Gazprom compte sur les ressources de l'Asie centrale pour honorer ses contrats d'exportation vers l'Union européenne. La nouvelle stratégie de Gazprom en Asie centrale repose sur plusieurs considérations : les coûts de production y sont nettement inférieurs, comparés à ceux des nouveaux gisements de l'extrême Nord de la Russie tels que Yamal ou Chtokman, qui exigent de relever un véritable défi technologique et financier.

Face aux risques d'un déficit gazier évoqué dans le chapitre précédent, les importations de gaz provenant des pays d'Asie centrale pourraient maintenir les besoins domestiques et les exportations de la Russie à court terme. Jonathan Stern dans son ouvrage « *The Future of Russian gas and Gazprom* » estime que les importations provenant d'Asie centrale, principalement du Turkménistan, Kazakhstan et Ouzbékistan pourraient atteindre environ 100 milliards de m³.

Les atouts de Gazprom dans la région

Gazprom participe non seulement au développement de la production, mais s'impose également sur les voies stratégiques de transit. Les pays producteurs de la région n'ont en effet pas d'autre alternative que de passer par la Russie pour exporter leur gaz : il n'existe que deux principaux réseaux de gazoducs, l'« Asie centrale-Centre » et le « Boukhara-Oural »¹⁷³, construits dans les années 1960-1970. Mais ces infrastructures sont vétustes et demandent à être modernisées, ce pourquoi Gazprom se présente comme un partenaire indispensable. Ce dernier a par exemple prévu d'investir 1,5 milliards de dollars dans le secteur gazier Ouzbek. De toute évidence, les compagnies nationales de ces pays n'ont pas les moyens financiers et la technologie pour renouveler ou reconstruire leur système de transport gazier.

Une coopération bilatérale renforcée

Signalons en premier lieu l'adoption en 2002 d'une **déclaration commune entre la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan** sur la coopération sur les questions de politique énergétique et de défense des intérêts des pays producteurs de gaz naturel.

Gazprom a conclu un premier accord gazier avec le gouvernement **kazakh** portant sur la livraison de près de 80 milliards de m³ jusqu'en 2012 et la création d'une société commune KazRosGaz. Le 27 septembre 2005, création d'une JV Gazprom/KazMunayGaz (Kazakhstan). Cette JV permettrait d'approvisionner la Russie avec 15 milliards de m³ par an de gaz provenant de Karachaganak.

¹⁷³Le gazoduc Asie centrale-centre construit à l'époque soviétique (1974) relie le Turkménistan et la Russie via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Ce réseau assure le transport de la plupart de la production turkmène et ouzbek. Le réseau est composé de deux principales branches connectant les trois pays au réseau russe. La capacité actuelle est d'environ 44 Gm³ par an mais grâce à l'accord de mai 2007, il est prévu de doubler sa capacité grâce à des travaux de modernisation du réseau et de construction d'un gazoduc parallèle au réseau existant, le long du littoral caspien.

L'accord signé le 10 avril 2003 entre le président russe Vladimir Poutine et le président du **Turkménistan** Saparmourat Niazov est à souligner. Cet accord prévoit une coopération stratégique entre les deux pays dans le secteur gazier (Turkmenneftegaz et Gazexport) ainsi que la livraison de 6 milliards de m³ en 2004, puis 10 milliards en 2006 et jusqu'à 80 milliards d'ici 2009¹⁷⁴.

Un autre accord a été signé avec l'**Ouzbékistan** pour la fourniture de gaz : Gazprom et le président Karimov se sont ainsi accordés pour la livraison de 9 milliards de m³ en 2006 au prix de 60\$ les 1000 m³. De plus, le 25 janvier 2006, le pays a rejoint la **Communauté Economique eurasienne**. En janvier 2006 également, Gazprom a annoncé un investissement de 1,5 milliards de \$ dans le secteur gazier de l'Ouzbékistan, dont sept projets d'exploration dans la mer d'Aral.

Ces accords donnent ainsi au gazier russe le monopole sur les exportations de gaz des grands pays producteurs de gaz d'Asie centrale. Ils permettront notamment à Gazprom de s'approvisionner en gaz bon marché d'Asie centrale et repousser ainsi les développements coûteux nécessaires pour accroître la production en Russie. Le président russe a d'ailleurs proposé de créer **une alliance gazière eurasiatique** entre le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizistan.

Actuellement, le gazoduc central d'Asie centrale qui relie la Russie et le Turkménistan par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan a une capacité de 38 milliards de m³. Une grande partie du gaz transitant sur ce pipeline est ensuite envoyé vers l'Ukraine. Ce gazoduc est cependant en mauvais état et nécessite des réparations.

La Russie émerge comme l'acheteur exclusif du gaz d'Asie centrale : 19 Gm³ en 2005, 25 en 2006. On estime que Gazprom s'est rendu acquéreur de plus de 12% de toutes les réserves gazières de la région (8 trillions de m³) grâce aux contrats de long-terme signés au cours des années 2002-2003¹⁷⁵. Le transit du pétrole kazakh par le réseau russe, a par exemple doublé et atteint jusqu'à 11.6 Mt en 2000, suite à des accords inter-gouvernementaux.

Sur le plan politique et commercial, on note également le renouveau d'une intégration régionale, avec la création d'une « **Communauté économique eurasiatique** » et surtout l'**Organisation de Coopération de Shanghai**¹⁷⁶. Comme son nom le suggère, cette dernière organisation comprend la Chine, laquelle s'intéresse de très près à ses voisines dotées des matières premières indispensables à son développement et à sa croissance économique. La région fait aussi partie de l'étendue potentielle d'influence chinoise. Il en résulte que la Russie et la Chine sont amenées à coopérer et potentiellement à rivaliser en Asie centrale. En effet, si d'une part l'OCS réunit la Russie et la Chine contre l'influence américaine, en revanche les deux pays pourraient entrer en concurrence sur le partage des zones d'influence de la région. La Chine a déjà conclu plusieurs partenariats de coopération économique avec chacun de ces pays. Pour le moment, la Russie bénéficie d'un certain avantage: les liens culturels et commerciaux sont restés très étroits, en particulier entre la Russie et le Kazakhstan, dont la presque totalité de la population parle le russe. Le russe reste d'ailleurs la *lingua franca* dans l'ensemble de cette région multiethnique. Toutefois, Gazprom pourrait devoir compter à l'avenir avec d'autres acteurs concurrents, notamment chinois, tout aussi déterminés à accéder aux richesses de l'Asie centrale. Dans un contexte de rivalités croissantes autour des ressources énergétiques, la configuration géopolitique dans la région pourrait donc être amenée à évoluer.

¹⁷⁴ ITAR TASS, 10.04.2003.

¹⁷⁵ WEO-2004, (?), p.160.

¹⁷⁶ Créée en 2001, elle comprend la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Les limites de l'influence russe : les projets d'infrastructure alternatifs

Les pays producteurs d'Asie centrale ont tenté de diversifier leurs marchés d'exportation et de coopérer avec d'autres pays voisins : l'ancien président turkmène Niazov avait proposé de construire un gazoduc vers la Chine. Le Turkménistan a également entrepris d'exporter du gaz en Iran, ce dernier étant pourtant doté des deuxièmes réserves gazières mondiales. Les projets de gazoducs envisagés vers la Chine, l'Europe (projet Nabucco¹⁷⁷), voire même le Pakistan (projet TAP¹⁷⁸), ont donné à ces pays par la même occasion un levier de négociation vis-à-vis de la Russie : en 2006, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont réussi à faire accepter à Gazprom le quasi-doublement du prix de vente de leur gaz, se rapprochant ainsi des prix du marché international. Par conséquent, les ventes de ces pays producteurs en Russie sont devenues nettement profitables, reléguant au second plan les projets de pipelines alternatifs.

Projets mettant fin au monopole de la Russie sur les voies de transport

Pétrole

- **L'oléoduc Bakou (Azerbaïdjan)-Tbilissi (Georgie)-Ceyhan (Turquie) (BTC)** : Il relie la Caspienne avec la Méditerranée orientale sur une distance d'environ 1800 kilomètres. L'oléoduc devrait être opérationnel en 2006. Son tracé, très politique, conforte l'alliance avec la Turquie, tout en évitant l'Iran, qui était pourtant le tracé le plus économique. L'oléoduc devrait être opérationnel en 2006. Les compagnies Shell et British Petroleum ainsi que plusieurs majors américaines participent à ce projet international. Il n'est pas exclu que ce pipeline puisse rejoindre celui de Burgas-Alexandroupolis, si ce dernier est construit.
- **L'oléoduc Kazakhstan-Chine** : en octobre 2003, la compagnie d'Etat KazMunaiGaz concluait un accord avec la CNPC chinoise. La construction de cet oléoduc qui relie les régions productrices de l'Ouest du Kazakhstan au Nord-Ouest de la Chine a été achevée en décembre 2005 et mis en service en avril-mai 2006.

Gaz

- **Le projet transcasprien**, sous la mer Caspienne relierait les gisements situés au Turkménistan et au Kazakhstan avec le gazoduc du Sud Caucase (Bakou-Tbilissi-Erzerum), permettant ainsi les livraisons de gaz turkmène et kazakhe en Europe via la Turquie. Ce projet, proposé et soutenu par les Américains depuis 1996, en reste cependant à l'état de projet. La Russie et l'Iran se sont fortement opposés à ce projet, qui nécessite l'accord des cinq Etats riverains de la Caspienne. En revanche, lors de sa visite au Kazakhstan en mai 2006, le commissaire européen Piebalgs a apporté le soutien de l'UE pour la construction de ce gazoduc.
- **Projet Trans-Afghan (TAP)** : ce gazoduc transporterait du gaz du Turkménistan vers le Pakistan et l'Inde, via l'Afghanistan. Un premier Mémoire d'Entente entre le Turkménistan et le Pakistan avait été signé en 1995. Ce projet, soutenu par la Banque asiatique du développement reste en suspens en raison de l'instabilité politique en Afghanistan. De plus, les accords signés avec la Russie en 2007 rendent ce projet secondaire pour le Turkménistan.

¹⁷⁷ Projet de gazoduc qui relierait les pays du bassin de la mer Caspienne et l'Autriche via la Turquie.

¹⁷⁸ Turkménistan-Afghanistan-Pakistan.

- **Le projet Nabucco** transporterait du gaz d'origine iranienne, turkmène et azerbaïdjanaise via la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie vers l'Autriche et ce sur près de 3300 kilomètres. Ce projet est inclus dans le programme des réseaux d'énergie trans-européens de l'UE. Ce projet est concurrencé par le projet alternatif de Gazprom, la deuxième section du Blue Stream sous la mer noire, vers la Turquie, prolongé par la Bulgarie, la Serbie, la Croatie et l'Hongrie.
- **Projet Turkménistan-Chine** : en juillet 2005, le Turkménistan et la Chine ont signé un accord de coopération sur le pétrole et le gaz.
- **Turkménistan-Iran** : le Turkménistan livre déjà du gaz naturel en Iran grâce au gazoduc Korpezhe-Kurt Kui construit en 1997. Il s'agit d'un des premiers gazoducs dans la CEI qui évite la Russie. En 2006, l'Iran a annoncé son intention d'accroître ses importations de gaz Turkmène (de 5,8 en 2005 à 6 en 2006 et 14 à partir de 2007). Par ailleurs, la compagnie française Total était engagée dans des discussions avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan sur la construction d'un oléoduc Nord-sud vers l'Iran.

Le projet de gazoduc transcaspéen (sous la mer Caspienne) aurait notamment permis de réduire le rôle de la Russie en tant que pays de transit. Ce projet était d'ailleurs fortement soutenu par Washington, dont la stratégie consiste précisément à briser le monopole des Russes sur les exportations de la région. Mais ce gazoduc n'a plus vraiment de raison d'être : non seulement Gazprom a accaparé le potentiel productif du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, mais la Russie s'est également imposée ces derniers mois comme l'unique voie de transit, un état de fait renforcé par l'accord du 12 mai 2007¹⁷⁹. Selon cet accord, il est prévu de construire un gazoduc le long de la mer Caspienne qui permettrait d'accroître considérablement la capacité des pipelines existants. Pour accueillir Vladimir Poutine, le président kazakh Nazarbaïev et le nouveau président turkmène, Berdimukhammedov, ont même décliné l'invitation à se rendre à un « sommet énergétique des cinq »¹⁸⁰ qui avait lieu en même temps en Pologne, et au cours duquel les voies de contournement de la Russie devaient être discutées. Quand aux projets Nabucco et TAP, ceux-ci en restent au stade des discussions.

Quelle place pour l'Union européenne dans la région ?

L'Union Européenne a récemment réactivé son intérêt pour cette région, mais de façon discrète et marginale, y voyant là un moyen de diversifier ses approvisionnements jugés trop dépendants de la Russie. En mai 2006, Andris Piebalgs s'est rendu en Asie centrale, région qui selon le Commissaire pourrait assurer plus de 10% des besoins gaziers de l'UE¹⁸¹. Les deux principaux pays visés par la diplomatie européenne, absente jusqu'à présent dans cette région, sont le Kazakhstan et le Turkménistan. L'UE privilégierait ainsi le tracé de réseaux de transport par la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Turquie pour atteindre ensuite le marché européen, notamment avec la construction du gazoduc trans-transcaspien.

Mais reste à savoir si ces pays pourraient être des fournisseurs aussi fiables que Gazprom à long terme. En effet, le pragmatisme qui anime leurs dirigeants rend particulièrement imprévisible les alliances énergétiques futures. Bien que l'objectif de diversification des approvisionnements gaziers soit légitimes, les projets en provenance de la caspienne ou de l'Asie centrale semblent difficiles à réaliser : ils transitent par des régions politiquement et économiquement instables.

¹⁷⁹ Accord entre la Russie, le Turkménistan et le Kazakhstan prévoyant d'augmenter les exportations de pétrole et de gaz vers la Russie.

¹⁸⁰ Pologne, Lituanie, Ukraine, Georgie, Azerbaïdjan.

¹⁸¹ RFE/RL, 07.06.2006.

Ces projets séparés pourraient-ils nuirent aux objectifs de Gazprom et de la Russie ? Dans tous les cas, une concurrence entre la Chine, l'UE et la Russie et US pour accès aux ressources de la Caspienne et de la région aura des conséquences sur les futurs contrats et alliance des ces pays. On note un renforcement de l'activisme de ces différents acteurs dans la région, lié à la concurrence accrue pour l'accès aux ressources énergétiques planétaires. Pour le Commissaire européen, Andris Pielbags, c'est surtout la Chine qui représente une concurrence sérieuse :

« I think the competing pressure [comes] less [from] Russia, I would says it's China [that is] competing, because Russia is not [an] end consumer. [It mostly offers] transit [although] it also uses part of the gas in the chemical industry. But still, for Kazakhstan it's important to have two good customers – China on on side and Europe on the other side. Russia is important [for Kazakhstan], but we know that politically, Kazakhstan will always try to keep good relations with Russia, and it's nothing wrong »¹⁸²

Implications stratégiques pour l'UE

Le contrôle des infrastructures de transport des hydrocarbures est un élément clé de la stratégie du gouvernement russe. L'objectif affiché est double : d'une part, il s'agit de sécuriser le transit des exportations d'hydrocarbures vers les marchés européens. Celle-ci se traduit par la volonté de construire de nouvelles infrastructures évitant les pays de transit et le développement d'infrastructures portuaires sur les quatre façades maritimes : mer baltique, Océan pacifique, mer noire, mer des Barents. D'autre part, elle vise à protéger et renforcer le contrôle sur les ressources des pays de l'Asie centrale. La Russie mise une grande partie de son développement économique et de son influence internationale sur l'exploitation et le transport des hydrocarbures à partir de son territoire et celui des pays riverains de la mer Caspienne et en Asie centrale.

Gazprom continue d'exercer un monopole sur le réseau de gazoducs en Russie et prédomine sur l'approvisionnement eurasiatique grâce à des contrats de long terme et le contrôle des infrastructures. Depuis le début des années 2000, Gazprom a rétabli sa présence dans l'espace CEI où la compagnie s'était plus ou moins effacée au cours des années 1990. Cette position se renforce en Asie centrale. Les dirigeants russes ont réaffirmé à plusieurs reprises que le gouvernement n'abandonnerait pas le contrôle de l'Etat sur les infrastructures de transport en Russie mais également dans la CEI. La Russie espère notamment établir un espace énergétique commun avec ses voisins de la CEI, en restaurant par exemple les réseaux d'électricité qui avaient été coupés avec l'effondrement de l'URSS¹⁸³.

La volonté de conserver un contrôle étroit sur les infrastructures de transport justifie en partie les réticences de la Russie à ratifier le protocole de transit de la Charte de l'Energie, lequel impliquerait l'ouverture du réseau de pipelines à des tiers. Le réseau de transport voué à l'exportation reste sous le contrôle des deux monopoles publics, Transneft pour le pétrole et Gazprom pour le gaz. Lors de sa rencontre le 9 octobre 2003 avec Schröder à Ekaterinbourg, Vladimir Poutine avait déclaré que la Russie est en mesure de le maintenir en fonctionnement du système de transport construit à l'époque soviétique, « même si certaines portions se trouvent au delà des frontières russes ».

Le transport des hydrocarbures russes est une question-clé de la sécurité des approvisionnements européens dans la perspective d'une alliance énergétique UE/Russie. Pourtant, le dialogue énergétique UE/Russie l'a jusqu'à présent peu abordée, si ce n'est par le

¹⁸² RFE/RL, 07.06.2006.

¹⁸³ Voir Fredholm M., *op. cit.*, p.5.

biais de la ratification de la Charte de l'Energie, ou le soutien des « projets d'infrastructures d'intérêt commun ». La résolution des problèmes de transit avec l'Ukraine, la Biélorussie restera essentielle, même si la situation a considérablement évolué : désormais, l'ère des livraisons à des prix avantageux est terminée et Gazprom compte bien imposer des prix du marché et imposer des sanctions en cas de non-accord. Actuellement, les questions de transit sont négociées par voie bilatérale entre la Russie et les pays concernés, ce qui rend la sécurité du transit dépendant des (bonnes) relations bilatérales et ne garantit donc pas une sécurité des approvisionnements sur le long terme.

De plus, l'état du réseau, dont on estime que la moitié des installations a plus de 20 ans, a grandement besoin d'être remplacé et modernisé. Les infrastructures de transport destinées à l'exportation fonctionnent à pleine capacité et une grande partie des équipements datant de l'époque soviétique doivent être renouvelés.

IV. LA COOPERATION UE/RUSSIE : PISTES POUR L'AVENIR

La relation stable et de long terme sur laquelle le commerce gazier s'était développée au cours des trois dernières décennies connaît plusieurs transformations de fond. Les facteurs de changement se manifestent non seulement en Russie, mais également au sein de l'UE ainsi que dans l'industrie énergétique. A la lumière des chapitres précédents, ce dernier chapitre analyse les facteurs du refroidissement actuel des relations entre l'UE et la Russie et propose des recommandations.

A. LES FACTEURS DE REFROIDISSEMENT

1. Les évolutions au sein de l'Union européenne

On notera en premier lieu **le rôle croissant des institutions européennes et des décisions supranationales** qui ont un impact sur l'organisation traditionnelle des marchés énergétiques en Europe. Jusqu'à présent, le commerce énergétique, et notamment gazier, se réalisait sur une base bilatérale entre la Russie et les pays importateurs. L'introduction de nouvelles réglementations en vue de réaliser le marché européen de l'énergie, accompagné de la transformation des compagnies nationales en multinationales, bouleverse l'organisation traditionnelle des marchés énergétiques. De plus, les compagnies nationales dépassent aujourd'hui largement le cadre national dans lequel elles avaient l'habitude d'opérer : les champions nationaux tels que EDF, E.ON et RWE se sont désormais implantés dans plusieurs pays, notamment en Europe de l'Est.

Deuxièmement, **l'élargissement** amène des pays qui ont des liens commerciaux et énergétiques historiques avec la Russie. Certains des nouveaux pays ont également des ressentiments historiques à l'égard de la Russie, en particulier la Pologne et les pays Baltes.

Des considérations d'ordre stratégique interviennent dans les débats sur cette relation commerciale. Toute la difficulté ici réside dans le fait que des éléments de nature géopolitique et qui relèvent de la politique étrangère entrent en jeu, alors que l'UE n'a pas vraiment les instruments pour y faire face. En effet, l'UE ne négocie pas comme un Etat ce qui est présenté comme un sérieux handicap¹⁸⁴. La relative absence de Bruxelles dans l'agenda géopolitique énergétique (malgré le rôle de certains gouvernements nationaux) est attribuée aux difficultés de développement d'une politique étrangère commune. Cette faiblesse de l'Europe est évoquée à plusieurs reprises au cours des années 1990¹⁸⁵. Le Livre Vert sur la sécurité des approvisionnements note : « *Tant que l'Union européenne ne disposera pas d'instruments lui permettant de réduire la pression exercée par le marché international, cette situation demeurera le talon d'Achille de l'économie européenne et ses possibilités d'avoir une influence appropriée dans le dialogue au niveau mondial resteront réduites* »¹⁸⁶. L'une des principales conclusions de l'étude réalisée par l'Université de Clingendael de 2004 pour la Commission européenne est que l'énergie devra être intégrée dans la politique extérieure de l'UE¹⁸⁷.

2. Un contexte nouveau en Russie

Sur le plan énergétique, le pays est confronté à deux principaux défis :

¹⁸⁴ Entretiens au Secrétariat de la Charte de l'Energie.

¹⁸⁵ Voir par exemple les conclusions du Forum organisé par le Conseil français de l'énergie sur le thème « L'Europe de l'Ouest va-t-elle manquer d'énergie ? les 12-13.03.1997 à Strasbourg. Voir *Le Monde*, « L'Europe n'est pas assez armée en cas de crise énergétique » (Dominique Gallois), 15.03.1997.

¹⁸⁶ Livre Vert, *op. cit.*, p.30.

¹⁸⁷ *Study on energy supply security and geopolitics*, rapport réalisé pour la DG TREN par le Clingendael International Energy Programme (CIEP), La Hayes, Pays-Bas, 01.2004.

- **Premièrement, le déclin des gisements et des infrastructures datant de l'époque soviétique** impose le renouvellement de la base de production et de ses équipements. Le pays doit notamment développer de nouveaux gisements, lesquels se situent plus au Nord et à l'Est. Au Nord, l'exploitation se révèle être plus difficile d'accès et plus chère (on prévoit le doublement des coûts entre 2005-2025), et technologiquement plus complexe, d'où les incertitudes sur la production (et la nécessité d'une coopération avec des compagnies étrangères pour certains gisements offshore comme Chtokman). Le développement de gisement à l'Est signifie aussi que la coopération avec les pays de l'Asie pacifique va être renforcée, d'où l'intensification des relations diplomatiques avec ces pays.
- **Deuxièmement, la consommation domestique** est prévue à la hausse, poussée par la croissance économique, qui se traduit par une forte croissance de la consommation d'électricité (et par conséquent, de gaz naturel, sachant que la moitié de l'électricité est générée par le gaz). La croissance prévue est de 2-3% par an en moyenne. L'accroissement de la consommation pose la question de la disponibilité des ressources pour les exportations. Les ressources pétrolières étant limitées, les exportations sont prévues à la baisse sur le long terme. La question qui se pose aujourd'hui en Russie, c'est va-t-on vers une pénurie de gaz, ce qui pourrait freiner la croissance? Selon certaines analyses, la Russie ne serait plus en mesure d'exporter du gaz à l'horizon 2020, ou bien dans le meilleurs des cas, elle serait contrainte d'effectuer des choix. Cet aspect est d'autant plus préoccupant pour l'UE que l'accroissement des tarifs domestiques du gaz pourrait rendre à long terme, les ventes sur le marché interne tout aussi intéressantes que les exportations. Le marché européen devrait cependant rester un marché privilégié dans le court et moyen terme.

La stratégie gazière russe, on l'a vu tout au long de ce rapport, a considérablement évolué. Elle s'accompagne de l'extension des activités de Gazprom. Sur le plan international, la nouvelle stratégie comporte quatre principaux axes :

- Diversification des marchés de l'exportation
- Diversification des routes pour l'exportation
- Accès aux réserves de l'Asie centrale
- Acquisitions sur le marché de distribution

Géographiquement parlant, la Russie reste divisée en deux, et les projets d'exportation vers l'Asie pacifique apparaissent dans une certaine mesure déconnectés des exportations vers l'UE. La diversification des exportations paraît la plus plausible pour le pétrole, en raison du développement de nouveaux gisements en Sibérie orientale et à Sakhaline et de la construction de l'oléoduc ESPO¹⁸⁸. Elle apparaît en revanche beaucoup plus difficile à réaliser pour le gaz et n'est envisageable qu'au-delà de 2020¹⁸⁹.

Au-delà des choix stratégiques sur les routes et les marchés d'exportation, Gazprom tente également s'implanter dans la distribution de gaz naturel dans l'UE, afin de prendre un maximum de contrôle de la chaîne de valeur. C'est une stratégie d'intégration verticale, qui provient en partie de l'origine de la société : en effet, Gazprom est l'héritière de l'ancien ministère soviétique du gaz, qui était une entité économique fortement intégrée. La transformation de Gazprom en corporation en 1989 marque également le début d'une stratégie de descente en aval sur les marchés européens, avec de nouvelles alliances avec les partenaires

¹⁸⁸ East Siberian Pacific Ocean Pipeline.

¹⁸⁹ Voir Campaner Nadia, « The Eastern vector of Russian oil and gas exports : what impact on the EU energy security ? », Volume of papers, International Association of Energy Economists (IAEE), Florence, Juin 2007.

européens (création de la JV Wingas en 1993) et l'acquisition de parts dans les réseaux de transport. Cette stratégie s'est accélérée au cours des dernières années, d'une part en raison du processus d'ouverture des marchés en Europe et d'autre part grâce aux revenus de Gazprom lié à l'accroissement des prix et qui lui ont donné les moyens de mener une politique active d'acquisitions à l'étranger. Pour Gazprom, il s'agit de capter un maximum de la chaîne de valeur: « *As is well known, the price of Russian gas supplies to Europe is only half of the retail price at which it is sold to consumers. So an increase in exports benefits local resellers and speculators rather than those who produce this gas in the Arctic and lay pipelines in the permafrost* », précise German Gref.

On notera également Gazprom n'est plus le seul acteur de la scène gazière russe, avec l'émergence de « producteurs indépendants », dont le rôle pourrait se voir renforcé avec l'accroissement de la demande de gaz. La production des « indépendants » sert essentiellement à approvisionner le marché domestique, Gazprom ayant conservé le monopole sur les exportations.

Le souci de développer sa propre voie, mais également l'obsession de se renforcer après une décennie d'affaiblissement est caractéristique de la Russie des années 2000. L'analyse du magazine russe *Expert* est révélateur de l'état d'esprit général : « *le refroidissement actuel des relations entre Bruxelles et Moscou viennent de l'échec de la stratégie européenne que l'UE espérait créer une Russie faible* »¹⁹⁰.

3. Le contexte énergétique international : nouveaux acteurs, nouvelles rivalités ?

L'approche russe reflète une tendance plus générale vers le contrôle de ses ressources naturelles : L'émergence de compagnies nationales puissantes dans plusieurs pays producteurs est un fait marquant de ces dernières années. Le *Financial Times* parle des « *nouvelles sept sœurs* »¹⁹¹ : Gazprom, Saudi Aramco, CNPC, NIOC, PDVSA, Petrobras et Petronas. Selon ce journal, ce groupe de compagnies contrôle plus du tiers de la production et des réserves mondiales prouvées de pétrole et de gaz, tandis que les « *anciennes sept sœurs* » ne contrôlent plus que 10% de la production et 3% des réserves et peinent à obtenir de nouveaux droit de production. Les « *anciennes sept sœurs* » ne sont plus que quatre: ExxonMobil, Chevron, BP et Royal Dutch Shell.

Peut-on envisager que ces nouvelles compagnies puissent un jour remplacer les anciennes majors ? En tout état de cause, celles-ci ont entrepris de participer au développement de projets dans leur pays, ce qui contribue à les renforcer et à leur permettre d'étendre leurs activités au delà des frontières. La poursuite de cette tendance laisse envisager une concurrence accrue. Notons que l'histoire des Majors occidentales présente certaines similitudes : Celles-ci ont commencé par se développer en exploitant les ressources sur leur territoire ou celui de leurs colonies. Elles ont progressivement étendu le champ de leurs activités à l'échelle mondiale pour devenir les multinationales que l'on connaît aujourd'hui.

L'émergence de ces nouveaux acteurs de la scène pétro-gazière internationale est largement favorisée par l'accroissement des prix du pétrole et des gains financiers qui en découlent. L'ensemble de ces compagnies on considérablement accru leur capitalisation : Gazprom est devenu la troisième entreprise mondiale en terme de capitalisation (derrière Exxon et GE) avec plus de 250 milliards de dollars en 2006.

¹⁹⁰ Cité par Nodari Simonia, « The West's energy security and the role of Russia », *Russia in Global Affairs*, Vol.2, N°3, juillet-septembre 2004, pp.101-117.

¹⁹¹ *Financial Times*, 12.03.2007 « The new Seven Sisters : oil and gas giants dwarf western rivals ».

Une nouvelle génération de compagnies énergétiques émerge ainsi sur la scène énergétique internationale, susceptible de modifier les rapports de force entre les pays consommateurs/importateurs et les pays producteurs. Ce phénomène est le fruit des politiques d'Etats dont l'objectif est de créer de véritables « champions nationaux » dans le secteur pétro-gazier. Ces compagnies tentent d'imposer de nouvelles règles, censées satisfaire les intérêts nationaux des Etats dont elles sont originaires. Les gouvernements de ces derniers ont notamment tout intérêt à voir réduire le rôle de ces corporations sur les gisements à des sous-contractants, comme c'est le cas pour Chtokman, en Russie.

B. ENJEUX ET RECOMMANDATIONS

1. Redéfinir les termes de l'interdépendance UE/Russie

La Russie livre des hydrocarbures aux pays de l'Europe occidentale depuis déjà plusieurs décennies. L'accroissement des importations d'hydrocarbures de Russie aura permis à plusieurs pays de l'UE de diversifier leurs approvisionnements énergétiques, fortement dépendants du Moyen Orient à l'heure des deux chocs pétroliers. Pour la Russie, les exportations vers l'Europe occidentale constituent avant tout une source en devises qui lui permettent d'acheter des équipements et des technologies, en partie destinés à développer le secteur pétro-gazier. Rappelons également que le commerce gazier favorise le développement d'une coopération entre les Etats car il crée une forte relation bilatérale d'interdépendance. Une note du Ministère français de l'Industrie de 1978 fait ainsi état des retombées positives du commerce du gaz : « [il] permet [...] de nouer aussi des rapports commerciaux stables et durables avec des pays situés dans des zones relativement diverses »¹⁹². En effet, depuis plus de trente ans, le commerce gazier entre les principaux pays de l'Europe occidentale et la Russie s'est avérée être très stable, quelque soit le contexte politique et économique¹⁹³.

En 2007, plus de 80% des exportations de pétrole et près de 70% de ses exportations de gaz russes sont livrées sur le marché européen. L'UE est le premier partenaire commercial de la Russie : elle absorbe près de la moitié de ses importations et de ses exportations. La Russie en revanche n'est que le troisième partenaire commercial de l'UE avec 10% de ses importations et 6% de ses exportations¹⁹⁴. Le déséquilibre commercial est particulièrement marqué pour la composition des échanges (tableau 1) : la Russie exporte vers l'UE principalement des matières premières, hydrocarbures en tête, tandis que l'UE exporte vers l'UE des produits manufacturés (machineries, équipements de transport et produits chimiques). On notera l'accroissement de la part des énergies (de 60% à 65%) dans les importations européennes de Russie.

4.1. IMPORTATIONS DE RUSSIE ET EXPORTATIONS VERS LA RUSSIE DE L'UE-27 (2002 ET 2006, EN MILLIONS D'EUROS)

Composition par produits	Importations				part des importations totales
	2002	en %	2006	en %	
Produits primaires dont :	44 752	72	101298	74	21
Produits agricoles	2538	4	2697	2	3
Energie	37302	60	89534	65	28
Produits manufacturés,	7114	11,5	11173	8	1,7

¹⁹² Note datée du 19.09.1978 (archives EDF-GDF).

¹⁹³ Voir Campaner Nadia, « Les fondements de l'interdépendance énergétique entre l'UE et la Fédération de Russie », thèse de science politique, Université Paris III, 21.10.2006.

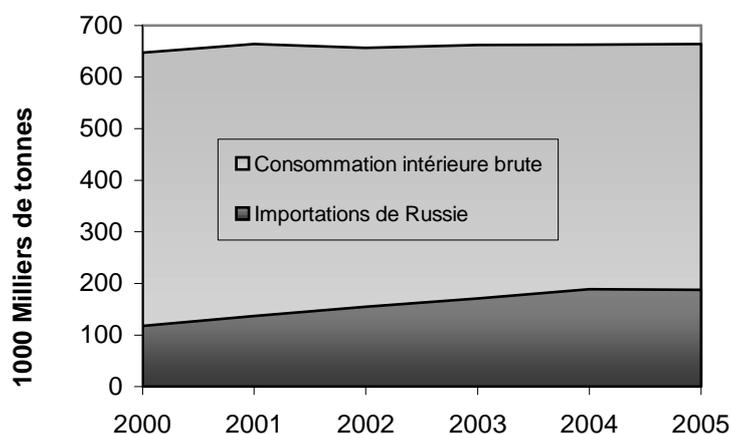
¹⁹⁴ Source : Représentation de la Commission européenne en Russie.

dont :					
Machineries	616	1	560	0,4	0,3
Equipements de transport	335	0,5	237	0,2	0,3
Produits chimiques	2367	3,8	3708	2,7	0,2
Textiles	306	0,5	166	0,1	0,2
TOTAL	61999	100	136847	100	10,15
Exportations					
Produits brut, dont :	4862	14	7671	11	5
Produits agricoles	4222	12	6318	9	9
Energie	182	0,5	461	0,6	1
Produits manufacturés,	28781	84	51359	71,5	6,5
dont :					
Machineries	10920	32	17024	24	7,5
Equipements de transport	3693	11	8087	11	5,5
Produits chimiques	4659	14	10688	15	6
Textiles	1860	5,5	3327	5	10
TOTAL	34279	100	71791	100	6

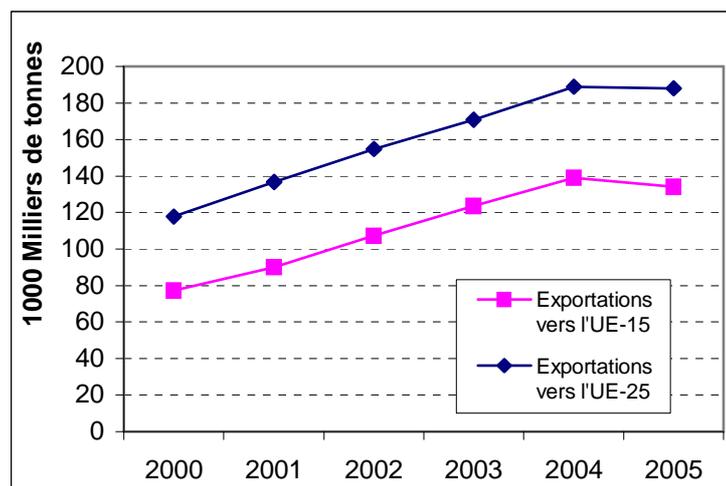
Source : Représentation de la Commission européenne à Moscou

En revanche, on constate une forte interdépendance énergétique : les $\frac{3}{4}$ des exportations d'hydrocarbures russes le sont sur le marché européen. L'UE importe près de la moitié de son gaz de Russie et 30% de son pétrole. La part des importations russe de pétrole a fortement augmenté depuis le début des années 2000, en partie liée à la reprise vigoureuse de la production en Russie et l'accroissement des prix. Ces importations ont pratiquement doublé pour les pays de l'UE-15 depuis 1999. Soulignons que les importations de pétrole russe ont contribué depuis les chocs pétroliers à réduire la dépendance pétrolière des pays de l'UE à l'égard du Moyen Orient.

4.2. CONSOMMATION DE PETROLE BRUT ET IMPORTATIONS RUSSES-UE-27 (2000-2005)



4.3. EXPORTATIONS DE PETROLE RUSSE VERS L'UE (2000-2005)



Données : Eurostat (2006)

Pourtant, les deux partenaires ont manifestement opté pour une négociation conflictuelle : l'UE souligne la nécessité de s'affranchir d'une dépendance énergétique trop grande à l'égard de la Russie et la Russie affirme vouloir diversifier ses exportations. En même temps, l'UE tente de restreindre l'accès à son réseau de distribution et la Russie, l'accès des compagnies étrangères à ses ressources. Ce type d'opposition ne favorise pas la sécurité énergétique sur le long terme

En premier lieu, il est donc indispensable de prendre en compte les principaux intérêts, et notamment de les énoncer clairement à son partenaire. L'impact de la nouvelle législation européenne sur les relations gazières avec la Russie, ainsi que sur la stratégie russe doit être analysé. La nouvelle législation européenne a non seulement un impact sur les politiques énergétiques des Etats membres, mais également sur les pays voisins, y compris la Russie. Une évaluation précise des conséquences et des réactions en Russie serait à intégrer dans les discussions au niveau de l'UE. L'analyse des conséquences de la séparation des activités (*unbundling*) notamment, permettrait de désamorcer certains blocages.

2. Maîtriser la consommation et miser sur les économies d'énergie en Russie

La Russie occupe en effet une place particulière parmi les autres pays exportateurs : elle n'est pas uniquement un pays producteur et exportateur majeur, elle est également un grand pays consommateur d'énergie (troisième consommateur mondial en 2003). Cette particularité la distingue des autres pays exportateurs, tels que la Norvège ou l'Arabie saoudite. La coopération énergétique doit prendre en compte cette spécificité.

A l'avenir, la Russie pourrait se heurter à une grave pénurie d'énergie, alors des pénuries se font déjà ressentir localement. Il est toutefois difficile d'avancer des chiffres sur les risques d'un déficit énergétique. En effet, les scénarios existants sont basés sur une série de variables pour lesquelles de grandes incertitudes demeurent : croissance économique, prix des énergies, rythme de remplacement des équipements anciens, impact de la politique des prix, etc.

Même si la Russie a besoin de plus d'énergie en raison de son climat et de son économie industrialisée, elle reste extrêmement inefficace. L'absence de modernisation des équipements, l'utilisation de technologies dépassée, mais également l'absence de notion d'économie d'énergie, sont des faiblesses que la coopération énergétique pourrait contribuer à résoudre.

Tout cela met en évidence l'importance d'une coopération qui permette non seulement d'améliorer l'efficacité énergétique mais aussi de renforcer la sécurité des approvisionnements. En effet, les besoins de modernisation et surtout de reconstruction des infrastructures héritées de

la période soviétique sont considérables. C'est là que réside un potentiel de coopération important. Le remplacement des équipements obsolètes permet en effet d'envisager une amélioration de l'efficacité énergétique en Russie.

C'est donc ce type de coopération qu'il faut soutenir et favoriser. Il est à noter que ce type de coopération ne concerne pas uniquement le secteur pétrolier et gazier mais également les secteurs nucléaires et les technologies de charbon propre par exemple.

Bernard Laponche estime que la coopération sur l'efficacité énergétique, dont ces pays ont incontestablement besoin, est le seul secteur où il existe un consensus¹⁹⁵ : « *La rivalité internationale et le désir d'acquiescer des nouveaux marchés sont beaucoup moins prononcés dans le secteur de l'efficacité énergétique que dans les secteurs de l'approvisionnement, et la Communauté a une grande marge de manœuvre pour jouer un rôle décisif* »¹⁹⁶. Cependant pour l'auteur, la coopération internationale sur ce thème est restée dispersée et peu efficace¹⁹⁷.

3. Clarifier les conditions d'investissement

Jusqu'à présent, une grande partie de la production s'appuie sur l'héritage soviétique, c'est-à-dire les investissements réalisés dans la prospection, la production au cours des années 1970-1980. Toutefois, cet héritage arrive à son terme, alors que le pays doit prendre en compte la période de sous-investissement des années qui ont suivi la dissolution de l'URSS. L'enjeu est donc considérable, notamment pour Gazprom, sur laquelle repose la balance énergétique et l'approvisionnement domestique.

La Russie a accumulé d'importantes réserves financières grâce à la hausse durable des prix du pétrole. Malgré l'accroissement des investissements au cours de ces derniers mois, les montants requis pour le développement du secteur pétro-gazier sur le long terme demandent une mobilisation massive des capitaux publics et privés. Or la méfiance réciproque des milieux d'affaires russes et étrangers et de l'Etat ainsi que les carences institutionnelles ne favorise pas une telle mobilisation. La problématique des investissements dans la production devrait donc également être l'objet d'un débat national. Dans le secteur gazier plus spécifiquement, la relation entre Gazprom et les producteurs indépendants devra être clarifiée.

La mise en production de nouveaux champs pétro-gaziers, tels que Chtockman ou Yamal, n'est pas sans évoquer les difficultés rencontrées il y a trente ans avec Yambourg ou Ourengoï. La mise en valeur de ces richesses induit une coopération entre les pays de l'Europe occidentale, dont les technologies et les capitaux sont en mesure de contribuer à ce développement.

4. Régler la problématique du transit

Pour l'UE, la sécurité des approvisionnements ne dépend pas uniquement de la Russie, mais également des pays de transit. Ces derniers sont généralement des pays appauvris, gérés par des gouvernements corrompus. Pour la sécurité des approvisionnements européens, il est donc important non seulement de promouvoir des règles de transparence, mais également de coopérer avec la Russie. De même, des investissements dans les structures de stockage de pétrole et de gaz permettraient d'éviter les tensions politiques lorsque la demande est forte le long du réseau (en hiver par exemple)¹⁹⁸.

¹⁹⁵ C'est également ce qui ressort d'un entretien avec M. Laponche réalisé à Paris à l'ICE le 17.06.2003.

¹⁹⁶ B. Laponche, *op. cit.*

¹⁹⁷ Voir son rapport sur l'efficacité énergétique dans les pays d'Europe centrale et orientale et la coopération internationale, Ministère des Affaires étrangères (France) et ICE, avril 2000.

¹⁹⁸ C'est notamment une des recommandations du rapport Total Menno Grouvel/Viktor Ivanter, *op. cit.*

La Russie et l'UE sont-elles prêtes à coopérer dans cet espace de voisinage commun ? Les intérêts des Européens dans cette région sont-ils bien définis ? En effet, l'UE entretient des relations économiques limitées avec ces pays : l'Ukraine représente par exemple un partenaire commercial très mineur, soit 0,6% des exportations et 0,5% des importations de l'UE. Si la nouvelle politique européenne de voisinage propose un cadre original de coopération avec ces pays, elle ne prend pas véritablement en compte le rôle particulier de la Russie, et notamment de ses liens économiques avec les autres pays de la CEI¹⁹⁹. De son côté, la Russie continue de vouloir aborder cette question de façon bilatérale.

En ce sens, **le débat sur la ratification de la Charte de l'Energie est dépassé** : la Russie ne ratifiera pas la Charte dans sa forme actuelle. La Russie a montré que ce traité n'avait pas été signé par d'autres pays producteurs tels que la Norvège ou les Etats-Unis et le Canada. Force est de constater que c'est un échec et que la Russie est déterminée à conserver un contrôle sur les infrastructures vouées à l'exportation. En revanche, la dimension pan-européenne de la Charte de l'Energie reste d'actualité et pourrait être repensée en prenant en compte le nouveau contexte.

¹⁹⁹ Nadia Campaner, « Politique européenne de voisinage, PESC et Russie », *Dialogues Européens* N°6, Hiver 2005, pp.25-40.

Bibliographie

Sur la géopolitique

CORRELJE Aas, VAN DER LINDE Coby, « Energy supply security and geopolitics : a European perspective », *Energy Policy*, 34, 2006, pp.532-543.

CAILLAUD Franck-Emmanuel, « Energie et Relations internationales », *La Revue internationale et stratégique*, N°29, printemps 1998.

CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, Paris : Ellipses, 2001.

FURFARI Samuele, *Le Monde et l'Energie. Enjeux géopolitiques*, Paris : Technip, 2007.

GIRAUD André, BOY DE LA TOUR Xavier, *Géopolitique du pétrole et du gaz*, Paris : Technip, 1983.

« The Geopolitics of Energy into the 21st century », 3 Vol., Center For Strategic and International Studies (CSIS), 2000, Washington D.C.

LACOSTE Yves, *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris : Flammarion, 1997.

LESTRANGE Cédric, PAILLARD Christophe-Alexandre, ZELENKO Pierre, *Géopolitique du pétrole*, Paris : Technip, 2005.

LOROT Pascal, THUAL François, *La Géopolitique*, Paris : Montchrestien, 1997.

MITCHELL John, *The new geopolitics of energy*, Londres : RIIA, 1996.

ROUSSELOT Gilles, « Géopolitique de l'énergie », *Revue française de géopolitique*, N°2, mai 2004 ; « Pétrole, gaz et géopolitique », *Sociétal*, N°42, 4^{ème} trimestre 2003.

OUVRAGES/ARTICLES

ANDRIANOV Valery, « New prospects for the energy cooperation between Russia and China », *Oil Of Russia*, N°4, 2006.

ARBATOV Alexander, BELOVA Maria, FEYGINE Vladimir, « Russian hydrocarbons and world markets », *Russia in Global Affairs*, N°1, January-March 2006.

ARBATOV Alexander A., FEYGINE Vladimir, SMIRNOV Victor, « Unrelenting oil addiction », *Russia in Global Affairs*, N°2, avril-juin 2005, disponible sur : <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/11/914.html>

BELI Andreï, « Un nouveau contexte pour la coopération entre la Russie et l'Union européenne », *Revue de l'Energie*, N°550, octobre 2003, pp.565-576.

BOCHKAREV Danila, « The changes in Russian energy policy and the natural gas pipelines », *Oil and Gas energy Law Intelligence*, Vol.4, issue 4, November 2006.

- BOCHKAREV Danila, AUSTIN Greg, « Energy sovereignty and security : restoring confidence in a cooperative international system », EastWest Institute, janvier 2007.
- BOOTS M.G., CROSS E., EGGING R. WALS A.F., *Long-term gas supply security in an enlarged Europe*, Final report ENGAGED project, Petten, December 2003.
- BORDACHEV Timofeï, « L'UE en crise : des opportunités à saisir pour la Russie ? », *Russie.Cei.Vision* N°7, IFRI, octobre 2007.
- BORKO Youri, « Rethinking Russia-EU relations », *Russia in Global Affairs*, Vol.2, N°3, juillet-septembre 2004, pp.168-178.
- BOUSSENA Sadek, LOCATELLI Catherine, « Les fondements d'une nouvelle organisation du secteur pétrolier russe . Entre le privé et l'Etat », *Cahier de Recherche LEPII*, série EPE N°39, Grenoble, mars 2005.
- CAMPANER Nadia, « The Eastern Vector of Russian oil and gas exports », *Geopolitical Affairs*, Editions Valentine Mitchell (en cours de parution).
- CAMPANER Nadia, « L'interdépendance énergétique entre l'UE et la Russie : une perspective historique », *Russia in Global Affairs*, Moscou (en cours de publication dans l'édition russe d'automne 2007).
- CAMPANER Nadia, « Le gaz en Russie » (entretien), *Pétrole et gaz informations*, N°1790, Septembre-octobre 2007, Association des Techniciens et professionnels du pétrole, pp. 52-53.
- CAMPANER Nadia, « Gazprom en Asie Centrale », *Alternatives Internationales*, N°36, septembre 2007, pp. 34-36.
- CHEVALIER Jean-Marie, ZALESKI Pierre, « Les relations entre l'Union européenne et la Russie dans le domaine de l'énergie », *Revue politique et parlementaire*, N°1039, avril-mai-juin, 2006.
- CORRELJE Aad and VAN DER LINDE Coby, "Energy supply security and geopolitics", *Energy Policy*, 34, 2006, pp.532-543.
- DIMITRIEV Mikhaïl, « Russia's "Energy Key" Strategy », *Russia in Global Affairs*, 4, October-December 2006.
- DUDEK Daniel, GOLUB Alexander, STRUKOVA Elena, « Should Russia increase domestic price for natural gas ? », *Energy Policy*, 34, 2006, pp. 1659-1670.
- ENTIN Mark, « Relations entre la Russie et l'Union européenne : hier, aujourd'hui, demain », *Questions d'Europe* N°75, Fondation Robert Schuman, 15 octobre 2007.
- FEYGIN Vladimir, « Are the energy majors in decline ? », *Russia in Global Affairs*, janvier-mars 2007.
- FINON Dominique, LOCATELLI Catherine, « L'interdépendance gazière de la Russie et de l'Union européenne. Quel équilibre entre le marché et la géopolitique ? », *Cahier de recherche CIRED*, Série Policy Papers, 11, 2006.
- FINON Dominique, LOCATELLI Catherine, « Russian and European interdependence : could contractual trade channel geopolitics ? », *Energy Policy*, (article in press).

FLYNN Chris, « Russian roulette : the ECT, transit and Western European energy security », *Oil and Gas energy Law Intelligence*, Vol.4, issue 4, November 2006.

FREDHOLM Michael, « The Russian energy strategy and energy policy : pipeline diplomacy or mutual dependence ? », Report for the Conflict Studies Research Centre of the Defence Academy of the United Kingdom, 2005.

GIRAGOSIAN Richard, « The Geography and politics of Eurasian energy », *Asia Times*, 05.05.2006.

GOMART Thomas, « Politique étrangère russe : l'étrange inconstance », *Politique Etrangère*, 1/2006.

GRACE John, *Russian oil supply : performance and prospects*, Oxford : Oxford University Press for the Oxford Institute for Energy Studies, 2005.

HALLOUCHE Hadi, « The gas exporting countries Forum and Europe », *IAEE Newsletter*, Fourth Quarter 2006, pp.16-17.

IVANOV Vladimir, « Russian energy Strategy 2020: Balancing Europe with the Asia-Pacific Region, ? », ERINA report (Economic Research Institute for North Asia), Vol.53, 2003.

IVANTER Viktor, OUZIAKOV Marat, XENOFONTOV Mikhaïl, « L'avenir de la Russie » [en Russe], à préciser : 2005 ?

IVANTER Viktor, « Notes sur la politique économique » [en Russe], *Pensée Libre-XXI* [Svobodnaya Myisl'], N°10, 2005.

ITOH Shoichi, « The Pacific Pipeline at a Crossroads: Dream Project or Pipe Dream », ERINA Report, Vol.73, January 2007.

KALICKI Jan, ELKIND Jonathan, « Eurasian transportation futures », dans Kalicki J. and Goldwyn D. (dir.), *Toward a new foreign policy strategy*, Batlimore : The John Hopkins University Press, 2005, pp. 149-171.

KHARTUKOV Evgenyi, « East Asia's Energy security: A Russian perspective », *The Journal of Energy and Development*, Vol.24, N°2, 2000, p.226.

KIM Marina, « Russian oil and gas. Impact on global supplies to 2020 », *Australian commodities*, Vol.12, N°2, june quarter 2005, pp. 361-371.

KOKCHAROV Alexandre, « Développement interne grâce à l'expansion globale » [en Russe : « Vnutrenye razvitie tcherez globalnuyu expansiou »], XXX

KOLTCHINE Sergeï, « Gazprom progresse vers l'Asie du Sud » [en russe: Gazprom prodvigaetsia v vostotchnuyou Aziou], *Ria Novosti*, 25.08.2006.

KOLTCHINE Sergeï, « Transit labyrinth. Urgent problems of the Russia-EU energy dialogue », *Oil of Russia*, N°4, 2006.

KONTOROVITCH A. et al., « Vajneichii natsional'nui proekt Rossii na pervuyu tchetvert' XXI veka (Les projets nationaux d'importance de la Russie au ...), *Nauka v Sibiri*, N°16(2601), 19.04.2007, disponible sur <http://www-sbras.nsc.ru/HBC/article.phtml?nid=416&id=12>

LAROUÏ F., Tellegen E., Tourilova K., « Joint implementation in energy between the EU and Russia Out look and potential », *Energy Policy*, Volume 32, Issue 7, May 2004, pp.899-914.

LAURILA Juhani, « Transit transport between the European Union and Russia in the light of Russian geopolitics and economics », *Emerging Markets Finance and Trade*, Vol.39, N°5, September-October 2003, pp.27-57.

LOCATELLI Catherine, « The Russian oil industry between public and privat governance : obstacles to international oil companies' investment strategies », *Energy Policy*, 34, 2006, pp. 1075-1085.

LOCATELLI Catherine (2002), « Long term competition between gas infrastructure developments in Asia: the restrictive effect on Siberian and Caspian export development », *International Journal Global Energy Issues*, Vol.18, N°1, pp.95-112.

LOREC Philippe, NOILHAN Fabrice, « La stratégie gazière de la Russie et l'Union européenne », *Géoéconomie*, N°38, Été 2006.

MAKAROV Alexeï A., LIKACHEV Vladimir L., “Diversification of Russian gas export routes”, *International Journal Global Energy Issues*, Vol.18, N°1, 2002, pp.69-83.

MANDIL Claude, « Principales menaces sur la sécurité énergétique », *Géoéconomie*, N°38, Été 2006.

MANE-ESTRADA Aurelia, « European energy security : Towards the creation of a geo-energy space », *Energy Policy*, 34, 2006, pp. 3773-3786.

MILOV Vladimir, “Neo-Con Plans and the Sober Reality”, *Russia in Global Affairs*, 4, October-December 2006.

MITCHELL John V., « Producer-Consumer Dialogue. What can energy minister say to one another? », Report for the Energy, environment and development programme, Chatham house, novembre 2005.

MONAGHAN Andrew, « Russian oil and EU energy security », Conflict Studies Research Centre, Russian series 05/65, 11.2005.

MONAGHAN Andrew, MONTANARO-JANKOVSKI Lucia, « EU-Russia energy relations : the need for active engagement », EPC (European Policy Center) issue paper N°45, mars 2006.

NAKORIAKOV V., « Rossiya v epoxy globalizatsia » (la Russie à l'heure de la globalisation), *Nauka v Sibiri*, N°17(2602), 26.04.2007.

NIGMATULIN Robert, NIGMATULIN Boulat, « Neft, gas, energia, mir, Rossia : sostoyanie i perspektivi » (Pétrole, gaz, énergie, monde, Russie : état des lieux et perspectives), *Atomnaja Strategija*, N°20, janvier 2006.

NOG Seminar, « The European dependance of Russian Energy », séminaire NOG, 13.09.2005 (www.nog.se)

ÖGÜTÇÜ Mehmet, « Kazakhstan's expanding cross-border links. Implication for Europe, China and other CIS countries », présentation au Windsor Energy Group's Regional Roundtable, Almaty, 02.10.2006.

PETROVSKI Maxime, SAPIR Jacques, « Entre les contraintes économiques, politiques et sociales : quelle stratégie pour Gazprom ?, Papier de discussion pour le séminaire du CEMI, EHESS, 28.04.2006.

RILEY Alan, « The coming of the Russian gas deficit: consequences and solutions », CEPS Policy brief, N°116, October 2006.

ROMANOVA Tatyana, « Energy Partnership- A dialog in different languages », *Russia in Global Affairs*, février 2007.

SAPIR Jacques, « Un changement de paradigme de la politique économique russe n'est pas loin », entretien dans le journal *Expert*, Moscou, 29.03.2006.

SAPIR Jacques, « La Russie en mai 2007 : la sortie de la « crise de transition » à l'émergence d'une logique de développement », Document d'étude du CEMI, EHESS, mai 2007.

SIMONET Loïc, « Pipeline in geopolitics and international relations », *Oil and Gas energy Law Intelligence*, Vol.4, issue 4, November 2006.

SIMONIA Nodari, « The West's energy security and the role of Russia », *Russia in Global Affairs*, Vol.2, N°3, juillet-septembre 2004, pp.101-117.

SIMONIA Nodari, « The Energy dimension in Russian global strategy ; Russian Energy Policy in East Siberia and the Far East », Study, The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University, octobre 2004.

SKINNER Robert, « Power and Order : the Energy Dimension », Background speaking note for the Global Policy Council, June 2006.

SKINNER Robert, « Energy security and Producer-Consumer Dialogue : avoiding a Maginot mentality », Background paper for Government of Canada Energy Symposium, *Energizing supply : oil and gas investment in uncertain times*, Ottawa, 28.10.2005.

SPANGER Aldo, « Russian gas-price reform and EU-Russia gas relationship : Icentives, consequences and European Security of supply, *Energy Policy*, 2007 (article in press).

STANISLAW Joseph, « Concurrence ou coopération dans le secteur de l'énergie : un nouveau modèle est nécessaire », disponible sur : www.usinfo.state.gov/journals/ites/0504/ijef/frsta.htm (consulté le 13.04.2006)

STERN Jonathan, « Broadening export strategy », *Petroleum economist*, May 2004, pp.21-23.

STERN Jonathan, *The Future of Russian Gas and Gazprom*, Oxford: Oxford University Press, 2005.

STERN Jonathan, « The New security environment for European gas : worsening geopolitics and increasing global competition for LNG », Oxford Institute for Energy Studies, NG 15, october 2006.

STERN Jonathan, « Gaz-Opec : a distraction from important issues of Russian gas supply to Europe », Oxford Energy Comment, Oxford Institute for Energy Studies, February 2007.

THUMANN Micheal, « Diversification des sources –la meilleure stratégie pour les relations UE-Russie », IFRI, mai 2006.

TOMBERG Igor, « La Russie et l’Iran jettent les base d’une nouvelle donne énergétique mondiale », *Ria Novosti*, 23.06.2006.

TRENIN Dmitri, « Géopolitique gazière : regards vers l’Est » [en Russe : « Gazovaya geopolitika : Glyadya na vostok »] *Vedomosti*, 23.11.2005.

TRENIN Dmitri, « Russia leave the West », *Foreign Affairs*, Vol. 85, Issue 4, Jul/Aug2006.

VIAKHIREV R. (dir.), *Encyclopédie du gaz russe* [en Russe : *Rossiskaya gazovaya Entsiklopedia*], Moscou : Bolchaya Rossiskaya Entsiklopedia, 2004.

YERGIN Daniel, « Ensuring energy security », *Foreign Affairs*, Vol. 85 Issue 2, mars-avril 2006, p69-82.

ZHA Daojiong, IVANOV Vladimir, ITOH Shoichi (2005), “China, Japan and Russia: Towards a New Energy Security Nexus”, ERINA Report, Vol.62, March.

RAPPORTS, PUBLICATIONS OFFICIELLES

AGENCE INTERNATIONALE DE L’ENERGIE (AIE) et OCDE

- *Etude économique de la Russie 2006*, novembre 2006 (OCDE)
- *Optimising Russian natural gas: Reforms and Climate Policy*, 2006.
- *Natural Gas Market Review. Towards a Global Gas Market*, 2006
- *World Energy Outlook*, 2006.
- *Russian Energy Survey*, 2002.

BANQUE MONDIALE

- *Russian Economic Report*, June 2007

CERA

- *Securing the Future : Making gas interdependence work*, White Paper, 07.2007.

GAZPROM

- Documents d’information : « Vers les principes du marché, alliance avec les Républiques de l’ex-URSS. Travaux sur les marchés de l’étranger lointain. Diversification des routes d’exportations... » [en Russe], briefing du 20.06.2006.
- Gazprom’s annual general shareholders’ meeting to convene, 30.06.2006.
- Business and développement strategy, 2006.

⇒ On peut trouver sur le site de Gazprom (www.gazprom.ru) les rapports annuels, articles de presse, entretiens, conférences de presse, etc.

HOUSE OF LORDS (Royaume Uni)

- *EU Russia Relations*, Select committee on the European Union, session 2002-2003, 3rd Report, London, 17.12.2002.

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'INDUSTRIE (Russie)

(voir les communiqués de presse et documents sur le site : www.minprom.gov.ru)

- Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020 (en russe), août 2003.

TOTAL

- Ivanter Viktor, Grouvel Menno, « Russie et Europe : conflit ou alliance énergétique ? », présentation du rapport réalisé pour TOTAL, Moscou, mai 2006²⁰⁰.

TRANSNEFT

Le site de la compagnie : www.transneft.ru

- « A new route », publication du 14.08.2006.
- « The holy place in never empty », Ekaterina Suvorova, TTN N°7, 2005.
- « The role of Transneft in development of the Russian fuel and energy complex », S. Vainshtok, 22.07.2004.

UBIFRANCE (Agence française pour le développement international des entreprises)

- Le marché russe vu par les opérateurs présents en Russie, Rencontres Russie, novembre 2006.

PERSONALITES RUSSES (entretiens, déclarations, discours, etc.)

GRIGORIEV Leonid, ex-Vice-Ministre des Finances, président de l'Institut de l'Energie et des Finances de Moscou

- « A Chance For Formation Of A Global Energy Policy » REGNUM Intelligence Agency, G8 de Saint-Pétersbourg.XXX

GRIGORIEV Sergeï, Vice-président de Transneft

- « Government should say if the country needs the Eastern pipeline », entretien, RBC-Daily, 15.12.2004.
- « All the oil pipeline routes will be in demand for oil export », entretien, *Kommersant*, 09.04.2003.

KHRISTENKO Viktor, Ministre de l'Industrie et de l'Energie depuis 2004

- « Prospect of development and use of the system of transportation of hydrocarbons and products and their processing », meeting of the Government Commission on the Fuel and Energy complex, 09.10.2006, www.minprom.gov.ru (consulté le 19.02.2007).
- Les potentialités du dialogue énergétique, ROST (www.rost.fr/), 09.05.2006.
- « Russia's oil and gas interests spread all across the world today », entretien, *Rossiskaya Gazeta*, 22.02.2006
- Entretien paru dans *Itogi*, 13.12.2005.
- Entretien paru dans *Vedomosti*, 24.01.2005.

²⁰⁰ Voir également : « L'Union européenne osera-t-elle conclure une alliance énergétique avec la Russie ? » *Ria Novosti*, 01.07.2006.

KOCHEKOV Ernest,

- « Russia's energy move: energy industry in the global geoeconomic dimension » (G8)
- « The decisions we make now will define the entire 21st century », G8, Juillet 2006.

MEDVEDEV Alexandre, Directeur Général de Gazexport et membre du comité des directeurs de Gazprom

- Présentation conférence de presse Gazprom, 28.06.2006.
- Conférence de presse, 20.06.2006.
- Expanding Russian gas exports to the EU gas market undergoing liberalization, 23rd World Gas Conference, Amsterdam 2006.

MEDVEDEV Dmitri, Chef de l'Administration présidentielle depuis 2003

- Entretien par le journal *Expert* [en Russe], 24.06.2006.

MILLER Alexeï, président de Gazprom depuis 2001

- « Eurasian direction of Russia's gas strategy », Speech at the 22nd World Gas Congress, Tokyo, 04.06.2003.

POUTINE Vladimir, Président de la Fédération de Russie depuis mars 2000

- Lettre à l'éditeur du *Financial Times*, 21.11.2006.
- Press Conference following the G8 Summit, Saint-Petersbourg, 17.07.2006.
- « Mes priorités pour le G8 », déclaration à la presse, 01.03.2006.

SIMONIA Nodari, Directeur de l'Institut de l'Economie Mondiale et des Relations internationales de Moscou (IMEMO)

- « The Path that Russia should take », entretien du 17.08.2004, ERINA, Vol.60, novembre 2004.

VAINSHOK Semyon, président de la compagnie Transneft

- « To be the best in the world », entretien, TTN N°2 (Transneft.ru), 17.02.2006.
- « Construction of East Siberia-Pacific Ocean oil pipeline is good for Russia and safe for lake Baïkal », entretien, *Rossiyskaya Gazeta*, 10.02.2006.
- « Transneft suggests cutting down export crude oil by 50 to 60% », entretien, *Oil and Capital*, 12/2005.
- « « Russia does not have need in transit via the foreign territories », entretien, *Kommersant*, 17.06.2004.

YAZEV Valery, député de la Douma, président du comité de l'Energie, des transport et des télécommunications

- Entretien avec le journal *Gazovyi Buisiness*, 11.12.2006.

ZAYACHNIKOV,

- Présentation au congrès des hydrocarbures de la Russie, 20-22.06.2006.

DECRETS, LOIS FEDERALES DE LA FEDERATION DE RUSSIE

(par ordre chronologique)

Loi Fédérale « Sur la protection de la concurrence » du 26 juillet 2006. Celle-ci s'applique au transport par pipeline.

Loi Fédérale « Sur l'exportation de gaz » 18 juillet 2006. Elle garantit le droit exclusif d'exporter du gaz à Gazprom.

Loi Fédérale « O vnesenii izmenenij v stat'iu 15 federal'nogo zakona o gazosnabjenii v Rossijskoï federatsii'... » (sur l'insertion d'une modification dans l'article 15 de la loi fédérale...) 23.12.2005.

Loi Fédérale du 21 juillet 2005 sur les réseaux de transport...

Décret gouvernemental N°1734 approuvant le projet d'oléoduc ESPO, signé par Mikhaïl Fradkov le 31.12.2004.

Loi fédérale d'amendement de la Loi « O gosoudarstvenoi taïne » (sur les secrets d'Etat) comprenant les réserves pétrolières et gazières, adoptée par la Douma le 15.10.2003 et signée par le président le 11.11.2003.

Loi Fédérale « Sur la protection de l'environnement » du 10 janvier 2002. Voir également la Loi Fédérale « Sur les questions environnementales » du 23 novembre 1995 qui traitent toutes deux des aspects environnementaux.

Décret gouvernemental N°1234, *Energeticheskaya Strategia Rossii na period do 2020 goda* (Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020), 22.08.2003, ratifiée en août 2003.

Loi Fédérale du 31.03.1999, N°69-FZ « O gazosnajenii v Rossiiskoï federatsii » (sur l'approvisionnement gazier dans la Fédération de Russie) (voir l'article 15). Cette loi régule la sphère des activités des monopoles naturels (voir Loi du 17.08.1995) en établissant une politique des prix.

Loi Fédérale du 17.08.1995, N°147-FZ « O estestvennykh monopoliakh » (sur les monopoles naturels). Selon cette loi, le transport de pétrole, produits pétroliers et gaz par pipeline est classé comme activité de monopole naturel. L'accès aux réseaux de pipeline et aux terminaux portuaires pour l'exportation est garanti aux compagnies qui extraient du pétrole et leurs subsidiaires, en proportion avec le volume extrait et de la capacité du réseau.

Table des figures et tableaux

1.1. PART DU SECTEUR DES COMBUSTIBLES ET DE L'ENERGIE (TEK)	24
ET PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DE LA RUSSIE (2005).....	24
1.2. PRIX DU PETROLE PAR MARQUE SUR LE MARCHE MONDIAL 1997-2004 (EN DOLLARS/BARIL)	25
1.3. CROISSANCE DU PIB RUSSE DEPUIS 1995 (EN POURCENTAGE)	25
1.4. LE FOND DE STABILISATION EN MILLIONS DE ROUBLES (2004-2007).....	27
1.5. EVOLUTION DU FORAGE D'EXPLORATION 1970-2002 (MILLIERS DE METRES)	32
1.6. RESERVES GAZIERES DE LA RUSSIE PAR REGIONS.....	34
1.7. COMPOSITION DE LA PRODUCTION GAZIERE EN RUSSIE	34
1.8. LES PROJECTIONS DE LA STRATEGIE RUSSE PAR REGION ET PAR COMPAGNIE.....	36
1.9. CLASSEMENT DES PLUS GRANDES COMPAGNIES RUSSES PAR CAPITALISATION BOURSIERE.....	36
1.10. LES PRINCIPALES COMPAGNIES PETROLIERES ET GAZIERES EN RUSSIE EN 2007	37
1.11. PRODUCTION DES COMPAGNIES PETROLIERES 2001-2005 (MILLIONS DE TONNES)	38
1.12. PRODUCTION DE GAZ RUSSE 1990-2020	42
1.13. LE RESEAU DE TRANSMISSION A HAUTE PRESSION DE GAZPROM (UGSS) EN 2005.....	44
1.14. INVESTISSEMENTS ETRANGERS DANS LA PRODUCTION DES COMBUSTIBLES.....	47
(HYDROCARBURES ET CHARBON, EN MILLIARDS DE \$)	47
2.1. CONSOMMATION D'ENERGIE PAR HABITANT EN TONNES DE CHARBON EQUIVALENT.....	56
2.2. EVOLUTION DE LA CONSOMMATION PAR TYPE D'ENERGIE EN RUSSIE (EN%)	56
2.3. LES PROJECTIONS DE LA DEMANDE ENERGETIQUE RUSSE 1990-2020	57
2.4. CONSOMMATION RUSSE PAR TYPE D'ENERGIE (2005).....	57
2.5. LE SECTEUR PETROLIER RUSSE : PRODUCTION ET CONSOMMATION (1990-2006).....	58
2.6. LE SECTEUR GAZIER RUSSE : PRODUCTION ET CONSOMMATION (1990-2006).....	59
2.7. COMPOSITION SECTORIELLE DE LA CONSOMMATION DE GAZ.....	63
2.8. BALANCE GAZIERE RUSSE 2001-2006	64
2.9. PRIX MOYEN DU GAZ SUR LE MARCHE DOMESTIQUE (USD/MCM) : 2000-2010	65
3.1. TRANSIT PAR L'UKRAINE EN VOLUME ET EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS GAZIERES RUSSES	73
3.2. PRINCIPAUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES PETROLIERES ET GAZIERES VOUES A L'EXPORTATION (2007)	76
3.3. PRODUCTION DES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS D'ASIE CENTRALE (1991-2005).....	80
3.4. DONNEES GENERALES (RUSSIE, KAZAKHSTAN, TURKMENISTAN, OUBEKISTAN).....	81
4.1. IMPORTATIONS DE RUSSIE ET EXPORTATIONS VERS LA RUSSIE DE L'UE-27.....	91
(2002 ET 2006, EN MILLIONS D'EUROS).....	91
4.2. CONSOMMATION DE PETROLE BRUT ET IMPORTATIONS RUSSES-UE-27 (2000-2005).....	92
4.3. EXPORTATIONS DE PETROLE RUSSE VERS L'UE (2000-2005).....	92